



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

27 textes

## S O M M A I R E

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

1. Arrêté n° HC 535 DIE/FIP du 22 septembre 2025 portant modification de l'arrêté n° HC 969 DIE/FIP du 22 août 2022 relatif au financement pour la commune de Tahuata d'une subvention de 11 120 000 F CFP, soit 93 185,60 € au titre du Fonds intercommunal de péréquation (FIP), exercice 2022, pour la réalisation de l'opération : « Conduite d'opération et études de maîtrise d'œuvre pour les travaux d'alimentation en eau potable phase III du SDAEP », bénéficiaire : commune de Tahuata, volet : études préalables - AEP, année de programmation : 2022
2. Arrêté n° HC 536 DIE/FIP du 22 septembre 2025 portant modification de l'arrêté n° HC 549 DIE/FIP du 9 mars 2022 relatif au financement au titre du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) du projet : « Études préalables pour la construction d'une cantine et d'une cuisine scolaire à Raivavae », bénéficiaire : commune de Raivavae, volet : études préalables, année de programmation : 2021
3. Arrêté n° HC 537 CAB/DPC/It du 22 septembre 2025 relatif à la composition du jury d'examen pour l'obtention du certificat de compétences de « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours » qui se réunira le 7 octobre 2025 à Papeete
4. Arrêté n° HC 1078 DMME/BRHT/hr du 25 septembre 2025 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement de dépenses et de recettes de l'État à M. Philippe MERLAUD, inspecteur divisionnaire des finances publiques de classe normale, à Mmes Nadine TERMINAL et Joanna KATRAMADOS, inspectrices des finances publiques, à M. Willy YONG, contrôleur des finances publiques et à M. Stephen VIVISH, ANFA, tous affectés à la direction des finances publiques en Polynésie française
5. Arrêté n° 9-2025 du 22 septembre 2025 portant attribution en faveur de l'Établissement public d'enseignement et formation professionnelle agricoles (EPEFPA PF) d'une subvention d'un montant de 4 320 €, soit 515 513 F CFP pour « actions sanitaires et sociales », programme 2025, programme 215, action 3, sous-action 4
6. Arrêté n° 10-2025 du 22 septembre 2025 portant attribution en faveur de l'Établissement public d'enseignement et formation professionnelle agricole (EPEFPA PF) d'une subvention d'un montant de 20 400 €, soit 2 434 368 F CFP pour « autres moyens de fonctionnement », programme 2025, programme 215, action 03, sous-action 07

### ACTES PRIS CONJOINTEMENT ÉTAT/POLYNÉSIE FRANÇAISE

7. Convention de financement entre l'État et la Polynésie française n° 42-25 du 5 août 2025 relative à la participation financière de l'État au fonctionnement du Conservatoire artistique de la Polynésie française pour 2025

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

8. Arrêté n° 1827 CM du 25 septembre 2025 portant adaptation des programmes d'enseignement moral et civique du cours préparatoire à la classe terminale des voies générale, technologique et professionnelle et des classes préparant au CAP

9. Arrêté n° 1829 CM du 26 septembre 2025 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tike Tike, pour financer l'organisation de l'événement intitulé *Makeva Festival*, au titre de l'année 2025
10. Arrêté n° 1833 CM du 26 septembre 2025 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du collège de Taravao pour financer le remplacement du lave-vaisselle du restaurant scolaire
11. Arrêté n° 1834 CM du 26 septembre 2025 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA en faveur de la SARL Stories & Co Productions pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *Rahui, la promesse Polynésienne*
12. Arrêté n° 1835 CM du 26 septembre 2025 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA en faveur de la SARL Stories & Co Productions pour la production audiovisuelle d'un documentaire en série, intitulé *Racines, les grandes familles Polynésienne*
13. Arrêté n° 1836 CM du 26 septembre 2025 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA en faveur de la SARL Bleu Lagon Productions pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *les 25 ans de TNTV*
14. Arrêté n° 1837 CM du 26 septembre 2025 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA en faveur de la KMH Media Production pour la production audiovisuelle magazine en série, intitulé *Waaaaves 2025*
15. Arrêté n° 1838 CM du 26 septembre 2025 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA en faveur de la Pacific TV Productions pour la production audiovisuelle d'un documentaire en série, intitulé *Les soigneurs du bleu du monde*
16. Arrêté n° 1839 CM du 26 septembre 2025 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA en faveur de la SARL Archipel Productions pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *La France Monde*
17. Arrêté n° 1840 CM du 26 septembre 2025 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'association Amazones Pacifique dans le cadre du dispositif d'Aide à la création numérique (ACN)
18. Arrêté n° 1841 CM du 26 septembre 2025 approuvant l'attribution de quotas de gazole détaxé en faveur du GIE Māire Ouest dans le cadre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Raiatea pour les bimestres mai/juin 2025 et juillet/août 2025 pour l'année scolaire 2024/2025
19. Arrêté n° 1846 CM du 26 septembre 2025 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA en faveur de la SARL Dance in Paradise pour la production audiovisuelle des programmes courts de fiction en série, intitulés *Tao et Tiaporo saison 5*
20. Arrêté n° 1848 CM du 26 septembre 2025 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA en faveur de l'EURL Les Films du Pacifique Tahiti pour la production audiovisuelle d'un documentaire en série, intitulé *Bleu Océan Saison 6 (épisodes 29 à 43)*

## ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

### Présidence

21. Arrêté n° 2008 PR du 25 septembre 2025 portant création des Comités techniques paritaires (CTP) des services, établissements publics administratifs et autorités administratives indépendantes de la Polynésie française et organisation des élections des représentants du personnel en leur sein
22. Arrêté n° 2028 PR du 25 septembre 2025 portant octroi d'une aide financière à M. Maxime MAONI

### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

23. Arrêté n° 9787 MPR/DBS du 25 septembre 2025 portant délivrance d'un agrément à l'Association Canine Territoriale de Polynésie française (ACTPF) pour la garde temporaire de chiens dans le cadre d'une exposition canine

### Ministère de la santé

24. Arrêté n° 9836 MSP du 26 septembre 2025 portant nomination de Mme Julie COTON dans la fonction de chef du service de la psychiatrie hospitalière du Centre hospitalier de la Polynésie française
25. Arrêté n° 9837 MSP du 26 septembre 2025 portant nomination de M. Guillaume GARCIA dans la fonction de chef du service des secteurs communs d'activité médico-psychologique du Centre hospitalier de la Polynésie française

26. Arrêté n° 9838 MSP du 26 septembre 2025 portant nomination de Mme Morgane EVEN dans la fonction de chef du service de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent du Centre hospitalier de la Polynésie française

## ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

### ACTES DES AUTORITÉS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### Avis officiels

27. Direction de la construction et de l'aménagement - État récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des Australes pour le mois de juin 2025



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 1/27, Page 1/2

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**Arrêté n° HC 535 DIE/FIP du 22 septembre 2025 portant modification de l'arrêté n° HC 969 DIE/FIP du 22 août 2022 relatif au financement pour la commune de Tahuata d'une subvention de 11 120 000 F CFP, soit 93 185,60 € au titre du Fonds intercommunal de péréquation (FIP), exercice 2022, pour la réalisation de l'opération : « Conduite d'opération et études de maîtrise d'œuvre pour les travaux d'alimentation en eau potable phase III du SDAEP », bénéficiaire : commune de Tahuata, volet : études préalables - AEP, année de programmation : 2022**

NOR : ETA25300795AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Vu l'arrêté n° HC 969 DIE/FIP du 22 août 2022 relatif au financement au titre du « Fonds intercommunal de péréquation (FIP) » de l'opération « Conduite d'opération et études de maîtrise d'œuvre pour les travaux d'alimentation en eau potable phase III du SDAEP » en ce qui concerne les délais d'exécution et de solde de l'opération ;

Vu l'arrêté n° HC 4 DIE/FIP du 5 janvier 2024 portant modification de l'arrêté n° HC 969 DIE/FIP du 22 août 2022 relatif au financement au titre du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de l'opération « Conduite d'opération et études de maîtrise d'œuvre pour les travaux d'alimentation en eau potable phase III du SDAEP » en ce qui concerne les délais d'exécution et de solde de l'opération ;

Vu la lettre du maire de la commune de Tahuata n° 0525TAHFB02 du 21 mai 2025 ;

Vu le résultat de la consultation écrite des membres du comité des finances locales n° HC 138687 DIE/BFC du 1er juillet 2025 ;

Considérant la recevabilité de la demande,

Arrête :

#### Article 1er. — Objet

Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté de financement n° HC 969 DIE/FIP du 22 août 2022 relatif à l'opération « Conduite d'opération et études de maîtrise d'œuvre pour les travaux d'alimentation en eau potable phase III du SDAEP » en ce qui concerne le délai d'achèvement de l'opération et le délai de versement du solde.

#### Art. 2

L'alinéa 6 de l'article 6 de l'arrêté de financement n° HC 969 DIE/FIP du 22 août 2022 est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de :

« à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 31 juillet 2025 » ;

Lire :

« à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 19 septembre 2026 ».

#### Art. 3. — Prolongement du délai de versement du solde

L'alinéa 7 de l'article 6 de l'arrêté de financement n° HC 969 DIE/FIP du 22 août 2022 est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de :

« à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 31 janvier 2026 » ;

Lire :

« à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 19 mars 2027 ».

#### **Art. 4. — Autres dispositions**

Toutes les autres dispositions de l'arrêté initial, non expressément modifiées par le présent arrêté modificatif sont et demeurent valables.

#### **Art. 5. — Voies et délais de recours**

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

#### **Art. 6. — Exécution**

Le secrétaire général du haut-commissariat, la cheffe de la subdivision administrative des îles Marquises, le directeur des finances publiques et le maire de la commune de Tahuata sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les co-présidents du comité des finances locales :

*Le haut-commissaire de la République en Polynésie française,*  
Alexandre ROCHATTE

*Le Président de la Polynésie française,*  
Moetai BROTHERRSON

*Le maire de la commune de Tumaraa,*  
Cyril TETUANUI



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 2/27, Page 1/2

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**Arrêté n° HC 536 DIE/FIP du 22 septembre 2025 portant modification de l'arrêté n° HC 549 DIE/FIP du 9 mars 2022 relatif au financement au titre du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) du projet : « Études préalables pour la construction d'une cantine et d'une cuisine scolaire à Raivavae », bénéficiaire : commune de Raivavae, volet : études préalables, année de programmation : 2021**

NOR : ETA25300796AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Vu l'arrêté n° HC 549 DIE/FIP du 9 mars 2022 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 8 316 800 FCFP, soit 69 694,78 euros à la commune de Raivavae pour le financement de l'opération « Études préalables pour la construction d'une cantine et d'une cuisine scolaire à Raivavae » ;

Vu les arrêtés n° HC 188 DIE/FIP du 29 avril 2024 et n° HC 368 DIE/FIP du 22 juin 2023 modifiant l'arrêté n° HC 549 DIE/FIP du 9 mars 2022 ;

Vu le résultat favorable de la consultation écrite du 19 juin 2025 ;

Vu la lettre du maire de la commune de Raivavae n° 209 RVV 2025 du 21 mai 2025 ;

Considérant la recevabilité des motifs de la demande,

Arrête :

#### Article 1er

Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° HC 549 DIE/FIP du 9 mars 2022 modifié relatif au financement de l'opération « Études préalables pour la construction d'une cantine et d'une cuisine scolaire à Raivavae » pour la commune de Raivavae, en ce qui concerne les délais d'exécution et de demande de versement du solde de la dotation relatifs à cette opération.

#### Art. 2

L'article 6, alinéas 6 et 7 de l'arrêté n° HC 549 DIE/FIP du 9 mars 2022 modifié, sont modifiés comme suit :

Au lieu de lire :

« - à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 1er juillet 2025 ; » ;

Lire :

« - à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 1er juillet 2026 ; ».

Au lieu de lire :

« - à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 1er janvier 2026 ; » ;

Lire :

« - à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 1er janvier 2027 ; ».

#### Art. 3

Toutes les autres dispositions de l'arrêté n° HC 549 DIE/FIP du 9 mars 2022 modifié non expressément modifiées par le présent arrêté sont et demeurent valables.

**Art. 4**

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès des services du haut-commissariat. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

**Art. 5**

Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef de la subdivision administrative des îles Australes, le directeur des finances publiques de la Polynésie française et le maire de la commune de Raivavae sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté modificatif, qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les co-présidents du comité des finances locales :

*Le haut-commissaire de la République en Polynésie française,*  
Alexandre ROCHATTE

*Le Président de la Polynésie française,*  
Moetai BROTHERTON

*Le maire de la commune de Tumaraa,*  
Cyril TETUANUI



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 3/27, Page 1/1

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**Arrêté n° HC 537 CAB/DPC/lt du 22 septembre 2025 relatif à la composition du jury d'examen pour l'obtention du certificat de compétences de « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours » qui se réunira le 7 octobre 2025 à Papeete**

NOR : ETA25300797AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2006-173 du 15 février 2006 modifiée portant actualisation et adaptation du droit applicable en matière de sécurité civile en Polynésie française ;

Vu le décret n° 92-514 du 12 juin 1992 modifié relatif à la formation de moniteur des premiers secours ;

Vu l'arrêté du 8 août 2012 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie initiale et commune de formateur » ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2012 modifié fixant le référentiel national de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours » ;

Vu la demande par courriel de la fédération Polynésienne de Protection Civile, en date du 11 septembre 2025 ;

Sur proposition de la directrice de cabinet par intérim du haut-commissaire,

Arrête :

#### Article 1er

Un jury d'examen pour l'obtention du certificat de compétences de « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours » se réunira le 7 octobre 2025 à Papeete.

#### Art. 2

Le jury d'examen sera composé comme suit :

- M. Heifara CROS, conseiller secourisme du haut-commissariat, président du jury ;
- Dr Claire FREDERIC, formatrice de formateurs (CESU) ;
- Mme Pascale MARUARAI, formatrice de formateurs (FPPC) ;
- M. Teiki REY, formateur (FPSP).

#### Art. 3

La directrice de cabinet par intérim du haut-commissaire et la directrice de la protection civile sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Pour le haut-commissaire et par délégation : le secrétaire général adjoint du haut-commissariat,*  
Étienne de LA FOUCHARDIÈRE



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 4/27, Page 1/2

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**Arrêté n° HC 1078 DMME/BRHT/hr du 25 septembre 2025 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement de dépenses et de recettes de l'État à M. Philippe MERLAUD, inspecteur divisionnaire des finances publiques de classe normale, à Mmes Nadine TERMINAL et Joanna KATRAMADOS, inspectrices des finances publiques, à M. Willy YONG, contrôleur des finances publiques et à M. Stephen VIVISH, ANFA, tous affectés à la direction des finances publiques en Polynésie française**

NOR : ETA25300805AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;

Vu le décret du Président de la République en date du 30 juillet 2025 portant nomination de M. Alexandre ROCHATTE, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française, à compter du 1er septembre 2025 ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 portant affectation de M. Philippe MERLAUD, inspecteur divisionnaire des finances publiques, à compter du 1er août 2024 à la direction des finances publique en Polynésie française ;

Vu la décision n° 2354891 du directeur général des finances publiques du 13 mai 2022 portant affectation de Mme Nadine TERMINAL, inspectrice des finances publiques, à la direction des finances publiques en Polynésie française, à compter du 1er septembre 2022 ;

Vu la décision n° 2353926 du 8 juin 2023 portant affectation de Mme Joanna KATRAMADOS, inspectrice des finances publiques, à la direction des finances publiques en Polynésie française, à compter du 1er septembre 2023 ;

Vu la notification d'intégration dans le corps des contrôleurs des finances publiques du corps de l'État pour l'administration de la Polynésie française de M. Willy YONG, à compter du 11 avril 2013 ;

Vu le contrat de travail conclu le 23 juin 2004 (décision n° 16-2004) de M. Stephen VIVISH ;

Sur proposition du secrétaire général,

#### Article 1er

Délégation de signature est donnée à M. Philippe MERLAUD, inspecteur divisionnaire des finances publiques de classe normale, responsable de division à la direction des finances publiques en Polynésie française, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous documents se traduisant par l'ordonnancement de dépenses ou de recettes relevant des budgets opérationnels de programmes :

- 156 « Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local » ;
- 723 « Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État » ;
- 741 « Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité » ;
- 743 « Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions ».

S'agissant des programmes 741 et 743, la délégation est strictement circonscrite à la signature des titres de perception relatifs au remboursement des trop-perçus sur pensions.

**Art. 2**

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe MERLAUD, et sans que cette condition d'application soit opposable aux tiers, délégation de signature est également donnée à Mme Nadine TERMINAL, inspectrice des finances publiques, chef du service budget logistique, Mme Joanna KATRAMADOS, inspectrice des finances publiques, chef de service ressources humaines et formation professionnelle, à M. Willy YONG, contrôleur des finances publiques et à M. Stephen VIVISH, ANFA, au service budget logistique à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, tous documents se traduisant par l'ordonnancement de dépenses ou de recettes de l'État relevant des budgets opérationnels de programmes :

- 156 « Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local » ;
- 723 « Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État » ;
- 741 « Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité » ;
- 743 « Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions ».

S'agissant des programmes 741 et 743, la délégation est strictement circonscrite à la signature des titres de perception relatifs au remboursement des trop-perçus sur pensions.

**Art. 3**

L'arrêté n° HC 1014 DMME/BRHT/tto du 1er septembre 2025 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement de dépenses et de recettes de l'État à M. Philippe MERLAUD, inspecteur divisionnaire des finances publiques hors classe, à Mmes Nadine TERMINAL et Joanna KATRAMADOS, inspectrices des finances publiques, à M. Willy YONG, contrôleur des finances publiques et à M. Stephen VIVISH, ANFA, tous affectés à la direction des finances publiques en Polynésie française, est abrogé.

**Art. 4**

Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur des finances publiques en Polynésie française, le directeur des moyens et de la modernisation de l'État et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Le haut-commissaire de la République en Polynésie française,*  
Alexandre ROCHATTE



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE  
TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 5/27, Page 1/2

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**Arrêté n° 9-2025 du 22 septembre 2025 portant attribution en faveur de l'Établissement public d'enseignement et formation professionnelle agricoles (EPEFPA PF) d'une subvention d'un montant de 4 320 €, soit 515 513 F CFP pour « actions sanitaires et sociales », programme 2025, programme 215, action 3, sous-action 4**

NOR : ETA25300798AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié portant déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du Président de la République en date du 30 juillet 2025 portant nomination de M. Alexandre ROCHATTE, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française, à compter du 1er septembre 2025 ;

Vu l'arrêté n° HC 962 DMME/BRHT/tto du 1er septembre 2025 portant délégation de signature à M. Abdallah BAHA, chef du service formation et développement ;

Vu la convention État - territoire n° 92-12 du 7 décembre 1992 relative à l'enseignement et à la formation agricole en Polynésie française ;

Vu la note d'attribution de crédits du 22 septembre 2025 du service formation et développement de Polynésie française,

Arrête :

**Article 1er. — Objet**

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités et les conditions de participation de l'État à hauteur de 4 320 €, soit 515 513 F CFP, montant correspondant au versement 2025 pour « actions sanitaires et sociales » en faveur de l'Établissement public d'enseignement et formation professionnelle agricoles (EPEFPA PF).

**Art. 2. — Montant du concours financier de l'État**

La participation de l'État est imputée sur le centre financier 0215-R987-R987, domaine fonctionnel 0215-03-04, activité 021503000401 et engagée dès signature du présent arrêté.

|                       | Montant à engager en € | Montant à engager en F CFP |
|-----------------------|------------------------|----------------------------|
| LPA de Opunohu-EPEFPA | 4 320                  | 515 513                    |

**Art. 3. — Modalités de versement**

Dans la limite des crédits disponibles, le versement sera effectué en intégralité, dès signature du présent arrêté.

**Art. 4. — Obligations du bénéficiaire**

Le bénéficiaire, identifié à l'article 2, s'engage à :

- utiliser la dotation conformément à l'objet de l'arrêté ;
- fournir avant le 30 juin 2026 un compte-rendu de l'utilisation de la dotation ;
- faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette dépense et fournir tous les documents nécessaires à ces contrôles.

#### **Art. 5. — Évaluation**

Le bénéficiaire s'engage à mettre en place et à communiquer une évaluation de la mesure et du financement tant sur le plan qualitatif que quantitatif ainsi que tout autre élément significatif.

#### **Art. 6. — Conséquences du non-respect des obligations**

Au cas où tout ou une partie de la somme versée ne serait pas utilisée, ou utilisée à des fins autres que celles prévues dans le présent arrêté, l'État exigera le remboursement de tout ou partie de la somme perçue par le(s) bénéficiaire(s).

#### **Art. 7. — Exécution**

Le chef du service formation et développement de Polynésie française et l'administrateur général des finances publiques en Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Pour le haut-commissaire et par délégation : le service formation et développement,*  
Alain COUTURIER



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE  
TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 6/27, Page 1/2

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**Arrêté n° 10-2025 du 22 septembre 2025 portant attribution en faveur de l'Établissement public d'enseignement et formation professionnelle agricole (EPEFPA PF) d'une subvention d'un montant de 20 400 €, soit 2 434 368 F CFP pour « autres moyens de fonctionnement », programme 2025, programme 215, action 03, sous-action 07**

NOR : ETA25300799AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié portant déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du Président de la République en date du 30 juillet 2025 portant nomination de M. Alexandre ROCHATTE, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française, à compter du 1er septembre 2025 ;

Vu l'arrêté n° HC 962 DMME/BRHT/tto du 1er septembre 2025 portant délégation de signature à M. Abdallah BAHA, chef du service formation et développement ;

Vu la convention État-territoire n° 92-012 du 7 novembre 1992 relative à l'enseignement et à la formation agricole en Polynésie française ;

Vu la note d'attribution de crédits du 22 septembre 2025 du service formation et développement de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités et les conditions de participation de l'État à hauteur de 20 400 €, soit 2 434 368 F CFP, montant correspondant au premier versement 2025 pour autres moyens de fonctionnement en faveur de l'Établissement d'enseignement et formation professionnelle agricole (EPEFPA PF).

Cet engagement est versé au titre des frais d'hébergement annuel (mise à disposition des locaux) et des frais de fonctionnement courant (support informatique, service ménage, fournitures de bureau, frais d'affranchissement et de télécommunication) du service formation et développement supportés par l'établissement.

Art. 2. — Montant du concours financier de l'État

La participation de l'État est imputée sur le centre financier 0215-R987-R987, domaine fonctionnel 0215-03-07, activité 021503000701 et engagée dès signature du présent arrêté.

|                       |                        |                            |
|-----------------------|------------------------|----------------------------|
|                       | Montant à engager en € | Montant à engager en F CFP |
| LPA de Opunohu-EPEFPA | 20 400                 | 2 434 368                  |

Art. 3. — Modalités de versement

Dans la limite des crédits disponibles, le versement sera effectué en intégralité, dès signature du présent.

#### **Art. 4. — Obligations du bénéficiaire**

Le bénéficiaire s'engage à :

- utiliser la dotation conformément à l'objet de l'arrêté ;
- fournir avant le 30 juin 2026 un compte rendu de l'utilisation de la dotation ;
- faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette dépense et fournir tous les documents nécessaires à ces contrôles.

#### **Art. 5. — Conséquences du non-respect des obligations**

Au cas où tout ou une partie de la somme versée ne serait pas utilisée, ou utilisée à des fins autres que celles prévues dans le présent arrêté, l'État exigera le remboursement de tout ou partie de la somme perçue par le bénéficiaire.

#### **Art. 6. — Exécution**

Le chef du service formation et développement de Polynésie française et l'administrateur général des finances publiques en Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Pour le haut-commissaire et par délégation : le service formation et développement,*  
Alain COUTURIER



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 7/27, Page 1/2

### ACTES PRIS CONJOINTEMENT ÉTAT/POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### **Convention de financement entre l'État et la Polynésie française n° 42-25 du 5 août 2025 relative à la participation financière de l'État au fonctionnement du Conservatoire artistique de la Polynésie française pour 2025**

La présente convention est établie en application des dispositions suivantes :

- la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;
- la convention État-Polynésie française relative à la culture n° 9-23 du 17 mars 2023 ;
- la lettre n° 238 DIR/CAPF du CAPF du 25 juin 2025 présentant le bilan de l'année 2024-2025,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

#### **Article 1er**

Chaque année, le ministre de la culture contribue financièrement au fonctionnement du Conservatoire artistique de la Polynésie française. La présente convention vise à fixer le montant de ce soutien pour l'exercice 2025.

#### **Art. 2**

Le bénéficiaire de la présente convention est la Polynésie française.

#### **Art. 3**

Le Conservatoire s'engage à mettre en œuvre la promotion et le développement de l'enseignement de la musique classique et de la danse dans le cadre du dispositif des classes à horaires aménagés en Polynésie française.

L'objectif du dispositif est de lutter contre le décrochage scolaire par le biais des enseignements artistiques. Il se décline sous deux formes :

- le cursus à horaires aménagés musique a pour objectif de dispenser l'enseignement de la musique au collège de Tipaeru'i, en horaires aménagés (de la 6e à la 3e) ;
- le cursus à horaires aménagés dans le domaine des arts traditionnels vise à dispenser l'enseignement des arts traditionnels (musique et danse) aux élèves de différents établissements scolaires n'ayant pas accès aux enseignements du Conservatoire.

#### **Art. 4**

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2025 pour s'achever au 31 décembre 2025.

#### **Art. 5**

L'État s'engage à apporter son concours financier au bénéficiaire pour un montant total de 100 000 €, soit 11 933 174 F CFP.

#### **Art. 6**

La participation financière de l'État est versée en intégralité dès signature de la présente convention.

#### **Art. 7**

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place et sur pièces peut être réalisé par les services de l'État.

La Polynésie française s'engage à faciliter l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Elle s'engage également à produire un bilan à l'issue de l'opération.

En cas d'inexécution partielle ou totale, de modification substantielle des conditions d'exécution, ou en cas de retard substantiel dans l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la raison, la Polynésie française doit en informer l'État sans délai.

À défaut, l'État se réserve le droit d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, soit de suspendre ou de diminuer le montant de la subvention après avoir examiné les justificatifs présentés par le bénéficiaire et avoir préalablement entendu les représentants.

La Polynésie s'engage à assurer la publicité de la participation de l'État selon les modalités de mise en œuvre définies dans la charte de l'État <https://www.info.gouv.fr/marque-de-letat> pour assurer la transparence et la bonne information sur les financements de l'État.

La Polynésie française s'engage notamment :

- à ce que toute action d'information et de communication menée en lien avec l'action fasse mention de la marque de l'État et du soutien de l'État ;
- à informer sur l'opération financée sur son éventuel site web ou ses réseaux sociaux.

## **Art. 8**

Les présentes dispositions sont susceptibles d'être amendées par voie d'avenant à la demande de l'une des parties.

## **Art. 9**

Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre la présente convention, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Pour la Polynésie française :  
Moetai BROTHERSON

Pour l'État :  
*Pour le haut-commissaire et par délégation : le secrétaire général du haut-commissariat,*  
Xavier MAROTEL



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 8/27, Page 1/27

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

#### **Arrêté n° 1827 CM du 25 septembre 2025 portant adaptation des programmes d'enseignement moral et civique du cours préparatoire à la classe terminale des voies générale, technologique et professionnelle et des classes préparant au CAP**

NOR : DEE25202793AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-15 du 13 juillet 2017 relative à la charte de l'éducation de la Polynésie française ;

Vu l'avis favorable à l'unanimité du haut-comité de l'éducation en date du 4 juillet 2025 ;

Vu la lettre n° 6048 PR du 1er septembre 2025 adressée au ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 septembre 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

Les instructions relatives à l'adaptation des nouveaux programmes d'enseignement moral et civique du cours préparatoire à la classe terminale des voies générale, technologique et professionnelle et des classes préparant au CAP sont fixées conformément à l'annexe du présent arrêté.

#### **Art. 2**

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à compter de l'année scolaire 2025-2026.

#### **Art. 3**

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 septembre 2025.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*

Ronny TERIIPAIA

## Annexe - Programmes d'enseignement moral et civique du cours préparatoire à la classe terminale des voies générale, technologique et professionnelle et des classes préparant au CAP

### Enseignements primaire et secondaire

#### Programme d'enseignement moral et civique du cours préparatoire à la classe terminale des voies générale, technologique et professionnelle et des classes préparant au CAP adapté à la Polynésie française\*

\* Les éléments modifiés ou ajoutés pour adapter l'EMC au contexte de la Polynésie française apparaissent en italique et en couleur avec un repérage initial (PF) et si besoin un trait vertical (!) terminal

##### Sommaire

##### Préambule

Les valeurs et les principes de la République  
La place de l'enseignement moral et civique dans le parcours citoyen  
La citoyenneté républicaine  
Construire une culture de la démocratie  
Progressivité  
Méthodes

##### CP : Se reconnaître comme individu et élève

Connaissance et maîtrise de soi  
Les règles collectives et l'autonomie  
Règles d'hygiène et exigence d'intimité  
Être élève à l'école de la République

##### CE1 : Respecter les autres

Altérité et sociabilité  
Règles collectives et prise d'initiative  
Principes et symboles de la République

##### CE2 : Apprendre ensemble et vivre ensemble

L'engagement pour le bien commun  
La République et son fonctionnement

##### CM1 : Faire société

Civisme et citoyenneté  
L'égalité dans la dignité  
Comment faire société

##### CM2 : Vivre en république

Citoyenneté et nationalité  
Libertés et droits fondamentaux  
Respecter les droits de tous  
À l'école laïque

##### Sixième : Apprendre à vivre dans une société démocratique

Représenter les autres et servir l'intérêt général (5 à 6 heures)  
Respecter des règles et en comprendre la finalité : l'exemple de la laïcité à l'École (5 à 6 heures)  
Avoir des droits en tant que personne et respecter ceux des autres : l'exemple du droit à la vie privée (5 à 6 heures)

##### Cinquième : Égalité, fraternité et solidarité

Agir pour l'égalité femmes-hommes et lutter contre les discriminations (9-11 heures)  
La solidarité et ses échelles (7-9 heures)

##### Quatrième : Défendre les droits et les libertés

L'État de droit et les libertés (9 heures)  
Défendre le cadre démocratique : sécurité et défense nationale (9 heures)

##### Troisième : Faire vivre la démocratie

Les règles du jeu démocratique (6 à 8 heures)  
Les acteurs du jeu démocratique et leur engagement (1) : l'opinion (5 à 6 heures)  
Les acteurs du jeu démocratique et leur engagement (2) : l'engagement collectif (5 à 6 heures)

##### Seconde : Droits, libertés et responsabilité

L'État de droit garantit les droits et libertés et un pluralisme démocratique (6 heures en voies générale et technologique, 5 heures en voie professionnelle)  
Liberté et responsabilité : l'exemple de l'information (vecteurs, nécessité et enjeux) (6 heures en voies générale et technologique, 5 heures en voie professionnelle)  
Droits et responsabilité : l'exemple de la protection de l'environnement et de la sauvegarde de la biodiversité (6 heures en voies générale et technologique, 5 heures en voie professionnelle)

##### Première : Cohésion et diversité dans une société démocratique

Les valeurs et les principes de la République à l'épreuve de la cohésion sociale (9 heures en voies générale et technologique, 7 à 8 heures en voie professionnelle)  
La République et la Nation (9 heures en voies générale et technologique, 7 à 8 heures en voie professionnelle)

##### Terminale : La vie démocratique : débat, délibération et prise de décision

Les principes et les espaces du débat démocratique (9 heures en voies générale et technologique, 7 heures en voie professionnelle)  
La délibération dans les institutions (polynésiennes, nationales, européennes, internationales) (9 heures en voies générale et technologique, 7 heures en voie professionnelle)

**Classes préparant au certificat d'aptitude professionnelle****Droits, libertés et responsabilité**

L'État de droit est garant des libertés et des droits fondamentaux

Liberté et responsabilité : l'exemple de l'information (vecteurs, nécessité et enjeux)

Droits et responsabilité : l'exemple de la protection de l'environnement et sauvegarde de la biodiversité

La délibération dans les institutions (polynésiennes, nationales, européennes, internationales) : l'exemple des questions environnementales

**Cohésion et diversité dans une société démocratique**

Les valeurs et les principes de la République à l'épreuve de la cohésion sociale

La République et la Nation

L'engagement politique des citoyennes et citoyens au service de la société

**Préambule**

Le programme d'enseignement moral et civique répond à l'ambition que nourrit l'École de la République de former les élèves à l'exercice et à une conscience claire de leur citoyenneté. Il les aide à élaborer une idée du bien public qui transcende les intérêts particuliers. Il structure leur parcours citoyen et l'enrichit en assurant la progressivité de leur apprentissage civique.

Le programme d'enseignement moral et civique déploie l'ensemble des dimensions éthiques et politiques de la citoyenneté, depuis les rapports interpersonnels des enfants et des adolescents dans et hors de la classe, jusqu'à leur engagement dans la vie économique, sociale et politique, dont les enjeux sont tout à la fois locaux, nationaux et mondiaux, en passant par la part qu'ils peuvent prendre dans le cadre de la démocratie scolaire. Le programme assure une connaissance du cadre institutionnel de la République française et de l'Union européenne (PF) dans lequel s'inscrivent les institutions de la Polynésie française. Il participe pleinement à l'éducation aux médias et à l'information (EMI) ainsi qu'à l'éducation au développement durable (EDD). Il met en avant la dimension humaine des relations sociales, politiques, économiques et culturelles, en contribuant à développer la capacité d'empathie des élèves. Enfin, il développe et consolide des compétences qui permettront aux futurs adultes de contribuer à résoudre les problèmes collectifs de leur temps.

Conçu dans une perspective de cohérence et de progressivité des cycles d'apprentissage, le programme d'enseignement moral et civique présente distinctement, pour chaque année, les notions et les contenus que les élèves doivent acquérir. Il propose des démarches et situations d'apprentissage possibles en indiquant des sources et des ressources dans lesquelles puiser, ainsi que des dispositifs existants auxquels il peut s'articuler. Le programme d'enseignement moral et civique a également vocation à s'inscrire dans des démarches de labellisation, des partenariats avec les collectivités territoriales ou le monde associatif, ainsi que de multiples projets pédagogiques.

L'ambition du programme est d'ouvrir l'enseignement moral et civique sur le monde extérieur, tantôt saisi dans sa proximité, en l'inscrivant dans une logique de territoire (l'école ou la commune), tantôt appréhendé dans sa globalité (la Nation, l'Europe et le monde, la planète Terre), sans omettre les enjeux de l'univers numérique dans lequel nous sommes de plus en plus engagés.

**Les valeurs et les principes de la République**

Le Code de l'éducation dispose depuis 2005 « qu'outre la transmission des connaissances, la Nation fixe comme mission première à l'école de faire partager aux élèves les valeurs de la République » (article L 111-1). (PF) Cette finalité est également affirmée dans la loi de pays n° 2017-15 du 13 juillet 2017 modifiée relative à la Charte de l'Éducation de la Polynésie française (article 2).

Les valeurs et les principes de la République fondent le pacte républicain garant de la cohésion nationale, en même temps qu'ils protègent la liberté de chaque citoyen, contribuent à l'égalité de toutes et de tous, promeuvent les liens de civilité structurant une société proprement démocratique et permettent le débat d'idées. Les transmettre et les faire partager sont au cœur de l'œuvre d'intégration républicaine. Ces valeurs et ces principes relient également la France à la société des autres nations démocratiques, à l'échelle européenne comme à l'échelle mondiale.

Les valeurs et les principes essentiels de la République française sont la liberté, l'égalité, la fraternité et la laïcité. S'en déduisent notamment l'égalité entre les femmes et les hommes, le refus de toutes les discriminations et la solidarité. L'enseignement moral et civique porte sur ces valeurs et ces principes, qui constituent un bien commun des citoyennes et des citoyens dans la vie démocratique de la République.

**La place de l'enseignement moral et civique dans le parcours citoyen**

L'enseignement moral et civique transmet les principes éthiques, juridiques et politiques fondamentaux du parcours citoyen de l'élève. Ce parcours engage l'ensemble des enseignements dispensés à l'école, mais aussi la vie de l'établissement, dont les actions peuvent être menées en partenariat avec les collectivités locales, d'autres ministères, des organismes publics ou des associations. Il se nourrit également des « éducations » transversales présentes dans les programmes auxquelles il contribue : éducation aux médias et à l'information, au développement durable, à la défense, au droit, aux compétences économiques, budgétaires et financières, à la vie affective, relationnelle, et sexuelle et, enfin, aux arts et à la culture.

L'éducation à la citoyenneté ne se limite pas à l'horaire dévolu à l'enseignement moral et civique. Le parcours citoyen, pour être pleinement réalisé, suppose l'explicitation des enjeux de citoyenneté présents dans tous les enseignements et dans la vie de l'école ou de l'établissement. Il vise à l'investissement des élèves dans les structures de la vie scolaire et, plus généralement, de la vie économique et sociale, de la politique et en somme de la démocratie : réalisation de projets dans le cadre de l'établissement, commémorations, engagement au sein d'institutions et d'associations ou pour la Nation (service civique, service national universel).

L'enseignement moral et civique contribue ainsi à donner son sens à l'éducation à la citoyenneté, dont il est une pièce cardinale. Il constitue un foyer d'initiatives où sont explicitées et déployées les multiples dimensions d'une citoyenneté active, républicaine et démocratique.

**La citoyenneté républicaine**

La République française est une démocratie. Elle s'inscrit à la fois dans une histoire nationale et dans la communauté des nations démocratiques. Elle se fonde sur le patrimoine de la Nation française et permet l'actualisation de ses valeurs et de ses principes pour répondre aux évolutions de la société.

La citoyenneté repose sur l'autonomie du citoyen et sur son appartenance à une communauté politique, qui, en , est fermement adossée aux valeurs et aux principes de la République. Cette conception de la citoyenneté souligne l'importance de la loi et du droit tout en promouvant une éthique et une culture du débat et de la pluralité des opinions caractéristiques de l'espace démocratique.

Placé au cœur de la vie de l'école et de l'établissement, le développement d'une citoyenneté républicaine irrigue l'ensemble des enseignements. Elle inspire les actions qui mettent les élèves au contact de la société, en particulier celles qui concernent l'éducation au développement durable et la prise de conscience écologique, qui ont vocation à susciter un engagement individuel et collectif essentiel au respect et à la protection de l'environnement et de la biodiversité.

### Construire une culture de la démocratie

Pour construire une culture de la démocratie, l'enseignement moral et civique vise à développer les compétences civiques et citoyennes des élèves. La construction de ces compétences s'opère à travers quatre grandes dimensions<sup>1</sup> :

- les valeurs et les principes auxquels on se réfère et que l'on cherche à promouvoir
  - liberté, égalité, fraternité et laïcité
  - solidarité, égalité entre femmes et hommes, refus de toutes les discriminations
  - respect de la dignité humaine
  - État de droit
- les domaines de connaissances qui permettent aux élèves d'exercer leur compréhension critique
  - citoyenneté nationale et européenne, et institutions (PF) **polynésiennes**], nationales et européennes
  - règle et droit
  - défense, sécurité et résilience nationale
  - développement durable et transition écologique
  - information et médias
- les attitudes qui permettent de s'inscrire dans la vie démocratique
  - respect d'autrui et acceptation des différences
  - respect de soi, maîtrise de soi
  - prise d'initiative dans le respect des règles, des autres et de l'environnement
  - esprit civique et sentiment d'appartenance à une collectivité
  - engagement et sens des responsabilités
  - équilibre entre l'initiative individuelle et l'acceptation des règles communes
- les aptitudes que cet enseignement cherche à développer
  - écoute et observation, réflexion et discernement, esprit critique
  - capacité à exprimer ce que l'on ressent et empathie
  - apprentissage autonome
  - implication dans un projet collectif et coopération
  - participation à un débat pour résoudre les conflits et/ou prendre des décisions

Ces quatre dimensions fixent un cadre au travail des élèves en enseignement moral et civique. Elles permettent de nourrir la réflexion didactique et pédagogique du professeur des écoles, du professeur d'histoire-géographie au collège et du professeur de lycée responsable de cet enseignement en visant l'acquisition progressive des compétences civiques et citoyennes.

L'enseignement moral et civique étant au cœur du parcours citoyen, les quatre dimensions fournissent également un cadre à l'ensemble des actions conduites pour l'éducation à la citoyenneté.

Sans s'y résumer ni s'y substituer, la construction d'une culture de la démocratie participe au développement des compétences psychosociales des élèves, pour mieux prévenir notamment les situations de harcèlement et favoriser la coopération entre les élèves.

### Progressivité

L'explicitation des objectifs et des contenus de l'enseignement moral et civique est annualisée afin de garantir la progressivité de la formation des élèves. En tenant compte de leur âge, les contenus d'enseignement qui leur sont proposés sont investis de manières diverses :

- en s'inscrivant dans une perspective d'approfondissement et une logique spiralaire, afin de susciter une authentique compréhension des piliers éthiques et politiques de notre République démocratique. Ses institutions, par exemple, ne sont pas abordées avec le même niveau de détail aux cycles 2, 3 et 4 ;
- en accordant une place accrue aux questions vives de la société contemporaine, discutées en ouvrant tout l'éventail possible des opinions prévalentes et en s'appuyant sur la pratique du débat réglé, au fur et à mesure que les élèves approchent de la majorité ;
- en opérant progressivement un élargissement optimal de l'horizon intellectuel et citoyen de l'élève, qu'il concerne ses relations avec ses pairs ou la compréhension des grands enjeux de la société civile et des questions politiques dans un monde aux espaces et aux sociétés interdépendants.

La progressivité de l'enseignement moral et civique permet de dérouler de manière régulière et continue les notions ou les thématiques principales auxquelles il est adossé en évitant d'en concentrer l'étude sur une seule année du programme. Par exemple, les objectifs de développement durable (ODD) sont distribués de façon diversément approfondie tout au long de la scolarité des élèves.

### Méthodes

L'enseignement moral et civique se déploie, dans la mesure du possible, à partir de l'examen de situations réelles (qui peuvent être issues de l'expérience des élèves eux-mêmes), d'analyses savantes (tirées de ressources scientifiques, historiques ou politiques) ou de descriptions imaginaires (puisées dans la littérature ou dans les arts, par exemple). Il contribue au développement des compétences orales à travers, notamment, la pratique de l'argumentation. Le débat réglé, comme la discussion argumentée ou le dilemme moral à

<sup>1</sup> Ces dimensions sont issues du cadre de référence des compétences pour une culture de la démocratie élaboré par le Conseil de l'Europe : <https://www.coe.int/fr/web/reference-framework-of-competences-for-democratic-culture>

partir du cycle 4, permettent aux élèves d'éprouver, de comprendre et de mettre en perspective les valeurs et les principes qui régissent notre société démocratique. Discussion ou débat privilégiant, non l'expression polémique d'opinions antagonistes, mais la mobilisation de connaissances utiles à la formulation claire d'arguments rigoureux.

L'enseignement moral et civique s'appuie sur un ensemble de documents de référence (juridiques, historiques, patrimoniaux, littéraires, etc.). Il est également un lieu de partage d'expériences, soit des élèves eux-mêmes, qui ont pu connaître des expériences d'engagement, soit d'adultes sollicités dans ce but.

Selon des modalités pédagogiques variées en lien avec des contenus historiques, littéraires, artistiques, scientifiques ou institutionnels qu'il privilégie en fonction de l'âge et de la compréhension des élèves, le professeur suscite l'élaboration et l'échange d'arguments clairement formulés, à l'oral comme à l'écrit, et permet aux élèves d'exercer leur esprit critique avec discernement et de développer les compétences visées.

L'enseignement moral et civique se prête particulièrement aux travaux et aux démarches qui placent les élèves en situation de coopérer et favorisent les échanges et la confrontation des idées. Il peut reposer sur des projets individuels et collectifs susceptibles de dépasser le cadre horaire de l'enseignement ou de la classe et d'impliquer l'établissement, voire des partenaires institutionnels ou associatifs.

Enfin, dans une perspective résolument interdisciplinaire, l'enseignement moral et civique oriente l'attention des élèves vers des problématiques contemporaines particulièrement vives liées à l'EMI d'une part, à l'EDD d'autre part. L'enseignement moral et civique n'a pas vocation à se substituer à ces deux « éducations », mais contribue à faire naître des projets interdisciplinaires et y participe de plein droit, grâce à la coopération des professeurs de toutes les disciplines dans le second degré, notamment le professeur documentaliste pour l'EMI ou le professeur d'histoire-géographie ou de sciences de la vie et de la Terre pour l'EDD. Au lycée, la diversité des disciplines contribuant à cette interdisciplinarité s'enrichit, notamment avec les sciences économiques et sociales et la philosophie.

De fait, une approche plurielle de l'EMI et de l'EDD se décline tout au long du programme d'enseignement moral et civique selon le tableau suivant.

|           | EMI                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | EDD                                                                                                                                                                                                                                                  |
|-----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| CP        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Respect dû à l'environnement et au vivant à partir de la compréhension des règles collectives                                                                                                                                                        |
| CE1       | Première approche des stéréotypes dans la production visuelle et audiovisuelle                                                                                                                                                                                                                                | Respect dû à l'environnement et au vivant à partir de la compréhension des règles collectives                                                                                                                                                        |
| CE2       | Initiation des élèves à la construction de l'information pour leur faire comprendre qu'elle relève de l'intérêt général                                                                                                                                                                                       | Mise en relation des écogestes et de l'intérêt général<br>Découverte des opérations locales en faveur de l'environnement quand on présente le rôle du maire                                                                                          |
| CM1       | Civisme numérique<br>Recherches en ligne, production et diffusion d'information<br>Cyberviolences et harcèlement en ligne<br>Sobriété numérique                                                                                                                                                               | Lien entre civisme et conscience écologique<br>Sobriété numérique                                                                                                                                                                                    |
| CM2       | Liberté d'expression en ligne, liberté de l'information (Convention internationale des droits de l'enfant, CIDE)                                                                                                                                                                                              | Devoir civique dans ses aspects environnementaux<br>Charte de l'environnement, première approche                                                                                                                                                     |
| Sixième   | Vie privée et vie publique en ligne, droit à l'intimité et droit à l'image, explication de la majorité numérique à 15 ans<br>Réflexion sur les données personnelles, les traces numériques                                                                                                                    | Explication du rôle de représentation et d'impulsion des écodélégués, début des références aux ODD poursuivies dans la suite du programme<br>L'intérêt général dans une perspective durable                                                          |
| Cinquième | Discours de haine en ligne, lien avec les discriminations et cadre législatif                                                                                                                                                                                                                                 | La solidarité en rapport avec l'ODD 3, la prévention de la santé publique, l'intervention publique face aux risques environnementaux                                                                                                                 |
| Quatrième | Liberté d'expression en ligne et hors ligne, ses atouts, ses abus et ses limites<br>Liberté de la presse<br>Guerre informationnelle et cyberdéfense                                                                                                                                                           | La police de l'environnement, les incendies de forêt, leur prévention et leur traitement                                                                                                                                                             |
| Troisième | Le rôle des médias, des sondages, le couple information/désinformation, l'intelligence artificielle, les débats en ligne                                                                                                                                                                                      | La Charte de l'environnement                                                                                                                                                                                                                         |
| CAP       | Liberté et responsabilité : information, presse, travail journalistique, liberté d'expression et médias sociaux, intelligence artificielle                                                                                                                                                                    | Charte de l'environnement, responsabilité sociétale des entreprises, conférences internationales, ODD                                                                                                                                                |
| Seconde   | Liberté de la presse et de l'information, travail journalistique, régulation des réseaux sociaux (règlement européen sur les services numériques, Pharos)<br>L'intelligence artificielle et l'information                                                                                                     | Droits environnementaux et conférences internationales sur les enjeux climatiques, la responsabilité sociétale des entreprises                                                                                                                       |
| Première  | Traitement médiatique des minorités (en lien avec la discrimination)                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Terminale | La place des discours scientifiques et leur réception dans l'opinion, avec l'exemple du changement climatique<br>Les débats sur les grands défis environnementaux et numériques (voie professionnelle)<br>Travail sur les sondages et leurs usages<br>Fiabilité des sources et débats sur les réseaux sociaux | La place des discours scientifiques et leur réception dans l'opinion, avec l'exemple du changement climatique<br>Les débats sur les grands défis environnementaux et numériques (voie professionnelle)<br>La naissance des ODD à l'ONU et à l'Unesco |

Le programme d'enseignement moral et civique participe pleinement au développement des compétences psychosociales des élèves, qu'elles soient cognitives, émotionnelles ou sociales. À travers les notions qu'il aborde et les démarches pédagogiques qu'il engage, il

répond à l'objectif principal des compétences psychosociales : améliorer les relations à soi et aux autres. De la même manière, il s'articule avec les trois dimensions de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle : se connaître, vivre et grandir avec son corps ; rencontrer les autres et construire des relations, s'y épanouir ; trouver sa place dans la société, y être libre et responsable.

L'articulation de ces enseignements et éducations concourt à développer chez les élèves des compétences de nature à favoriser un climat scolaire apaisé et à prévenir toutes formes de violence et de discrimination, notamment en lien avec les séances d'empathie.

L'ensemble de ces compétences est indispensable à la formation de futurs citoyens éclairés, acteurs de leur vie et capables de contribuer positivement à la société.

Le tableau suivant identifie pour chaque niveau de la scolarité les notions du programme d'enseignement moral et civique qui permettent d'établir des liens explicites avec les notions et compétences travaillées dans le cadre de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle et du développement de l'empathie.

|           | <b>Éducation à la vie affective et relationnelle (école primaire)<br/>Éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (collège et lycée)</b>                                                                                          | <b>Développement de l'empathie et des comportements altruistes et prosociaux</b>                                                                                                                                            |
|-----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| CP        | Connaissance et maîtrise de soi<br>Règles d'hygiène et exigence d'intimité : avoir conscience de son intégrité ; connaître et respecter les règles élémentaires de l'intimité personnelle                                                     | Connaissance et maîtrise de soi : comprendre ses émotions et ses sentiments                                                                                                                                                 |
| CE1       | Altérité et sociabilité<br>Règles collectives et prise d'initiative (lien possible avec la promotion de relations égalitaires et la compréhension des enjeux d'une relation humaine)                                                          | Développer sa capacité d'empathie<br>Apprendre aux élèves à reconnaître les situations de violence physique et/ou verbale, les situations de harcèlement                                                                    |
| CE2       | L'engagement pour le bien commun (lien possible avec la compréhension de ce qu'est le consentement et les différentes manières de le solliciter et de l'exprimer)                                                                             | Sensibiliser à la notion de bien commun et amener les élèves à prendre conscience que les actions individuelles doivent tenir compte de l'intérêt collectif                                                                 |
| CM1       | L'égalité dans la dignité (lien possible avec la promotion des relations égalitaires et positives telle que l'égalité filles-garçons)                                                                                                         | Comprendre ce qu'implique et permet l'empathie<br>Cyberviolences et harcèlement en ligne                                                                                                                                    |
| CM2       | Respecter les droits de tous (lien possible avec la connaissance de ses droits et l'importance de se protéger dans les relations avec les autres et dans les réseaux sociaux)                                                                 | La lutte contre les discriminations suppose la déconstruction des préjugés et des stéréotypes                                                                                                                               |
| Sixième   | Le droit à la vie privée : l'intimité d'une personne recouvre la vie affective, relationnelle et sexuelle de cette personne                                                                                                                   | Le développement de l'empathie se poursuit dans le second degré, dans le cadre de séances dédiées (heures de vie de classe, dans les enseignements ou lors d'interventions, etc.) ou dans le cadre de projets pédagogiques. |
| Cinquième | Agir pour l'égalité femmes-hommes : les violences sexistes et sexuelles persistent, qui nécessitent l'action des pouvoirs publics et de la société civile<br>Discriminations liées au sexe, à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre |                                                                                                                                                                                                                             |
| Quatrième | L'État de droit et les libertés (lien possible avec les questions de harcèlement, de cyberharcèlement, de lutte contre la prostitution, etc.)                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                             |
| Troisième | Citoyenneté active (lien possible avec la prise en compte de la sexualité dans la définition et le respect des droits humains)                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                             |
| CAP       | Liberté et responsabilité : l'information (lien possible avec l'importance de se protéger et de protéger les autres : l'intimité à l'ère des réseaux sociaux)                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                             |
| Seconde   | Liberté et responsabilité : l'information (lien possible avec l'importance de se protéger et de protéger les autres : l'intimité à l'ère des réseaux sociaux)                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                             |
| Première  | Les violences sexistes et sexuelles portent atteinte à la cohésion d'une société démocratique ; étudier les actions menées pour lutter contre                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                             |
| Terminale | Citoyenneté active (lien possible avec la liberté d'être soi parmi les autres, et les conditions sociales pour garantir cette liberté).                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                             |

## ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE

### CP : Se reconnaître comme individu et élève

#### Attendus et objectifs

Le cours préparatoire (CP) constitue le moment charnière entre l'école maternelle et l'école élémentaire. Tout au long du cycle 1, l'école s'est attachée à garantir la sécurité affective et à développer la confiance en eux-mêmes des enfants pour leur permettre de prendre plaisir à apprendre, à progresser et à vivre ensemble. Tout au long du cycle 2, et tout particulièrement au CP, l'école renforce une première acquisition des exigences du respect d'autrui et de la vie en société, en permettant à l'enfant de trouver sa place comme personne singulière et comme élève au sein d'un groupe. Au CP, l'enseignement moral et civique ouvre à une première approche des

notions de liberté et d'égalité. Chaque enfant apprend ainsi à se comporter comme un élève en développant son identité dans le respect de soi, des autres et des règles collectives.

#### Connaissance et maîtrise de soi

| Notions abordées | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                              | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Liberté          | <ul style="list-style-type: none"> <li>Comprendre ses émotions et ses sentiments : leur origine et leurs manifestations ;</li> <li>trouver les réponses appropriées aux besoins exprimés ;</li> <li>consolider sa confiance en soi ;</li> <li>acquérir une estime de soi.</li> </ul> | <p>À partir de la lecture d'ouvrages de la littérature de jeunesse, travailler avec les élèves sur l'origine et les manifestations des différentes émotions de base (joie, tristesse, peur, colère, dégoût, surprise) pour permettre à l'élève d'apprendre à les identifier, à les distinguer les unes des autres et à les exprimer avec un vocabulaire adapté. Il accède ainsi à une meilleure compréhension de lui-même et de sa relation avec les autres.</p> <p>Développer une aptitude à l'empathie qui permet la bienveillance dans la relation humaine, l'harmonie avec autrui :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>à travers le visionnage de courtes vidéos ou la mise en scène de saynètes, les élèves apprennent à déchiffrer les signaux non verbaux : le son de la voix, l'expression du visage qui trahissent les émotions des autres afin d'adopter la meilleure réaction pour entrer en contact avec eux de manière appropriée ;</li> <li>lors de discussions réglées autour d'un album de littérature de jeunesse, les élèves apprennent à écouter et à poser des questions pertinentes, à distinguer ce qu'un autre dit ou fait de leurs propres réactions et jugements.</li> </ul> |

#### Les règles collectives et l'autonomie

| Notions abordées                                          | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Droits et devoirs de l'élève<br>Égalité<br>Responsabilité | <ul style="list-style-type: none"> <li>S'approprier les règles de l'école (droits et devoirs), pour soi-même (son propre bien-être et sa propre sécurité) ;</li> <li>respecter les différents adultes de l'école en identifiant leur rôle ;</li> <li>développer son autonomie ;</li> <li>prendre des initiatives personnelles et faire des choix sans craindre de se tromper ;</li> <li>identifier les risques et les dangers de son environnement immédiat et adopter un comportement adapté ;</li> <li>respecter les équipements de la collectivité, condition du partage de biens communs ;</li> </ul> | <p>Présenter explicitement les règles de l'école aux élèves les conduit à s'interroger sur leurs droits et leurs devoirs au sein de cet espace partagé. L'élève est amené à comprendre et à adopter un comportement responsable et approprié aux situations vécues dans les différents temps et espaces de l'école. Cette prise de conscience s'opère notamment à travers la construction des règles de vie de la classe. En s'appuyant sur quelques droits fondamentaux de l'élève (droit à la sécurité physique, droit d'apprendre, etc.), celui-ci prend conscience que ses droits impliquent des devoirs.</p> <p>À partir d'exemples concrets choisis dans le quotidien de l'élève, dans l'école ou dans ses abords immédiats, le faire réfléchir sur le sens de la règle en lui donnant la possibilité d'exprimer et d'expliquer ses choix. Expliquer que tout manquement aux règles entraîne des conséquences pour l'élève qui en est à l'origine comme pour ceux qui en subissent les préjudices. Un échange portant sur les différents degrés de ces manquements (en fonction de leur gravité) peut se révéler utile et permettre à l'élève de réfléchir aux différents degrés d'un manquement pouvant entraîner une sanction.</p> <p>Faire comprendre que le respect des règles garantit la sécurité de l'enfant : son attention à l'autorité des adultes, dont chacun exerce un rôle déterminé, lui permet d'adopter une conduite appropriée et de les solliciter selon ses besoins.</p> <p>Présenter la règle non pas seulement comme une contrainte mais aussi comme une protection qui procure à l'élève le sentiment de sécurité dont il a besoin pour apprendre et s'épanouir en collectivité tout en offrant la possibilité de prendre des initiatives ; elle contribue au développement de son autonomie.</p> <p>Faire saisir aux élèves le sens et l'utilité des règles en collectivité. Respecter les règles est une condition essentielle pour prendre des initiatives et agir de façon autonome sans nécessairement attendre l'autorisation de l'adulte.</p> <p>Attestation de première éducation à la route (APER).</p> <p>Le respect des biens et des équipements de la collectivité permet à l'élève d'en disposer et d'être dans un environnement sécurisé. Élargir cette perspective : ce qui est vrai pour lui l'est aussi pour les autres. L'initier à la distinction entre propriété personnelle et collective. [EDD] L'aider à comprendre le respect qui est dû à l'environnement et au vivant, des espaces familiers aux espaces plus lointains, qui sont des biens communs.</p> <p>Aborder la question du respect dû aux animaux de compagnie.</p> |
| Droits de l'enfant                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>savoir que les enfants ont des droits (Convention internationale des droits de l'enfant, 1989).</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <p>Aborder les droits de l'enfant par des extraits choisis de la Convention internationale des droits de l'enfant donne à l'élève la possibilité de comprendre que sa protection dépasse le cadre national comme celui de l'école et que chaque enfant sans distinction a des droits.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**Règles d'hygiène et exigence d'intimité**

| Notions abordées    | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                  | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Identité<br>Dignité | <ul style="list-style-type: none"> <li>Avoir conscience de son intégrité ;</li> <li>connaître et appliquer les règles élémentaires d'hygiène personnelle ;</li> <li>connaître et respecter les règles élémentaires de l'intimité personnelle.</li> </ul> | <p>À partir de situations réelles ou fictives, développer le respect par les élèves de leur propre corps et de leur intimité (CIDE, art. 16) en abordant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la notion d'intimité et de droit à la vie privée ;</li> <li>le droit à la sécurité et à la protection ;</li> <li>l'égalité entre les filles et les garçons (en lien avec l'éducation à la vie affective et relationnelle).</li> </ul> |

**Être élève à l'école de la République**

| Notions abordées | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                  | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| République       | <ul style="list-style-type: none"> <li>Identifier le drapeau français (PF) et le drapeau de la Polynésie française ;</li> <li>reconnaître <i>La Marseillaise</i> (PF) et l'hymne de la Polynésie « 'la ora 'o Tahiti nui e ».</li> </ul> | <p>À partir de la présence des symboles républicains dans la salle de classe (L. 111-1-2 du Code de l'éducation) (PF) et des symboles de la Polynésie française, faire reconnaître aux élèves le drapeau tricolore français (PF) ainsi que le drapeau de la Polynésie française et l'hymne national, la <i>Marseillaise</i>, (PF) ainsi que l'hymne polynésien.</p> <p>En les associant à des événements au cours desquels ces deux symboles sont convoqués pour représenter la France (PF) et la Polynésie française, ainsi que des lieux de la République (PF) et de la Polynésie française dans lesquels ils sont présents, faire comprendre aux élèves qu'ils sont des symboles de la République française (PF) et de la Polynésie française pour poser les premiers jalons d'une culture civique commune et susciter un sentiment d'appartenance à la Nation française, à la République (PF) et à la Polynésie française.</p> |

**CE1 : Respecter les autres****Attendus et objectifs**

L'enseignement moral et civique au CE1 engage les élèves à se tourner davantage vers les autres pour développer des compétences en lien avec les principes d'égalité de tous et de respect de chacun. Les élèves sont amenés à accepter l'altérité. Par le développement de compétences sociales, ils apprennent à vivre ensemble dans le respect des règles collectives.

**Altérité et sociabilité**

| Notions abordées                                                                    | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Fraternité<br>Solidarité<br>Dignité de la personne humaine<br>Stéréotype<br>Préjugé | <ul style="list-style-type: none"> <li>Reconnaître et prendre en compte les émotions et les sentiments d'autrui ;</li> <li>développer sa capacité d'empathie ;</li> <li>s'entraider et partager avec les autres ;</li> <li>reconnaître la diversité comme richesse et ne pas faire des différences (sociales, physiques, culturelles, de genre) un motif de violence ;</li> <li>faire comprendre que la solidarité et l'entraide, en lien avec la notion de fraternité, permettent un renforcement de la notion d'égalité entre les personnes.</li> </ul> | <p>En mobilisant les compétences psychosociales, apprendre aux élèves à être attentifs aux autres, à entendre et respecter les émotions des autres.</p> <p>Initier les élèves à l'empathie : écouter l'autre et se rendre disponible à l'autre. Permettre aux élèves de développer un regard positif sur les différences.</p> <p>Apprendre aux élèves à reconnaître les situations de violence physique et/ou verbale, les situations de harcèlement. Cette démarche peut s'inscrire dans le programme Phare. Leur permettre de prendre conscience des différentes postures engagées dans une situation de harcèlement (auteur, cible, témoin) et de comprendre que le harcèlement est une situation de violence punie par la loi.</p> <p>[EMI] Introduire la notion de stéréotype en prenant appui sur des exemples pris dans le quotidien des élèves (publicité, dessin animé). Entreprendre une première approche critique des médias. S'appuyer sur le questionnement des élèves. Comprendre que les préjugés ont une incidence sur son rapport à l'autre.</p> <p>Développer le respect de l'autre et de sa dignité en abordant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la notion d'intimité et de respect de la vie privée (sanitaires, vestiaires, espace numérique de travail) ;</li> <li>le droit à la sécurité et à la protection ;</li> <li>les violences sexistes (en lien avec l'éducation à la vie affective et relationnelle).</li> </ul> |

**Règles collectives et prise d'initiative**

| Notions abordées           | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Responsabilité<br>Civilité | <ul style="list-style-type: none"> <li>Connaître et appliquer les règles élémentaires de vie, de communication et d'échange en collectivité : l'idée de civilité ;</li> <li>identifier les dangers au sein des situations dans lesquelles on se trouve ;</li> <li>prendre des initiatives (faire des choix, les justifier).</li> </ul> | <p>Les élèves apprennent à respecter et à appliquer les règles communes. Ils adaptent leur posture, leur langage et leur comportement au contexte scolaire. Ils respectent les biens personnels et collectifs dans la classe et dans l'école. Ils sont sensibilisés à la notion de bien commun. Ils adoptent un comportement responsable envers autrui et envers leur environnement [EDD].</p> <p>Développer la responsabilité des élèves et les amener à reconnaître les situations dangereuses et les événements déclencheurs pouvant être à l'origine d'un dommage pour eux-mêmes ou pour les autres, même dans un environnement familial.</p> <p>Développer leur autonomie pour les rendre capables de donner l'alerte (savoir où trouver les numéros d'urgence ; savoir passer un message d'alerte efficace). S'appuyer sur l'attestation premiers secours (APS) et l'attestation de première éducation à la route (APER).</p> |

## Principes et symboles de la République

| Notions abordées | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| République       | <ul style="list-style-type: none"> <li>Identifier les symboles républicains (PF) et ceux de la Polynésie française ;</li> <li>apprendre à chanter le 1<sup>er</sup> couplet et le refrain de <i>La Marseillaise</i> (PF) et à chanter l'hymne de la Polynésie française ;</li> <li>comprendre la devise « Liberté, Égalité, Fraternité » ;</li> </ul>                          | <p>Repérer la présence de symboles de la République (PF) et ceux de la Polynésie française dans l'environnement proche de l'école, initier à leur histoire et identifier leur lien avec les valeurs et principes de la République.</p> <p>Donner à connaître les lieux de mémoire locaux de la commune de l'école afin d'amorcer la construction d'une mémoire nationale (PF) et polynésienne.</p> <p>Participer à des cérémonies ou événements mémoriels.</p>                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Laïcité          | <ul style="list-style-type: none"> <li>aborder le principe de la liberté de conscience ;</li> <li>savoir que le français est la langue de la République ;</li> <li>(PF) savoir qu'en Polynésie française, la langue tahitienne et les autres langues polynésiennes aux côtés de la langue de la République sont des éléments fondamentaux de l'identité culturelle.</li> </ul> | <p>La laïcité est abordée comme liberté de croire, de ne pas croire ou de changer de croyance ; elle permet donc la diversité des croyances et des opinions philosophiques. En faire apparaître les implications dans le cadre du respect des règles de la vie collective, qui se traduisent dans la Charte de la laïcité (notamment les art. 6 et 8).</p> <p>À partir de documents administratifs officiels (loi, pièce d'identité, acte de naissance, etc.), montrer l'usage et la place prépondérante du français.</p> <p>(PF) À partir de situations de la vie quotidienne (diffusion chaque jour de journaux télévisés dans les deux langues, etc.) expliquer la situation spécifique de la Polynésie française.</p> |

## CE2 : Apprendre ensemble et vivre ensemble

## Attendus et objectifs

À la fin du CE1, les élèves ont compris et acquis les principes du respect de soi et des autres. Au cours de l'année de CE2, il s'agit de développer le sentiment d'appartenance à la communauté scolaire. La notion de fraternité est dès lors reprise dans le contexte de l'engagement des élèves dans cette communauté et d'une réflexion plus approfondie sur l'idée d'intérêt général.

## L'engagement pour le bien commun

| Notions abordées                       | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                         | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Bien commun<br>Responsabilité          | <ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibiliser à la notion de bien commun et amener les élèves à prendre conscience que les actions individuelles doivent tenir compte de l'intérêt collectif ;</li> </ul> | <p>Participer à la réalisation de projets communs. Expérimenter la prise de décision à la majorité dans la classe, à travers des conseils d'élèves qui permettent l'initiation, par la pratique, au fonctionnement du débat collectif démocratique et à l'autonomisation de l'élève.</p> <p>Développer chez l'élève le sens de la responsabilité individuelle et collective par rapport aux autres et à l'environnement [EDD]. La sensibilisation au bien commun passe notamment par l'initiation au développement durable (approche de la notion de ressources naturelles et de biodiversité).</p> <p>Les élèves apprennent progressivement à différencier l'intérêt particulier de l'intérêt général dans des situations concrètes. La prise de conscience de l'intérêt général se construit dans la participation à ce qui est utile et nécessaire au collectif dans lequel on vit. Les élèves mettent en pratique les premières notions de gestion responsable de l'environnement par des actions simples (éco-gestes).</p> <p>Reconnaître les situations dangereuses et les événements déclencheurs pouvant être à l'origine d'un dommage pour soi ou pour les autres dans l'environnement extérieur à l'école ou à la maison (risques sanitaires, écologie). Ces démarches peuvent s'appuyer sur l'APS et le permis piéton (APER).</p> |
| Service public                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>savoir qu'il existe des institutions et des associations au service du bien commun ;</li> </ul>                                                                          | <p>Présenter une institution ou une association servant l'intérêt général (pompiers, police, métiers de la santé, par exemple). Montrer que la fonction de l'école est d'être elle aussi au service de l'intérêt général.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Intérêt général et intérêt particulier | <ul style="list-style-type: none"> <li>aborder des enjeux d'intérêt collectif : l'éducation pour tous, l'environnement, la sécurité, l'information.</li> </ul>                                                  | <p>Donner un sens à la notion de fraternité en s'appuyant sur l'article 4 de la Charte de la laïcité, et montrer que cette fraternité implique de se soucier de l'intérêt général. Organiser par exemple au sein de l'école une collecte de denrées de première nécessité ou de matériel scolaire au profit d'une épicerie solidaire de proximité ou d'une association humanitaire.</p> <p>[EMI] Pour montrer que l'information relève de l'intérêt général, des activités de photo-langage peuvent être menées pour apprendre aux élèves à lire les images avec discernement.</p> <p>Permettre aux élèves d'acquiescer les principes de la vie en société et de se conformer au rythme collectif (faire quelque chose ensemble ou être attentif, prendre en compte des consignes collectives, etc.), de s'approprier les règles collectives (droits et devoirs) pour apprendre ensemble. Participer à une</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

|                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | élaboration collective de règles de vie adaptées à la classe.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>La République et son fonctionnement</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Notions abordées                           | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| République                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Savoir qu'en France le chef de l'État est le président de la République et qu'il est élu ;</li> <li>(PF) savoir qu'en Polynésie française, le président de la Polynésie française dirige l'action du gouvernement ;</li> <li>savoir que le maire est un élu local, et le représentant de l'État dans la commune ; connaître son rôle à la tête de la collectivité (état civil, école, environnement) ;</li> <li>approfondir la compréhension de la devise « Liberté, Égalité, Fraternité ».</li> </ul> | <p>À partir de l'organisation d'une élection (délégué de classe par exemple), comprendre les règles et le fonctionnement de l'élection présidentielle.</p> <p>(PF) À partir de la présentation du processus de l'élection du président de la Polynésie française, comprendre comment le président de la Polynésie française est élu au suffrage indirect par l'Assemblée de la Polynésie française ;.</p> <p>Faire une enquête sur les compétences des élus de la commune ; interviewer le maire de la commune ou un conseiller municipal.</p> <p>[EDD] Apprendre à connaître les opérations locales en faveur de l'environnement ; y participer.</p> <p>À partir d'un questionnaire des élèves, mettre en évidence les liens entre les différents éléments de la devise de la République : la liberté sans l'égalité fait régner la loi du plus fort ; l'égalité sans la liberté empêche les différences de s'exprimer ; la liberté et l'égalité sans la fraternité, c'est une société où chacun ne pense qu'à soi.</p> |

### CM1 : Faire société

#### Attendus et objectifs

Dans la continuité des apprentissages du cycle 2, les élèves de CM1 trouvent progressivement leur place dans la collectivité scolaire et apprennent à y jouer un rôle croissant dans le respect de l'intérêt général. Ils acquièrent les premières connaissances du cadre général d'une société démocratique. Les apprentissages convergent désormais vers certains aspects du civisme dans les différents temps et espaces de socialisation, dont les espaces numériques. Ils s'ouvrent ainsi à la compréhension des notions de fraternité et d'égalité.

#### Civisme et citoyenneté

| Notions abordées   | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                           | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|--------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Civisme            | <ul style="list-style-type: none"> <li>Définir le civisme comme l'action d'un individu en fonction du bien public et dans le respect des règles ;</li> </ul>                                      | <p>Sensibiliser les élèves à l'engagement individuel et collectif en s'appuyant sur des exemples concrets.</p> <p>[EDD] Prendre en charge des aspects de la vie collective et de l'environnement en développant une conscience civique et écologique (notamment en partageant harmonieusement les lieux de vie et en respectant l'environnement).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Sobriété numérique | <ul style="list-style-type: none"> <li>aborder des exemples de comportement civique dans la classe, l'école, dans la vie quotidienne, en ligne, et en faveur de l'environnement ;</li> </ul>      | <p>Reconnaître des situations de danger, alerter et se mettre en sécurité (APS, APER).</p> <p>[EMI] Afin de développer un civisme numérique, s'appuyer sur la charte pour l'éducation à la culture et à la citoyenneté numériques. Plus particulièrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- travailler sur les espaces de travail accessibles aux élèves (espace numérique de travail, blog de classe, d'école, etc.) ;</li> <li>- penser cet apprentissage comme une déclinaison en ligne de ce qu'on leur demande de faire hors ligne ;</li> <li>- renforcer les compétences des élèves en matière de recherche info-documentaire en ligne : appréhender le lien entre image et texte, distinguer émetteur et récepteur, aborder la notion de « source », interroger la notion d'information ;</li> <li>- produire et diffuser de l'information en classe (initier à la pratique médiatique) ;</li> <li>- envisager les conséquences en matière environnementale des usages du numérique (par exemple la consommation énergétique des serveurs, des applications, etc.) et souligner l'importance d'une sobriété numérique ;</li> <li>- aborder la question du droit à la déconnexion numérique et de son importance pour la santé mentale et physique. Cette démarche contribue au développement des compétences numériques (CRCN).</li> </ul> |
| Incivilités        | <ul style="list-style-type: none"> <li>connaître et appliquer les règles de civilité en société ; identifier les incivilités et comprendre pourquoi elles nuisent à la vie en commun ;</li> </ul> | <p>Montrer comment la politesse fait partie du civisme par la connaissance volontaire des règles et le respect des autres qu'elle implique. Montrer en s'appuyant sur des exemples pourquoi les incivilités nuisent à la collectivité.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Démocratie         | <ul style="list-style-type: none"> <li>apprendre la signification du terme « démocratie » et le fonctionnement du suffrage direct.</li> </ul>                                                     | <p>Exposer les principes généraux de la démocratie en France en abordant les notions de citoyenneté, de vote et de participation aux décisions. Expliciter les articles 3, 6 et 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (DDHC) : articuler une réflexion sur la démocratie scolaire (conseils d'élèves, conseils de classe, etc.) et les notions de souveraineté populaire, de volonté générale, d'égalité devant la loi et de séparation des pouvoirs.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**L'égalité dans la dignité**

| Notions abordées                               | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                       | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Égalité, dignité, discriminations<br>Tolérance | <ul style="list-style-type: none"> <li>Comprendre la notion d'égalité en droit ;</li> <li>comprendre ce qu'implique le principe de dignité de la personne humaine.</li> </ul> | <p>À partir de situations réelles ou fictives, identifier des situations dans lesquelles l'égalité n'est pas respectée et des situations de discrimination ou d'atteintes à la personne d'autrui.</p> <p>Dans le cadre d'activités de groupe, développer chez l'élève le respect de son intégrité personnelle et de celle des autres, dans leur diversité (croyances, convictions, etc.). Mettre en place des situations permettant à chacun d'assumer ses choix et de respecter ceux des autres.</p> <p><b>[EMI]</b> Aborder le phénomène des cyberviolences ; démontrer que ces actes peuvent entraîner du harcèlement en ligne ; rappeler la règle et le droit ; faire le lien avec le CRCN.</p> <p>Ces démarches peuvent s'appuyer sur le programme d'éducation à la vie affective et relationnelle et le dispositif Phare (PF) et, en Polynésie française, le dispositif « Stop Harcèlement ».</p> |

**Comment faire société**

| Notions abordées       | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                              | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Fraternité et empathie | <ul style="list-style-type: none"> <li>Comprendre la notion de fraternité, valeur et principe de la République ;</li> <li>comprendre ce qu'implique et permet l'empathie.</li> </ul> | <p>À l'occasion d'un débat réglé, amener l'élève à exprimer ses opinions personnelles tout en tenant compte de la sensibilité des autres (nuancer son propos, modérer son attitude).</p> <p>Par une discussion collective, amener les élèves à définir égoïsme et altruisme.</p> <p>À partir de situations de tensions entre élèves, réelles ou fictives, faire réfléchir les élèves à ce que cela implique d'être un élève parmi d'autres élèves (tolérance envers autrui et ses idées en dehors de la camaraderie et de l'amitié).</p> <p>Dans le cadre du développement des compétences psychosociales, développer l'empathie comme moteur pour lutter contre les discriminations, la violence physique ou verbale, le harcèlement, les cyberviolences.</p> |

**CM2 : Vivre en république****Attendus et objectifs**

Par la compréhension des notions de droit, de devoir, de règle et de liberté, les élèves ont commencé à appréhender la citoyenneté française. En CM2, ils sont amenés à comprendre les fondements de la vie en république. Ils découvrent ainsi le fonctionnement des institutions au moyen de cas pratiques en lien avec leur quotidien. Par la sensibilisation aux préjugés et aux stéréotypes, ils identifient les atteintes à autrui et apprennent le respect de la dignité de la personne humaine et l'égalité des droits.

**Citoyenneté et nationalité**

| Notions abordées                           | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Citoyenneté<br>Droits civils et politiques | <ul style="list-style-type: none"> <li>Connaître les conditions d'acquisition de la nationalité française : montrer le lien étroit entre citoyenneté et nationalité. Un citoyen bénéficie de droits civils, puis politiques à sa majorité, et tout individu bénéficie de droits civils ;</li> <li>connaître le rôle politique des citoyennes et des citoyens : ils ont vocation à participer à la vie politique du pays et à l'évolution des institutions (découverte des procédures générales d'élaboration de la loi) ;</li> </ul> | <p>À partir de l'article 7 de la Convention internationale des droits de l'enfant, faire comprendre que tout enfant possède dès sa naissance des droits, dont celui d'acquiescer une nationalité. Par des exemples choisis illustrant des droits, comprendre qu'en France, tout individu bénéficie de droits comme celui à l'éducation, d'être soigné, etc.</p> <p>L'élève doit être en mesure à partir de la lecture d'articles choisis de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (DDHC) de citer quelques droits individuels et collectifs comme le droit à la liberté d'expression (art. 11), d'opinion (art. 10), le droit à la sûreté (art. 2). Il doit savoir les distinguer des droits politiques comme le droit de vote et d'éligibilité qui permettent de participer aux décisions de la vie publique. Ces droits sont illustrés avec des situations concrètes de la vie quotidienne.</p> <p>L'expérience des conseillers municipaux juniors est considérée en vue d'expliquer le rôle politique du citoyen qui, par le vote, participe à la vie de sa cité. Une rencontre avec des élus locaux (maire de la commune, conseillers municipaux) peut être ainsi l'occasion pour les élèves d'appréhender l'engagement de citoyennes et de citoyens actifs qui se sont portés candidats à une élection municipale, et de comprendre les modalités d'exercice de leur mandat local.</p> <p>La participation au concours Le Parlement des enfants (PF) et/ou à l'Assemblée des Représentants Juniors de la Polynésie française favorise la pratique du dialogue et du débat démocratique des élèves. Cette action éducative permet aux élèves de découvrir le rôle du législateur.</p> |
| Devoirs                                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>connaître les devoirs du citoyen et de toute personne résidant sur le territoire national : respecter les lois, contribuer à financer les dépenses publiques. Chaque citoyen doit respecter les droits des autres qui sont identiques aux siens (Déclaration des</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                   | <p>L'étude de plusieurs articles de la DDHC permet également de caractériser différents devoirs du citoyen, comme sa participation au financement des charges supportées par l'État par le paiement de l'impôt (art. 13). (PF) À partir de l'étude des sources de financement du budget de la Polynésie française, comprendre que le citoyen n'est pas soumis à la même fiscalité que dans l'hexagone mais qu'il contribue à financer les dépenses publiques par le biais d'une imposition indirecte ou prélevée à la source (contribution de solidarité territoriale).</p> <p>En expliquant que les électeurs et les électrices sont à l'origine des lois en vigueur par l'intermédiaire de leurs représentants démocratiquement élus, et</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

|                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                       | droits de l'homme et du citoyen, art. 3 et 13) ;                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | en se référant à l'article 3 de la DDHC et l'article 3 de la Constitution affirmant que la souveraineté nationale appartient au peuple, l'élève doit comprendre que les citoyennes et les citoyens participent de l'élaboration des lois en même temps qu'ils doivent les respecter.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>comprendre que le terme de devoir peut aussi désigner une réalité plus morale, qui doit guider le citoyen dans son comportement dans l'espace public ;</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                | <p>La description d'une carte électorale peut être l'occasion de faire réfléchir à la notion de devoir civique à partir de la mention « Voter est un droit, c'est aussi un devoir civique » et de faire comprendre que par leur vote citoyennes et citoyens assurent le bon fonctionnement de la démocratie.</p> <p><b>[EDD]</b> Des exemples choisis de comportements dans la vie quotidienne (recyclage, réduction des déchets, lutte contre le gaspillage, <b>(PF) protection des récifs coralliens, tourisme durable</b>, etc.) sont mis en lien avec l'éco-citoyenneté et présentés comme un autre exemple de devoir civique, celui de défendre l'environnement.</p> |
| Symboles républicains | <ul style="list-style-type: none"> <li>connaître et comprendre les symboles républicains mentionnés par la Constitution : drapeau, hymne, devise, et d'autres coutumiers comme Marianne ; connaître la fête nationale du 14 juillet (héritière de la Fête de la Fédération de 1790) ; comprendre la nécessité de respecter ces symboles ;</li> <li>savoir que la République française est membre de l'Union européenne (UE).</li> </ul> | <p>La République est héritière d'une histoire, elle se rend visible par des symboles fédérateurs. Connaître des lieux de la mémoire collective et les dates de commémorations, et faire apparaître ce que nous devons aux générations antérieures (visiter des lieux de mémoire ; lire un témoignage d'ancien combattant ; identifier des traces laissées par l'histoire). Participer à la commémoration du 11 novembre.</p> <p>Connaître le drapeau européen, comprendre pourquoi il est associé au drapeau tricolore sur les bâtiments publics et reconnaître l'hymne européen.</p>                                                                                     |

#### Libertés et droits fondamentaux

| Notions abordées               | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Liberté<br>Droits fondamentaux | <ul style="list-style-type: none"> <li>Faire connaître les droits et libertés fondamentaux institués par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (1789), la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) et la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (2000) ;</li> <li>mettre en avant certains droits politiques, économiques et sociaux qui en découlent : suffrage universel, droit à l'emploi, à la protection de la santé, à la gratuité de l'enseignement public, accès à la culture, droits environnementaux (Charte de l'environnement) ;</li> <li>montrer que les droits fondamentaux s'exercent dans le cadre de la loi (exemple de la liberté d'expression) ;</li> <li>approfondir avec les droits dits « de troisième génération », qui résultent du droit de chacun de « vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé » (art. 1<sup>er</sup> de la Charte de l'environnement).</li> </ul> | <p>Aborder des textes qui recensent les libertés et droits fondamentaux reconnus en France (depuis la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen jusqu'à la Constitution de 1958) et au sein de l'Union européenne (Charte des droits fondamentaux).</p> <p>Découvrir les libertés fondamentales, à la fois individuelles et collectives (liberté d'expression, liberté d'opinion, liberté d'association) ; expliquer que ces libertés comportent aussi des limites pour que la liberté des uns n'entrave pas celle des autres (art. 4 DDHC). Ainsi, la liberté d'expression énoncée à l'article 11 de la DDHC peut être mise en lien avec la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, de l'imprimerie et de la librairie, encadrant cette liberté.</p> <p>Lire et expliquer les articles 1 et 2 de la DDHC (les droits fondamentaux et leurs fondements.)</p> <p><b>[EDD]</b> Expliquer comment la référence aux droits de l'homme permet de s'attaquer aux problèmes environnementaux (exemple de la Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe, 1979). Présenter la Charte de l'environnement.</p> <p>Un travail sur la liberté d'expression, abordée dans le cadre des médias d'information, peut être et mené lors de la Semaine de la presse et des médias dans l'école.</p> <p>En lien avec les articles 13 et 17 (CIDE), lier la question des libertés et du droit à la découverte des réseaux sociaux (qui ne sont pas un espace de non-droit) et la liberté d'expression. Aborder la notion de pseudonymes et d'anonymat.</p> <p><b>[EMI]</b> Aborder la question de la liberté d'expression par l'exemple de la liberté de la presse à travers le monde. Faire comprendre que l'accès à une information fiable et vérifiée est essentiel en démocratie. Appréhender la notion de « désinformation » avec les élèves (et ses possibles conséquences). Consolider les bonnes pratiques face à l'information (évoquer par exemple les lois de 2018 relatives à la manipulation de l'information).</p> |

#### Respecter les droits de tous

| Notions abordées               | Contenus d'enseignement                                                                                                                                       | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Discriminations<br>Stéréotypes | <ul style="list-style-type: none"> <li>Montrer que la lutte contre les discriminations suppose la déconstruction des préjugés et des stéréotypes ;</li> </ul> | <p><b>[EMI]</b> Conduire une réflexion avec les élèves sur le respect dans un contexte numérique et, notamment, celui des réseaux sociaux : étudier le rôle des médias dans la construction et le renforcement des stéréotypes et des préjugés ; aborder la notion de « haine » ; questionner le rôle des réseaux sociaux et leur mécanique de diffusion de contenus irrespectueux ; faire comprendre que la diffusion et la rediffusion de ces contenus constituent des</p> |

|  |                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  | <ul style="list-style-type: none"> <li>faire reconnaître les atteintes aux personnes : le racisme, l'antisémitisme, le sexisme, la xénophobie, l'homophobie, le harcèlement ; savoir que l'expression des discriminations est sanctionnée par la loi.</li> </ul> | <p>manières de porter atteinte à la dignité et à la sécurité des personnes ; expliquer pourquoi ils sont punis par la loi.</p> <p>Les élèves comprennent le rôle du témoin de situations de discriminations ou de harcèlement et l'importance de signaler celles-ci. Cette démarche peut s'inscrire dans le programme Phare.</p> |
|--|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

#### À l'école laïque

| Notions abordées     | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Laïcité (vue en CE1) | <ul style="list-style-type: none"> <li>Le respect des croyances est assuré, mais, comme ailleurs, leur expression est limitée par la loi. Celle-ci protège les élèves de toute influence religieuse et préserve leur liberté de conscience ;</li> <li>nul ne peut être discriminé pour sa croyance ou ses convictions, mais nul n'a non plus le droit d'imposer ses croyances ou ses convictions aux autres.</li> </ul> | <p>Les élèves sont sensibilisés au respect de la diversité des croyances et des convictions de chacun dans les limites fixées par la loi.</p> <p>À partir de la lecture et de l'étude d'articles de la Charte de la laïcité, les élèves expliquent pourquoi l'école est laïque et discernent les comportements remettant en cause la laïcité (art. 13 du préambule de la Constitution de 1946, loi du 15 mars 2004). Des références historiques comme les lois scolaires de 1881-1882 peuvent être mobilisées pour démontrer l'ancrage historique de la laïcité et la place particulière de l'école dans la conquête de ce principe. Une approche de la loi de 1905 permet de comprendre la laïcité comme principe d'organisation de notre société.</p> <p>Ces démarches peuvent être mises en œuvre à l'occasion de la Journée de la laïcité du 9 décembre.</p> |

## COLLÈGE

Les horaires indiqués ci-dessous le sont à titre indicatif.

### Sixième : Apprendre à vivre dans une société démocratique

#### Attendus et objectifs

Au collège, l'élève arrive dans un nouvel espace réglé auquel il a été préparé pendant les deux premières années du cycle 3. Il y poursuit l'apprentissage de la citoyenneté et affine sa compréhension de l'articulation entre l'individuel et le collectif en abordant des aspects fondamentaux de la vie dans une société démocratique : élire ses représentants et représenter les autres, respecter des règles collectives et comprendre pourquoi on les respecte – notamment sous l'angle de la laïcité scolaire –, protéger sa vie privée et celle des autres tout en participant à la vie publique. Prenant conscience de ses responsabilités, l'élève se familiarise avec certains principes fondamentaux : celui de la liberté de conscience, que garantit la laïcité ; celui de la dignité de la personne humaine, qui garantit à son tour le respect de sa vie privée et constitue une clef pour comprendre la raison d'être des règles et des lois de la démocratie.

#### Représenter les autres et servir l'intérêt général (5 à 6 heures)

| Notions abordées                                                 | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Représentation et démocratie représentative (vue en CM1)<br>Vote | <ul style="list-style-type: none"> <li>Les représentantes et représentants, choisis par un vote, portent la parole des autres, participent à des délibérations collectives et à la prise de décision ;</li> <li>à toutes les échelles (classe, collège, commune, département, région, pays, Union européenne), ils répondent à des besoins collectifs : éducation, santé, secours, transport, enjeux du développement durable et de la transition écologique ;</li> </ul> | <p>À partir des missions du délégué de classe et des autres fonctions représentatives au collège (éco-délégués, représentants au conseil de la vie collégienne) ou en dehors (conseillers départementaux jeunes), travailler sur les différentes échelles de représentation (jusqu'à l'Assemblée nationale et au Parlement européen) pour faire comprendre l'intérêt du vote, les responsabilités d'un représentant et la contribution de chacun à des prises de décision qui concernent l'intérêt général.</p> <p>Le Parlement des enfants peut être l'occasion, à partir d'un projet spécifique, de comprendre la notion d'intérêt général.</p> |
| Intérêt général (vu en CE2)                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>l'intérêt général est l'intérêt commun de tous les membres de la société. Il n'est pas toujours compatible avec les intérêts de chacun ;</li> <li>dans une perspective de développement durable, la définition de l'intérêt général prend en compte les générations futures ;</li> </ul>                                                                                                                                           | <p>[EDD] À partir d'objectifs de développement durable (ODD 12, 13, 14), faire comprendre le sens de l'intérêt général, pour passer du geste individuel à l'action publique ; suivre et expliquer les mécanismes d'une décision prise, soit dans une instance du collège (par les éco-délégués ou d'autres élèves), soit par une collectivité territoriale, voire par l'État.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Responsabilité (vue en CP, CE1, CE2)                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>les représentants élus sont responsables : ils expriment la parole des électeurs et suivent les règles des assemblées et des conseils dans lesquels ils sont élus.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

#### Respecter des règles et en comprendre la finalité : l'exemple de la laïcité à l'École (5 à 6 heures)

| Notions abordées                                   | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Laïcité (vue en CE1, CM2)<br>Liberté de conscience | <ul style="list-style-type: none"> <li>La laïcité garantit la liberté de conscience et l'égalité de toutes les citoyennes et tous les citoyens, quelles que soient leurs croyances ou opinions ; la neutralité de l'État à l'égard des religions et le libre exercice des cultes (loi de 1905) ;</li> </ul> | <p>À partir de la <b>Convention internationale des droits de l'enfant de 1989</b> (art. 2, 12 à 14 et 28) et d'une étude de ses principes, définir ce que sont des droits, notamment la liberté de conscience, et expliquer que des devoirs découlent de ces droits.</p> |

|  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|--|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  | <ul style="list-style-type: none"> <li>la liberté de conscience est celle de croire, celle de ne pas croire, celle aussi de changer de croyance ou de religion ;</li> <li>la laïcité est un principe juridique et non une opinion, elle diffère par conséquent de l'athéisme ou de l'agnosticisme, qui constituent des options philosophiques personnelles ;</li> <li>la laïcité à l'école protège la liberté de choix de chaque enfant : elle crée un espace neutre à l'abri des prosélytismes (loi du 15 mars 2004 ; Charte de la laïcité) ;</li> <li>dans ce but, la laïcité impose des règles à tous les membres de la communauté scolaire, elle prépare les élèves à vivre dans une communauté nationale où différentes opinions philosophiques et religieuses peuvent s'exprimer et être discutées dans le cadre de la loi ;</li> <li>(PF) en Polynésie française, la laïcité est régie non par la loi de 1905 mais par les décrets-lois Mandel de 1939.</li> </ul> | <p>Comparer la loi du 15 mars 2004 (et sa traduction dans le règlement intérieur) avec les <b>articles 4 et 10 de la DDHC</b> et la Charte de la laïcité pour permettre aux élèves de comprendre pourquoi l'école est un espace particulier d'apprentissage les protégeant de toute pression et comment un interdit permet leur protection.</p> <p>En s'appuyant sur la conception française de la laïcité (art. 1 et 2 de la loi de 1905), faire comprendre aux élèves que ce principe s'applique différemment selon les espaces et personnes concernés (sphère publique, espace public, sphère privée)., et mettre en évidence la particularité de l'école, pour les usagers et pour les personnels.</p> <p>(PF) Faire comprendre aux élèves qu'en Polynésie française, la laïcité est régie non par la loi de 1905 mais par les décrets-lois Mandel de 1939 et mettre en évidence les particularités pour le territoire de la Polynésie française].</p> <p>La Journée de la laïcité du 9 décembre est l'occasion de valoriser les projets conduits sur ce thème.</p> |
|--|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

#### Avoir des droits en tant que personne et respecter ceux des autres : l'exemple du droit à la vie privée (5 à 6 heures)

| Notions abordées                                                                                                                 | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Vie privée                                                                                                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>L'enfant comme l'adulte a droit au respect de sa vie privée (CIDE, DDHC et Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne) ;</li> <li>le droit au respect de la vie privée comprend le droit à l'intimité et la protection du droit à l'image ;</li> <li>l'intimité d'une personne recouvre la vie affective et sexuelle de cette personne ;</li> </ul> | <p>Mettre en rapport, d'une part, des textes garantissant ce droit de manière générale et, d'autre part, l'article 16 de la CIDE ; montrer que le droit à la vie privée est adossé au droit à la vie (art. 6) et au droit à un nom et à une nationalité (art. 7 et 8).</p> <p>[EMI] À partir de situations concrètes, faire identifier aux élèves les risques liés aux usages numériques (cyberharcèlement, désinformation, risques pour la santé) pour faire comprendre pourquoi l'âge de la majorité numérique a été fixé à quinze ans par le législateur (loi du 7 juillet 2023).</p>                                       |
| Identité (vue en CP) dans un contexte numérique<br>Responsabilité (dans ses pratiques communicationnelles) (vue en CP, CE1, CE2) | <ul style="list-style-type: none"> <li>ce droit doit être également respecté dans l'univers numérique et les réseaux sociaux (majorité numérique, données personnelles, traces numériques, réputation numérique).</li> </ul>                                                                                                                                                                         | <p>À l'appui des ressources proposées par la CNIL dans le cadre du CRCN et de la Charte pour l'éducation à la culture et à la citoyenneté numérique, faire réfléchir à ce que sont des traces numériques, à la nécessité de les protéger (contre des usages commerciaux, mais aussi à des fins politiques) et à leur incidence sur la réputation d'une personne (tension entre droit à l'oubli et difficulté à le faire effectivement valoir).</p> <p>Le <i>Safer Internet Day</i>, inscrit dans le programme Phare, est l'occasion de sensibiliser les élèves à un usage raisonné du numérique.</p> <p>S'appuyer sur PIX.</p> |

### Cinquième : Égalité, fraternité et solidarité

#### Attendus et objectifs

En classe de cinquième, il s'agit de faire comprendre le projet social de la République qui se fonde sur les valeurs et principes d'égalité et de fraternité. On élargit à sa dimension citoyenne le travail que mènent les élèves sur leur rapport à autrui et sur leur place dans la collectivité, en exposant les mécanismes visant à réduire, compenser, voire supprimer les inégalités. L'étude d'exemples de l'action de la puissance publiques en matière de protection et de solidarité permet d'illustrer la mise en œuvre de l'idéal de la fraternité républicaine. On souligne ainsi le rôle des différents acteurs et intervenants, ainsi que leur complémentarité, qu'ils soient locaux, régionaux ou nationaux, associatifs ou étatiques. La fraternité suppose de considérer l'autre comme son égal et d'estimer qu'il est du devoir de chacun de venir en aide aux autres en cas de nécessité.

#### Agir pour l'égalité femmes-hommes et lutter contre les discriminations (9-11 heures)

| Notions abordées                                                | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Égalité (vue en CM1) femmes-hommes<br>Égalité en droits, parité | <ul style="list-style-type: none"> <li>L'égalité entre les femmes et les hommes est un principe fondamental de la République française, garanti par la Constitution (article 3 du préambule de 1946 : « La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme. ») et des démocraties modernes, c'est aussi un objectif de développement durable (ODD5) ;</li> <li>dans la vie professionnelle et quotidienne, de nombreuses inégalités</li> </ul> | <p>À partir de textes de loi (droit de vote des femmes en 1944, droit d'exercer une profession sans autorisation du mari en 1965, loi sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG) en 1975, loi sur l'autorité parentale conjointe en 1987, loi sur la parité en 2000), montrer que l'égalité des droits entre les femmes et les hommes est le résultat de combats. L'étude de la loi sur la parité permet de montrer comment on passe de l'égalité en droits à un égal accès aux mandats politiques, tout en soulignant les limites de l'application de la loi.</p> <p>À partir de la représentation féminine et masculine des branches de métiers, d'une part, et à partir des inégalités</p> |

|                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|---------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                     | demeurent et les violences sexistes et sexuelles persistent, qui nécessitent l'action des pouvoirs publics et de la société civile ;                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | salariales, d'autre part, faire comprendre les décisions et l'action de l'État dans ce domaine en se référant à l'article 6 de la DDHC.<br><br>Travailler avec les élèves sur les stéréotypes de genre à l'école, notamment à partir de données sur l'orientation et les carrières professionnelles. Mettre en rapport les freins dans la carrière des femmes et les actions conduites pour y remédier.<br><br>En lien avec l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle, étudier la prévention des violences sexistes et sexuelles pour assurer la sécurité de toutes et tous.<br><br><i>Ces démarches peuvent s'inscrire dans les projets d'éducation à la citoyenneté visant à favoriser l'égalité filles-garçons (concours, interventions de partenaires associatifs, démarche de labellisation, etc.) et nourrir le parcours Avenir des élèves (« Découverte des métiers »).</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Discrimination (vue en CM1)<br>Inclusion                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>la discrimination est un délit qui contrevient au principe d'égalité. Le Code pénal définit la discrimination comme « toute distinction opérée entre les personnes physiques » selon des critères liés à leur origine, à leur sexe, orientation sexuelle et identité de genre, à leur nationalité, à leur religion, à leur apparence physique, leur handicap, leur situation de grossesse, leur santé ou leur activité syndicale, etc. (art. 225-1), punie dans certaines situations constituant un traitement défavorable (art. 225-2) ;</li> </ul> | Travailler à partir de situations ayant donné lieu à l'intervention du Défenseur des droits. Partir d'une situation de scolarisation d'enfants en situation de handicap pour évoquer l'inclusion scolaire de tous les enfants sans aucune distinction.<br><br>Montrer comment, dans le cadre du droit international (art. 23 CIDE), l'État cherche à corriger par la législation (loi du 11 février 2005 « Pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » et loi du 8 juillet 2013 sur la refondation de l'école) des situations d'inégalités et à améliorer progressivement l'accueil et la prise en charge des enfants en situation de handicap.<br><br>En se référant à la loi du 27 mai 2008 punissant les discriminations, étudier le cas d'une condamnation judiciaire (par exemple dans le monde du travail).<br><br>À partir de l'expression de stéréotypes ou de préjugés, montrer qu'ils constituent des mécanismes d'exclusion, parmi d'autres, qui peuvent être à l'origine d'agissements à caractère discriminatoire (injures, harcèlements, violences, etc.) punis par la loi.<br><br><i>Cette démarche peut s'inscrire dans les projets d'éducation à la citoyenneté visant à lutter contre les discriminations (concours, interventions de partenaires associatifs, commémorations, visites d'un lieu d'histoire et de mémoire, etc.).</i> |
| Racisme, antisémitisme, antitsiganisme, xénophobie, haine anti-LGBT | <ul style="list-style-type: none"> <li>à la racine des agissements discriminatoires se trouvent des mécanismes d'exclusion (stéréotypes, préjugés, etc.) qui réduisent l'identité d'un individu à son appartenance à un groupe que l'on stigmatise. On retrouve ces stéréotypes dans le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, punis par la loi ;</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                            | <i>Cette démarche peut s'inscrire dans les projets d'éducation à la citoyenneté visant à lutter contre les discriminations (concours, interventions de partenaires associatifs, commémorations, visites d'un lieu d'histoire et de mémoire, etc.).</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Harcèlement                                                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>les agissements discriminatoires sont aussi à la racine du harcèlement, y compris du harcèlement en ligne (depuis 2022, le harcèlement scolaire est reconnu comme un délit).</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | <b>[EMI]</b> En abordant des discours haineux en ligne, qu'ils soient oraux ou écrits, faire émerger les mécanismes d'exclusion et de harcèlement qui s'appuient sur des stéréotypes et des préjugés posés sur une identité puis s'appuyer sur des points de droit spécifiques à la discrimination choisie comme support d'étude.<br><br>Étudier comment le droit s'adapte pour mieux lutter contre les discours de haine (création de l'Observatoire de la haine en ligne rattaché à l'ARCOM créé par l'article 16 de la loi contre les discours haineux en ligne du 24 juin 2020 (PF) – <i>qui a une représentation locale en Polynésie française</i> ; règlement européen sur les services numériques en ligne - <i>Digital Services Act</i> ).<br><br><i>Cette démarche peut s'inscrire dans les projets d'éducation aux médias et à l'information (concours, interventions de partenaires, médias scolaires, etc.), et contribuer au développement des compétences numériques (CRCN). Le travail sur le harcèlement peut être inscrit dans le dispositif Phare ou la participation au concours « Non au harcèlement » (PF) et dans le dispositif « Stop Harcèlement » en Polynésie française.</i>                                                                                                                                                                                                               |

#### La solidarité et ses échelles (7-9 heures)

| Notions abordées         | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|--------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Solidarité<br>Fraternité | <ul style="list-style-type: none"> <li>Le principe de solidarité signifie que la Nation assure aux individus libres et égaux en droit une protection. Au nom de ce principe, lié à l'idéal de fraternité, l'État, les collectivités territoriales et la société civile (associations) unissent leurs forces pour réduire les inégalités et protéger les citoyennes et les citoyens contre les risques sociaux et environnementaux ;</li> </ul> | Donner des exemples de missions des communes, des départements et des régions.<br><br>Prendre l'exemple de l'Éducation nationale pour comprendre la mise en œuvre du principe de solidarité : sa part dans le budget de l'État, son ambition de réduire les inégalités en donnant à tous accès à la connaissance ; la contribution des régions, des départements et des communes.<br><br>Montrer la contribution des associations à la solidarité nationale et leur reconnaissance par l'État (intérêt public, exonération fiscale).<br><br>(PF) Montrer à partir de situations précises, qu'en Polynésie française, le principe de solidarité est également mis en œuvre par la collectivité territoriale d'outre-mer et aussi par les |

|                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|-------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Risques sociaux<br>Sécurité sociale | <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'impôt traduit la participation des citoyennes et des citoyens à la solidarité nationale (impôts directs et indirects) ;</li> <li>• la solidarité s'exerce également à l'échelle de l'Union européenne et, dans le cadre de l'aide au développement (y compris durable), à l'échelle mondiale (institutions internationales et ONG) ;</li> <li>• les risques sociaux (maladie, accident, invalidité, grossesse non désirée, perte d'emploi, perte d'autonomie liée à l'âge) sont tous les événements auxquels les individus risquent de ne pouvoir faire face avec leurs seules ressources. La Sécurité sociale et le système public de santé participent de la solidarité nationale ; le droit international garantit aux enfants le droit à la santé et à la sécurité sociale (art. 24 à 26 CIDE) ;</li> <li>• (PF) la Polynésie française est dotée de son propre système de protection sociale géré par la Caisse de prévoyance sociale (CPS), créée le 28 septembre 1956. C'est une personne morale de droit privé, chargée d'une mission de service public et autonome financièrement. Elle est placée sous la tutelle du gouvernement de la Polynésie française ;</li> </ul> | <p>confessions religieuses qui contribuent aux actions en faveur des plus démunis.</p> <p>Faire prendre conscience qu'en Polynésie française, la participation des citoyens et citoyennes à la solidarité dans la collectivité se traduit entre autres par le paiement de la contribution de solidarité territoriale (CST) ;</p> <p>Cette démarche peut s'inscrire dans les projets d'éducation à la citoyenneté (interventions de partenaires et d'élus, appui sur les élèves élus au conseil départemental, conseils municipaux de jeunes, etc.) et dans le cadre de l'éducation économique, budgétaire et financière (Éducfi).</p> <p>[EDD] Montrer comment le droit international (accord de Paris sur le climat) prévoit une aide des pays développés aux pays en développement pour lutter contre les effets du changement climatique (atténuation et adaptation).</p> <p>[EDD] L'ODD 3 « Bonne santé et bien-être » constitue un point d'entrée pour expliquer une politique de prévention en matière de santé publique ; par exemple : les campagnes de vaccination contre la grippe, contre l'infection du papillomavirus humain, le programme national nutrition santé (PNNS) (PF) ou le schéma d'organisation sanitaire (SOS), qui est la feuille de route du Pays en matière de santé. Ces exemples aident à comprendre la responsabilité de l'État (PF) et de la Polynésie française en matière de protection et de prévention et la responsabilité individuelle de chacun.</p> <p>À partir de politiques publiques de santé, présenter des dispositifs nationaux (PF) et spécifiques à la Polynésie française (par exemple, lutte contre le surpoids) d'accès aux soins, de prise en charge du grand âge, de développement des liens intergénérationnels, de lutte contre les déserts médicaux ainsi que leur mise en œuvre à l'échelle locale. Sensibiliser au don de sang, acte de citoyenneté et de solidarité.</p> |
| Risques environnementaux            | <ul style="list-style-type: none"> <li>• les risques environnementaux (pollutions, incendies, catastrophes naturelles liées ou non au changement climatique) nécessitent la mobilisation de moyens à toutes les échelles, pour la prévention, la mise en sécurité des personnes, l'aide aux victimes et la reconstruction (loi du 13 août 2004).</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | <p>À partir de l'exemple d'un territoire (PF), de préférence situé en Polynésie française, touché par une catastrophe environnementale, étudier comment se déploie la solidarité nationale – tant par l'intervention des forces de sécurité intérieure (sécurité civile, police et gendarmerie) que par la mobilisation des services de l'État (PF) et de la collectivité territoriale d'outre-mer – en vue de la prise en charge des victimes et de la reconstruction.</p> <p>Considérer les territoires touchés par une pollution lente et invisible en lien avec les activités humaines ; leurs répercussions sur la santé publique ; l'environnement et les politiques de gestion des risques (expositions aux polluants et perturbateurs endocriniens, qualité des eaux).</p> <p>En s'appuyant sur la loi du 13 août 2004, montrer que la sécurité civile est l'affaire de tous et souligner l'importance de la prévention. S'appuyer sur le dispositif des cadets de la sécurité civile.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

#### Quatrième : Défendre les droits et les libertés

##### Attendus et objectifs

La classe de quatrième s'attache à approfondir le sens du premier principe de la devise de la République : la liberté. Il s'agit de faire comprendre aux élèves comment la liberté se décline dans les libertés et comment celles-ci s'inscrivent dans un cadre légal qui les sauvegarde tout en les limitant au nom de l'intérêt général. La loi et l'organisation de la justice sont abordées comme des instruments en vue de la protection des individus, en tant qu'elles permettent de pallier les atteintes à leurs libertés et de maintenir l'ordre public garanti par l'État au nom de l'intérêt général de la Nation.

##### L'État de droit et les libertés (9 heures)

| Notions abordées                                                                                             | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Libertés et droits fondamentaux (vus en CM2)<br>Libertés individuelles et libertés collectives (vues en CM2) | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les libertés individuelles permettent aux citoyennes et aux citoyens d'être maîtres de leurs mouvements et de leurs choix (liberté de circulation ou de mariage, par exemple), mais aussi de leurs opinions et croyances (liberté d'opinion, liberté de conscience), ainsi que d'exprimer celles-ci (liberté d'expression), y compris en ligne. Les libertés collectives leur</li> </ul> | <p>À partir de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (préambule, art. 2), de la Déclaration universelle des droits de l'homme (préambule, art. 1 et 2) et de la Convention internationale des droits de l'enfant, faire comprendre aux élèves que ces textes leur garantissent des droits et libertés au quotidien : intérêt supérieur de l'enfant (art. 3 CIDE), liberté d'expression (art. 13), liberté d'association et de réunion (art. 15), liberté d'information (art. 17).</p> <p>À partir d'un exemple, étudier différents aspects de la liberté</p> |

|                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Ordre public                           | <p>permettent de s'associer les uns avec les autres et de s'engager dans la vie de la société (droit de réunion, d'association, de manifestation, droit syndical, liberté de la presse). Il s'agit de libertés fondamentales et de droits inconditionnels associés à l'idée de dignité humaine ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• nos libertés sont toutefois encadrées par la loi et limitées, en premier lieu par les libertés des autres, que nous n'avons pas le droit d'entraver ou de violer (art. 4 DDHC) ; ensuite par la défense de l'ordre public qui concerne non seulement la sécurité, mais également la tranquillité, la salubrité, le respect de la dignité de la personne humaine, qui permettent à chacun de jouir de ses droits et de ses libertés ;</li> </ul> | <p>d'expression et de la liberté de la presse (définition, fondement en droit, enjeux, menaces, limites).</p> <p><b>[EMI]</b> Travailler sur la liberté d'expression en ligne.</p> <p>À partir de l'exemple de la lutte contre les dérives sectaires, montrer que la loi ne définit pas la secte (au nom de la liberté de croyance), mais permet de réprimer les dérives sectaires, qui portent atteinte à l'ordre public, mais aussi aux droits fondamentaux, à la sécurité ou à l'intégrité des personnes.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| État de droit et hiérarchie des normes | <ul style="list-style-type: none"> <li>• les libertés sont garanties par le droit : elles figurent dans le bloc de constitutionnalité reconnu par le Conseil constitutionnel, et l'action de l'État elle-même est soumise à la justice (son action ne peut violer les droits du citoyen) ;</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <p>À partir de décisions du Conseil constitutionnel ou du Défenseur des droits, étudier les lieux de privation de liberté ; leur diversité, les contrôles auxquels ils sont assujettis. (PF) <i>En Polynésie française, le centre pénitentiaire de Nuutania et le centre de détention de Tatutu pourront être abordés comme exemples</i>.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Justice et institutions judiciaires    | <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'indépendance de la justice est une condition de l'État de droit, son organisation garantissant le traitement équitable des justiciables ;</li> <li>• les droits et libertés sont enfin garantis par des traités internationaux et leur respect contrôlé par des cours supranationales (Cour européenne des droits de l'homme notamment).</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | <p>À partir d'un cas précis (audience correctionnelle), présenter les grands principes d'organisation et de fonctionnement de la justice : dualité des ordres de juridiction ; distinction première instance, appel et cassation ; rôle des cours suprêmes, Conseil d'État et Cour de cassation ; le rôle et le fonctionnement des jurys populaires ; la justice des mineurs et le droit à la protection.</p> <p>(PF) <i>Présenter les spécificités de l'organisation judiciaire en Polynésie française (tribunal de première instance aux compétences élargies, justice foraine, etc.) à partir de cas précis</i>.</p> <p><i>Ces propositions peuvent s'inscrire dans un projet d'éducation à la citoyenneté, aux médias et à l'information (concours Découvrons notre Constitution, intervention de partenaires dans le champ des médias et de l'information, Semaine de la presse et des médias dans l'école, etc.). Utiliser le Passeport Educdroit pour aborder les différents aspects traités sous l'angle des règles de droit.</i></p> |

#### Défendre le cadre démocratique : sécurité et défense nationale (9 heures)

| Notions abordées                                  | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Ordre public et souveraineté nationale<br>Défense | <ul style="list-style-type: none"> <li>• La « sûreté » fait partie des droits affirmés par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (DDHC, art. 2). Elle signifie à la fois que les droits du citoyen sont protégés et qu'il doit se trouver en sécurité. Les forces de sécurité intérieure, comme la police, la gendarmerie, les pompiers et les douanes, répondent à cette exigence ;</li> <li>• les forces armées ont vocation à défendre la souveraineté nationale, qui peut se trouver menacée ; elles ont aussi pour mission de servir la Nation quand elle est engagée par des traités ou comme membre d'organisations internationales comme l'ONU. La défense doit également affronter de nouveaux enjeux comme la guerre informationnelle et la cyberdéfense ;</li> <li>• la police de l'environnement assure la protection du droit de chacun à vivre dans un environnement « sain et équilibré ».</li> </ul> | <p>Aborder des exemples (plan Vigipirate, crise du Covid). Prendre l'exemple des incendies de forêt, pour montrer l'action des pompiers et de la sécurité civile, et en particulier la sécurisation des habitations.</p> <p>(PF) Montrer, à partir d'exemples précis pris en Polynésie française, le rôle du centre de coordination de sauvetage aéro-maritime (JRCC). Faire prendre conscience qu'il assure également toutes les opérations de recherche et de sauvetage aéro-maritime et qu'il est placé sous la responsabilité du Haut-Commissaire de la République].</p> <p>(PF) Prendre l'exemple des forces armées en Polynésie française (FAPF), qui garantissent la protection du territoire national et animent la coopération régionale depuis la Polynésie française. Elles constituent le principal point d'appui à dominante maritime du théâtre « Asie - Pacifique », en lien avec les forces armées en Nouvelle Calédonie (FANC)].</p> <p><b>[EDD]</b> Aborder un exemple d'action de l'Office français de la biodiversité.</p> <p>Appréhender les missions des forces de sécurité et des armées à partir d'une participation à une opération internationale.</p> <p><b>[EMI]</b> À partir de l'étude de tentatives d'ingérences étrangères repérées par VIGINUM, comprendre les mécanismes et enjeux de la guerre informationnelle.</p> <p><i>Ces propositions peuvent s'inscrire dans la participation aux exercices de sécurité de l'établissement, à différents dispositifs en lien avec l'éducation à la défense (classe de défense à la sécurité globale, intervention d'acteurs de la défense et de la sécurité).</i></p> |

### Troisième : Faire vivre la démocratie

#### Attendus et objectifs

La troisième, dernière année du cycle 4, offre une vue synthétique de la vie démocratique, dans une approche permettant de montrer comment les institutions de la République sont vivifiées par les débats qu'elles rendent possibles et qu'elles encadrent. Elle permet en outre de souligner que la vie démocratique repose essentiellement sur l'engagement effectif des citoyennes et des citoyens dans la vie économique, sociale et politique. La démocratie est ainsi envisagée comme un idéal à atteindre et non comme une réalité figée et immuable. Il en résulte que chaque citoyen peut agir et participer à la vie de la démocratie.

#### Les règles du jeu démocratique (6 à 8 heures)

| Notions abordées                                                      | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Constitution                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>La Constitution, norme juridique fondamentale, garantit les droits et libertés, détermine la séparation des pouvoirs, ainsi que le contrôle de l'action du gouvernement par le Parlement ;</li> <li>la Constitution de la V<sup>e</sup> République fait référence à d'autres textes qui ont une valeur constitutionnelle (DDHC, préambule de la Constitution de 1946, Charte de l'environnement) ;</li> <li>(PF) en Polynésie française, le statut d'autonomie de 1984, ses évolutions et la loi organique de 2004, organisent les institutions de la collectivité ;</li> </ul> | <p>Montrer comment fonctionnent les institutions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>à partir d'une question prioritaire de constitutionnalité (QPC), mettre en évidence l'indépendance de l'autorité judiciaire et la garantie des droits et libertés ;</li> <li>à partir d'un exemple concret, suivre le trajet d'élaboration d'une loi pour illustrer les rôles respectifs de chaque institution ;</li> <li>se pencher sur le travail d'une commission d'enquête parlementaire ;</li> <li>(PF) à partir d'un exemple de loi du pays déferée au conseil Conseil d'État, montrer le rôle respectif des institutions en Polynésie française ;</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Séparation des pouvoirs et laïcité de l'État (vue en 6 <sup>e</sup> ) | <ul style="list-style-type: none"> <li>la Constitution de la V<sup>e</sup> République affirme que la République est laïque, ce qui signifie que l'autorité politique est indépendante des autorités religieuses. Toutefois, ces dernières peuvent participer au débat public dans les limites fixées par la loi (art. 35.1 et 36.3 de la loi de 1905) ;</li> <li>depuis 1958, elle a été l'objet de plusieurs modifications qui témoignent du caractère évolutif de la République française, notamment pour prendre en compte les enjeux environnementaux (Charte de l'environnement) ;</li> </ul>                     | <p>À partir de textes constitutionnels, montrer qu'il n'y a aucune référence religieuse dans le lien qui unit l'autorité politique à la Nation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Institutions européennes                                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>depuis l'après-guerre, la démocratie française s'inscrit dans les institutions du Conseil de l'Europe et de l'UE, qui élargissent le champ du débat et définissent une citoyenneté européenne. Au sein de l'UE, les États membres sont tenus d'appliquer le droit communautaire (traités, règlements, directives, décisions de la Cour de justice de l'UE).</li> </ul>                                                                                                                                                                                                          | <p>En lien avec le programme d'histoire, étudier et contextualiser les évolutions de la Constitution portant sur l'organisation des pouvoirs publics : élection du président de la République au suffrage universel direct à partir de 1962, importance accrue du Conseil constitutionnel à partir de 1971 (encore amplifiée par la réforme de 2008), introduction de la parité en 1999, passage du septennat au quinquennat en 2000, extension de la décentralisation en 2003, adjonction de la Charte de l'environnement en 2004, réforme de 2008.</p> <p>À partir d'un exemple de questions débattues au niveau européen, présenter les institutions européennes en montrant ce qui relève de la souveraineté des États et ce qui relève d'une logique supranationale.</p> <p>L'idée de citoyenneté européenne : un citoyen européen est habilité à faire valoir ses droits devant une juridiction européenne (Cour de justice de l'Union européenne ou Cour européenne des droits de l'Homme) ; à partir d'une procédure, aborder les différents droits liés à la citoyenneté européenne dans l'UE (traités européens et Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne).</p> <p><i>Ces propositions peuvent s'inscrire dans un projet d'éducation à la citoyenneté (concours Découvrons notre Constitution, visite de l'Assemblée nationale ou d'une haute juridiction ou d'institutions européennes, rencontre avec un élu, intervention d'un partenaire, dispositif Passeport Educudroit, etc.).</i></p> |

#### Les acteurs du jeu démocratique et leur engagement (1) : l'opinion (5 à 6 heures)

| Notions abordées                                                               | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                           | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|--------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Démocratie (vue en CM1 et 6 <sup>e</sup> )<br>délibérative et opinion publique | <ul style="list-style-type: none"> <li>La démocratie est un régime où l'opinion publique joue un rôle capital, qui s'exprime par l'intermédiaire des médias, dont les médias sociaux, et qu'on essaie de saisir par des sondages de natures diverses ;</li> </ul> | [EMI] Développer l'esprit critique à partir d'une réflexion sur la notion d'opinion publique ainsi que sur la conception, la conduite et le rôle des sondages.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Information/désinformation<br>Complotisme                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>l'information constitue donc un enjeu essentiel, tout particulièrement à l'ère du numérique et avec l'émergence des « intelligences artificielles » ;</li> </ul>                                                           | <p>Étudier des exemples de désinformation et d'opérations de déstabilisation en s'appuyant sur la loi du 22 décembre 2018 relative à la lutte contre la manipulation de l'information. Montrer comment la désinformation peut nourrir le complotisme, en lien notamment avec le racisme et l'antisémitisme.</p> <p>À travers la production d'une information, montrer l'importance de l'établissement rigoureux des faits et de la distinction entre croyance, opinion et savoir.</p> |
| Lanceurs d'alerte                                                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>les médias sociaux sont eux aussi le lieu</li> </ul>                                                                                                                                                                       | Analyser des exemples d'alerte ou de mobilisation dans les                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

|  |                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|--|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  | de débats et de mobilisations. Dans ce contexte, des lanceurs d'alerte prennent des risques pour informer leurs concitoyennes et leurs concitoyens. | réseaux sociaux (le mouvement #MeToo, les affaires financières) ; le cas de Chelsea Manning ou celui d'Irène Frachon (lanceurs d'alerte), en s'appuyant sur la loi du 21 mars 2022 visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte.<br><i>Ces propositions peuvent s'inscrire dans un projet d'éducation à la citoyenneté, aux médias et à l'information (concours ou intervention d'un partenaire en lien avec l'EMI, etc.) et contribuer au développement des compétences numériques (CRCN).</i> |
|--|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

#### Les acteurs du jeu démocratique et leur engagement (2) : l'engagement collectif (5 à 6 heures)

| Notions abordées                                           | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Citoyenneté active (vue en CM1)<br>Élections et référendum | <ul style="list-style-type: none"> <li>Les campagnes électorales et les campagnes référendaires sont des occasions de débats (entre tous les citoyens, comme entre ceux qui sont déjà ou aspirent à être des représentants politiques) et des moments décisifs de la vie démocratique – le vote n'étant pas obligatoire, mais marquant un engagement au sein de la cité ;</li> <li>les formes traditionnelles de l'engagement demeurent décisives : engagement politique et exercice d'un mandat, engagement syndical, engagement associatif ou humanitaire, démocratie scolaire ;</li> <li>l'engagement dans les institutions (armée, police, justice, éducation) ;</li> <li>l'exercice de la liberté de manifester permet aux citoyennes et aux citoyens d'exprimer leurs opinions et de faire pression sur les gouvernements.</li> </ul> | <p>Exposer les différentes temporalités et modalités électorales (élections présidentielles, législatives, sénatoriales, régionales, départementales, (PF) <i>élection des représentants à l'Assemblée de Polynésie française</i>], municipales, européennes).</p> <p>Étudier une campagne électorale ou référendaire.</p> <p>Examiner les procédures et le caractère public des délibérations municipales (filmées, enregistrées, données disponibles).</p> <p>Étudier des parcours d'engagement dans une institution ou une association (PF) <i>en privilégiant des exemples en Polynésie française</i>].</p> <p>Étudier le fonctionnement de la démocratie scolaire et insister sur le rôle que les élèves sont amenés à y jouer.</p> <p>Prendre l'exemple de l'engagement en faveur de la cause animale.</p> <p>Présenter le service national universel (SNU), dispositif national permettant de découvrir différentes formes et domaines d'engagement.</p> <p><i>Ces propositions peuvent s'inscrire dans un projet d'éducation à la citoyenneté aux médias et à l'information (intervention d'un partenaire, d'élus, de bénévoles d'associations, visite d'institutions publiques, actions concrètes d'engagement, etc.) ou d'éducation à la défense.</i></p> <p>Proposition globale et synthétique : suivre le parcours d'une loi, de la situation à laquelle elle répond jusqu'à son application en passant par mobilisations et débats, pour voir le jeu des acteurs des institutions et appréhender comment agit le contrôle de l'action publique (par exemple la loi Veil de 1975 ou la loi sur le mariage pour tous en 2013).</p> |

## LYCÉE

Parce qu'il porte des ambitions civiques communes pour toutes les lycéennes et tous les lycéens, le programme d'enseignement moral et civique du lycée présente des notions et contenus d'enseignement identiques pour toutes les voies. Sa mise en œuvre est toutefois adaptée aux horaires et aux différents contextes d'enseignement. Les horaires indiqués ci-dessous le sont à titre indicatif.

### Seconde : Droits, libertés et responsabilité

#### Attendus et objectifs

En classe de seconde, les acquis de la scolarité obligatoire sont mobilisés pour engager une réflexion renouvelée sur l'État de droit, sur son origine et son évolution. Il s'agit de souligner que l'État de droit garantit nos libertés, en même temps qu'un authentique pluralisme démocratique. Ainsi se poursuit la réflexion sur la laïcité, d'une part, et, d'autre part, sur le potentiel de création de nouveaux droits au sein d'une société démocratique. L'exercice des libertés appelle à la responsabilité, autant pour les sauvegarder ou les étendre que pour répondre aux considérables défis de la société contemporaine : la montée d'une information pléthorique et inégale, les risques environnementaux ou la transition écologique.

#### L'État de droit garantit les droits et libertés et un pluralisme démocratique (6 heures en voies générale et technologique, 5 heures en voie professionnelle)

| Notions abordées                        | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|-----------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| État de droit (vu en 4 <sup>e</sup> )   | <ul style="list-style-type: none"> <li>L'État de droit, dans lequel la justice est indépendante, les pouvoirs publics sont soumis au droit et les citoyens égaux devant la loi, est garant des libertés et des droits fondamentaux ;</li> </ul>                                                                                                                          | <p>À partir des textes européens (Convention européenne des droits de l'homme - CEDH, Charte européenne des droits fondamentaux), définir, par une approche historique, l'État de droit en s'appuyant sur les éléments abordés en quatrième.</p> <p>Étudier une décision de justice administrative (Conseil d'État).</p> |
| Sécularisation<br>Hiérarchie des normes | <ul style="list-style-type: none"> <li>L'État de droit est le fruit d'une triple évolution : la sécularisation de la politique (séparation des autorités politique et religieuse), l'affirmation des droits fondamentaux de la personne humaine et la mise en place d'une hiérarchie des normes de droit (qui soumet l'appareil étatique lui-même à la loi) ;</li> </ul> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Laïcité                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>en France, la distinction du politique et du</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                           | Étudier la loi de séparation des Églises et de l'État du 9                                                                                                                                                                                                                                                               |

|                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|---------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| (vue en CM2, 6 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> )<br>Pluralisme | <p>religieux est adossée au principe de la laïcité, qui consacre la séparation des Églises et de l'État (loi de 1905) et impose la neutralité à ses agents. Ainsi, l'État ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte. En assurant que l'État traite de manière égale les citoyens, quelles que soient leurs convictions, la laïcité garantit de manière ferme la liberté de conscience et le pluralisme des croyances ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• (PF) en Polynésie française, la loi de 1905 ne s'applique pas. La collectivité est soumise aux décrets-lois Mandel de 1939 ;</li> </ul> | <p>décembre 1905 (art. 1, 2, 31, 44) : définir le principe de séparation, décrire son organisation, faire comprendre le primat du droit positif sur les règles religieuses et, notamment, en quoi il consolide les droits et les libertés publiques ; rappeler que la laïcité n'est pas l'athéisme. Étudier plus particulièrement les implications du principe de laïcité à l'école (primat des connaissances sur les croyances, espace de neutralité propre au développement de l'esprit critique) et dans le monde du travail, en distinguant services publics et entreprises privées, agents publics et usagers.</p> <p>(PF) Étudier la situation spécifique de la Polynésie française, où la subvention publique des cultes est permise à titre exceptionnel et pour servir l'intérêt général de la population, sans remettre en cause la neutralité de l'État ;</p>             |
| Ordre public<br>(vu en 4 <sup>e</sup> )                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'État de droit constitue une garantie des libertés fondamentales et ouvre une possibilité d'évolution de la loi. Il peut créer de nouveaux droits et de nouvelles libertés ;</li> <li>• L'État de droit est promu par les nations démocratiques, par le Conseil de l'Europe et par l'Union européenne ;</li> <li>• L'État de droit n'est cependant pas exclusif de la restriction des libertés (par exemple pour le maintien de l'ordre public) ni de la privation de liberté (par exemple pour les individus condamnés par la justice).</li> </ul>                              | <p>Par une recherche documentaire, expliquer comment de nouveaux droits répondant à une demande sociale forte (droits des femmes, maîtrise de la fécondité) ont été progressivement consacrés par la loi depuis les années 1960 (contraception, IVG, divorce par consentement mutuel, mariage pour tous, procréation médicalement assistée).</p> <p>Montrer, par l'analyse d'une décision, comment les cours européennes de Strasbourg et de Luxembourg contrôlent l'action de l'État en matière de droits fondamentaux (par exemple dans les lieux de privation de liberté). À partir d'une étude de cas, aborder la question pénitentiaire, celle du maintien des droits et des devoirs civiques des détenus ou encore celle du sens de la peine dans un régime démocratique.</p> <p>(PF) Cette étude de cas peut porter sur la question pénitentiaire en Polynésie française.</p> |

**Liberté et responsabilité : l'exemple de l'information (vecteurs, nécessité et enjeux) (6 heures en voies générale et technologique, 5 heures en voie professionnelle)**

| Notions abordées                                                                                                       | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Liberté de la presse<br>(vue en 4 <sup>e</sup> )<br>Liberté de l'information<br>(vue en 4 <sup>e</sup> )<br>Pluralisme | <ul style="list-style-type: none"> <li>• La liberté de la presse et la liberté de s'informer constituent deux piliers fondamentaux de la démocratie. Remises en cause dans tous les régimes autoritaires, elles sont consubstantielles aux libertés d'opinion et d'expression, et elles permettent le pluralisme en matière d'information.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                 | <p>[EMI] Étudier le travail des journalistes : ses méthodes, sa déontologie, sa rigueur, mais aussi ses difficultés propres (pressions, censure ou autocensure, atteintes à la liberté de la presse), à partir d'un ou deux exemples concrets. S'appuyer sur les rapports établis par Reporters sans Frontières. Mettre à profit la rencontre avec des journalistes dans le cadre de la Semaine de la presse et des médias dans l'école.</p> <p>Pour aborder l'enjeu du pluralisme, évoquer la réglementation et les obligations des médias audiovisuels (ARCOM) concernant le pluralisme politique.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Liberté d'expression<br>(vue en 4 <sup>e</sup> )                                                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Encadrée par la loi, la liberté de la presse doit relever le défi du numérique, qui multiplie les possibilités d'information, mais altère la fiabilité des sources et fragilise les circuits de diffusion réglée de l'information. Par un phénomène de boucle, de nouvelles possibilités d'information donnent lieu à de nouvelles possibilités de désinformation ;</li> <li>• les médias sociaux sont un lieu de liberté d'expression, mais ils sont aussi un vecteur de désinformation et amplifient les « discours de haine ».</li> </ul> | <p>À partir des normes juridiques, montrer et expliquer que la liberté d'expression est garantie par la DDHC (art. 11) et encadrée par la loi de 1881 sur la liberté de la presse. Sont notamment interdits la diffamation, l'incitation à la haine raciale (loi Pleven de 1972), le négationnisme (loi Gayssot de 1990), l'apologie du terrorisme (Code pénal, art. 421-2-5).</p> <p>[EMI] La nouvelle donne que constituent Internet et les réseaux sociaux. Engager une réflexion sur l'évaluation des sources d'information et sur les critères de leur fiabilité ; les problèmes soulevés par l'intelligence artificielle (IA), les algorithmes de recommandation ; les désordres informationnels (mésinformation, malinformation, désinformation, réinformation, « chambres d'écho »).</p> <p>Aborder la question de la régulation des médias sociaux au niveau national, européen (lois françaises, directives européennes) et mondial. Quelles réponses législatives ? Quelle est la responsabilité des utilisateurs ? Quelle est celle des fournisseurs d'accès ? (règlement européen sur les services numériques, Code européen des bonnes pratiques contre la désinformation (2018), Pharos).</p> <p>Ces démarches participent au développement des compétences numériques (CRCN).</p> |

**Droits et responsabilité : l'exemple de la protection de l'environnement et de la sauvegarde de la biodiversité (6 heures en voies générale et technologique, 5 heures en voie professionnelle)**

| Notions abordées                                                                                                     | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Droits environnementaux<br>Développement durable<br>Transition écologique<br>Responsabilité (vue en 6 <sup>e</sup> ) | <ul style="list-style-type: none"> <li>Intégrée au bloc de constitutionnalité, la Charte de l'environnement (2004) consacre le droit à un environnement sain et engage la responsabilité individuelle et collective pour le respect et la protection du vivant et de la biodiversité ;</li> <li>le droit environnemental induit la responsabilité des États, des producteurs, et même des consommateurs ;</li> <li>l'animal y est institué comme « objet de droit » dans le contexte d'un « respect du vivant » ;</li> <li>(PF) intégrée au code de l'environnement de la Polynésie française en 2017, le rāhui, pratique ancestrale d'interdit temporaire d'exploiter des ressources d'un espace terrestre et/ou marin, engage la responsabilité individuelle et collective.</li> </ul> | <p>Étudier la Charte de l'environnement en considérant son appartenance au bloc de constitutionnalité.</p> <p>À partir d'une recherche documentaire, discuter la notion de démocratie environnementale.</p> <p>Se saisir d'une des nombreuses questions d'actualité sur le sujet, à différentes échelles, des conférences internationales aux enjeux de consommation. Inciter les élèves à agir à leur échelle (écodélégués, CVL, etc.).</p> <p>Étudier des enquêtes conduites sur les groupes de pression (ou lobbies) et mesurer l'influence qu'ils peuvent avoir sur les politiques publiques liées à la santé ou à l'environnement.</p> <p>(PF) À partir d'exemples précis de rāhui, faire comprendre le principe de gestion collective et traditionnelle de l'environnement et des ressources en Polynésie française].</p> <p>Ces démarches peuvent s'articuler avec les actions d'éducation au développement durable.</p> <p>Les démarches proposées pour l'année de seconde peuvent s'inscrire dans les projets des classes engagées et être valorisées lors des séjours de cohésion du SNU.</p> |

**Première : Cohésion et diversité dans une société démocratique**

**Attendus et objectifs**

La classe de première aborde la question de la cohésion des sociétés démocratiques, dans lesquelles les diverses conceptions du monde et les cultures les plus diverses peuvent s'exprimer librement. La réflexion conduite met en regard les valeurs et les principes de la République française et, plus largement, le projet démocratique, avec la complexité de la réalité sociale. Comment ces valeurs et ces principes peuvent-ils être source de cohésion sociale ? Sous quelle forme de cohésion se traduisent-ils concrètement ? Comment forme-t-on une nation démocratique et comment la France se définit-elle comme une communauté nationale ? Par-delà la prise en compte des diversités, ces questions problématisent la nature et la dynamique du lien social en tant que tel.

**Les valeurs et les principes de la République à l'épreuve de la cohésion sociale (9 heures en voies générale et technologique, 7 à 8 heures en voie professionnelle)**

| Notions abordées                                   | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Solidarité et fraternité (vues en 5 <sup>e</sup> ) | <ul style="list-style-type: none"> <li>En mettant en avant les principes de liberté, d'égalité et de fraternité, la devise de la République française, comme l'article premier de la Constitution, indiquent que la Nation est porteuse d'un projet social. Celui-ci implique à la fois de lutter contre toutes les formes d'inégalité et de tisser des liens étroits de solidarité entre les citoyens ;</li> <li>les inégalités économiques et sociales peuvent présenter un danger pour la cohésion sociale et la démocratie ;</li> </ul> | <p>À partir d'un ou plusieurs cas (par exemple, le financement de l'école publique et les fonds sociaux à destination des élèves), étudier la notion de solidarité appliquée à différentes échelles, en abordant à la fois ses conditions formelles (rôle de l'impôt, logique d'assurance autant que d'assistance, contributions obligatoires ou dons volontaires, comme le don de sang), et ses modalités concrètes de mise en œuvre (redistribution, secours).</p> <p>Étudier la décision du Conseil constitutionnel du 6 juillet 2018, reconnaissant la valeur constitutionnelle du principe de fraternité.</p> <p>Après avoir dressé un état des lieux de la pauvreté en France (PF) et en Polynésie française], s'appuyer sur une ou deux actions clefs de l'État français (PF) et de la collectivité] (notamment menées par l'Agence nationale de cohésion des territoires) pour lutter contre les inégalités territoriales et favoriser la mixité sociale.</p> <p>(PF) Aborder la notion de solidarité en Polynésie française à partir du dispositif PPN (produits de première nécessité) et PGC (produits de grande consommation) mis en place par la loi du pays n°2022-44 du 19 décembre 2022].</p> |
| Égalité femmes-hommes (vue en 5 <sup>e</sup> )     | <ul style="list-style-type: none"> <li>l'égalité entre les femmes et les hommes illustre la manière dont un principe, objet de mobilisations et de politiques volontaristes, transforme progressivement la société, tout en se heurtant à diverses formes de résistance ;</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Mettre en regard l'évolution juridique (textes (PF) polynésiens], nationaux et internationaux) et les données statistiques relatives à la place des femmes dans la vie quotidienne, l'univers professionnel, la vie politique, pour ouvrir un champ à la réflexion des élèves, notamment sur les causes historiques de ces inégalités (stéréotypes et préjugés).</p> <p>Étudier la question de la représentation genrée des formations et des professions, et les actions mises en œuvre pour la dépasser.</p> <p>En lien avec l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle, montrer que les violences sexistes et sexuelles portent atteinte à la cohésion d'une société démocratique ; étudier les actions menées pour lutter contre.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Discriminations et                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>appuyée par la loi, la lutte contre les</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Distinguer la définition juridique des discriminations (Code                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

|                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| société inclusive (vues en 5°)                                                   | discriminations se nourrit du principe d'égalité et de celui de fraternité. La conception d'une société inclusive tournée vers les personnes en situation de handicap y ajoute un impératif de solidarité ;               | pénal, art. 225-1 et suivants) et la manière dont celles-ci sont ressenties ; examiner la question des moyens mis en œuvre par l'État pour mesurer les discriminations ; étudier l'action d'une institution (Défenseur des droits, Dilcrah, CNCDH, etc.) ou d'une association luttant contre les discriminations (un exemple).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Racisme, antisémitisme, antitsiganisme, xénophobie, haine anti-LGBT (vues en 5°) | <ul style="list-style-type: none"> <li>portant atteinte à la cohésion d'une société démocratique, le racisme, l'antisémitisme, l'antitsiganisme, la xénophobie et la haine anti-LGBT sont punis par la loi ;</li> </ul>   | À partir d'exemples réels ou fictifs d'agissements discriminatoires (paroles, violences, harcèlement, etc.), réfléchir aux objectifs et aux contours des normes juridiques qui les punissent (loi du 1 <sup>er</sup> juillet 1972 dite loi Pleven ; loi du 13 juillet 1990 dite loi Gayssot ; loi du 30 décembre 2004).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Pluralisme                                                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>le principe de la laïcité vise à rendre possible la coexistence pacifique d'individus et de groupes dont les options philosophiques ou religieuses restent différentes.</li> </ul> | Montrer l'importance de l'autorité arbitrale de l'État, notamment dans la police des cultes (loi de 1905, art. 27 et 28), et montrer qu'il crée ainsi les conditions de la coexistence et du pluralisme. La Cour européenne des droits de l'Homme reconnaît que des restrictions à la liberté de manifester sa religion ou ses convictions sont possibles. (PF) En Polynésie française, où la loi de 1905 ne s'applique pas, montrer que la police des cultes n'existe pas mais que la liberté de manifester sa religion peut être limitée dès lors qu'elle compromet la sécurité publique]. Ces démarches peuvent s'appuyer sur la participation à un concours ou des interventions de partenaires. |

**La République et la Nation (9 heures en voies générale et technologique, 7 à 8 heures en voie professionnelle)**

| Notions abordées                                    | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Indivisibilité de la République<br>Décentralisation | <ul style="list-style-type: none"> <li>Disposant que la République est « indivisible » et que « son organisation est décentralisée », la Constitution de la V<sup>e</sup> République assure un équilibre entre l'unité de la Nation et la diversité de ses territoires ;</li> <li>la décentralisation opérée depuis 1982 a transféré certaines compétences de l'État aux collectivités territoriales ; les territoires ultramarins ont vu leurs statuts évoluer ;</li> <li>(PF) le statut d'autonomie interne de la Polynésie française, inscrit dans la Constitution, renforcé par la loi organique de 2004, confie une compétence de droit commun à la Polynésie française, l'État conservant une compétence d'attribution ;</li> </ul> | <p>À partir d'exemples en lien avec l'éducation, la santé et le travail, étudier (a) le statut et l'organisation des collectivités territoriales ; (b) la décentralisation et le transfert de certaines compétences préalablement étatiques ; (c) le statut des territoires ultramarins pour définir le principe d'indivisibilité.</p> <p>À partir de la question des langues régionales, reconnues dans la Constitution comme appartenant au « patrimoine de la France » (art. 75-1), faire le lien entre unité du territoire et reconnaissance d'une diversité des territoires. (PF) L'exemple des langues polynésiennes est privilégié. La République reconnaît que le français est la langue officielle de la Polynésie française et que « la langue tahitienne est un élément fondamental de l'identité culturelle : ciment de cohésion sociale, moyen de communication quotidien, elle est reconnue et doit être préservée, de même que les autres langues polynésiennes, aux côtés de la langue de la République, afin de garantir la diversité culturelle qui fait la richesse de la Polynésie française. » (article 57 – Loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française).</p> <p>(PF) À partir d'exemples, étudier le statut de la Polynésie française, qui en fait une collectivité territoriale particulière disposant d'une grande autonomie au sein de la République].</p> |
| Nationalité et citoyenneté (vues en CM2)            | <ul style="list-style-type: none"> <li>dans la République française, la communauté nationale est une communauté ouverte marquée par la possibilité d'acquérir la nationalité française (distinction du droit du sang et du droit du sol) comme par l'existence d'une citoyenneté européenne ;</li> <li>les questions mémorielles contribuent à une réflexion sur l'identité de la Nation, constituant, tantôt le ferment de son unité, tantôt un champ d'affrontements idéologiques et politiques ;</li> <li>l'idée de patriotisme constitutionnel exprime l'attachement des citoyens aux principes fondateurs de la République et</li> </ul>                                                                                             | <p>Examiner les diverses procédures par lesquelles s'acquiert la nationalité française ; mettre en lumière des personnalités d'origine étrangère ayant joué un rôle significatif dans l'histoire nationale (s'appuyer sur le recueil <i>Portraits de France</i>) ; présenter les droits afférents à la citoyenneté européenne.</p> <p>Saisir les enjeux mémoriels à partir, par exemple, d'un personnage historique, d'un lieu, d'un monument ou d'un événement afin de clarifier le sens des commémorations et de discuter la notion de « devoir de mémoire ». Les exemples peuvent être choisis à différentes échelles, (PF) notamment en Polynésie française].</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

|                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Défense et sécurité nationale (vues en 4°)</p> <p>Société numérique</p> | <p>de la démocratie françaises, ainsi que le souci de les voir respectés et de mieux réalisés ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la communauté nationale se matérialise aussi par l'existence d'une défense nationale. Celle-ci est confrontée à des enjeux renouvelés (terrorisme, cybersécurité, etc.) dans un monde à la fois de plus en plus interdépendant et soumis à des tensions économiques, politiques et culturelles constantes.</li> </ul> | <p>Comprendre ce que recouvre la notion de « sécurité nationale » introduite par le <i>Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale</i> (2008), en l'articulant aux perspectives d'une défense européenne.</p> <p>[EMI] À partir d'études de cas, préciser présenter les modalités et les enjeux des « guerres hybrides ».</p> <p>Outre le service national universel, dont un des objectifs est de renforcer l'engagement des jeunes et la cohésion nationale, évoquer les dispositifs en lien avec la formation professionnelle : service militaire volontaire, cadets de la République, classes de défense et de sécurité globales, classes et lycées engagés (en lien avec l'éducation à la défense) (PF) et en Polynésie française le Régiment du Service militaire adapté (RSMA).</p> |
|----------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## Terminale : La vie démocratique : débat, délibération et prise de décision

### Attendus et objectifs

La classe terminale parachève l'éducation à la citoyenneté active en approfondissant la question du débat démocratique. Il s'agit de s'interroger sur la manière dont, dans une société de communication et à l'ère numérique, les citoyens s'informent et échangent, pour préserver une véritable éthique de la discussion. La délibération dans les institutions à différentes échelles fonde les démocraties, dans lesquelles la légitimité et l'efficacité des décisions reposent sur des échanges, controverses, négociations et consensus. Le programme permet également d'aborder les enjeux spécifiques du débat dans les institutions internationales, notamment dans l'Union européenne ou au sein de l'Organisation des Nations unies (ONU).

Les principes et les espaces du débat démocratique (9 heures en voies générale et technologique, 7 heures en voie professionnelle)

| Notions abordées                                                                                         | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Culture du débat et éthique de la discussion</p> <p>Partis politiques et société civile organisée</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>La République française est organisée de manière à permettre des débats entre les citoyens ainsi qu'entre leurs représentants, et elle garantit la possibilité de confronter des options différentes et même opposées. Les partis politiques tiennent une place essentielle dans la vie démocratique, garantissant le pluralisme politique (Constitution de 1958, art. 4), même si leur rôle est parfois remis en question ;</li> </ul> | <p>À partir d'un ou deux exemples de débats engagés sur des grands défis contemporains (environnement, numérique, bioéthique), étudier les principales positions tenues par les parties prenantes (partis, presse, organisations de la société civile) ; montrer qu'il peut y avoir des tensions entre principes, valeurs ou idéaux qui nécessitent des arbitrages (ce qui est le propre de la vie politique). (PF) En Polynésie française, le débat autour des conséquences des essais nucléaires pourra être étudié  .</p> <p>Discuter du rôle et de la fonction des partis politiques : structuration de la vie politique (droite, centre, gauche), termes de leur remise en question contemporaine, importance historique du droit de vote et problème de l'abstention. (PF) La structuration de la vie politique en Polynésie française entre partis politiques autonomistes et indépendantistes pourra être étudiée  .</p> |
| <p>Opinion publique (vue en 3°)</p>                                                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>l'opinion publique occupe une place centrale dans une société de communication : particulièrement manifeste au moment des consultations électorales ou référendaires (art. 11 de la Constitution), elle s'exprime à travers les médias et nourrit la vie politique ; elle peut également s'exprimer par voie de pétition ou de manifestation (liberté fondamentale inscrite dans le droit français depuis 1935) ;</li> </ul>            | <p>[EMI] À partir de l'étude de sondages (commanditaire, méthodologie, multiplicité des interprétations possibles, diffusion dans les médias, y compris numériques), interroger la façon dont ils mesurent l'opinion publique et la rendent visible dans les médias traditionnels ou sur les réseaux sociaux : est-elle seulement exprimée par eux ou est-elle aussi produite par eux ?</p> <p>[EDD] Prendre l'exemple du changement climatique pour étudier le rapport entre théories scientifiques, médias et opinion publique ; pointer une concurrence des discours dits « scientifiques » selon leur provenance (ONG ou lobbies industriels).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p>Démocratie participative</p>                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>de nouveaux espaces de délibération ont diversifié les modalités de consultation des citoyennes et des citoyens, ainsi que leur association à la prise de décision, afin d'élargir leur participation à la démocratie ;</li> <li>dans les lycées, la démocratie scolaire permet aux élèves de participer au processus de décision ;</li> </ul>                                                                                          | <p>Recenser les différents espaces délibératifs et participatifs à l'échelle locale (conseils de quartier, budgets participatifs, etc.), éventuellement y contribuer dans le cadre d'un projet de classe ou d'établissement.</p> <p>Présenter le rôle du (PF) Conseil économique, social, environnemental et culturel en Polynésie française   et l'organisation de conventions citoyennes, et aborder la question du tirage au sort pour l'organisation de délibérations (exemple des conventions citoyennes sur le climat et sur la fin de vie). Évoquer le référendum d'initiative citoyenne (UE) ou partagée (France).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p>Société numérique</p>                                                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>avec le numérique et les réseaux sociaux, les nouvelles conditions du débat posent le problème de la place des discours experts ou scientifiques en démocratie et de leur mise en</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                            | <p>[EMI] À partir d'exemples ou de l'expérience des élèves, chercher à rendre compte de ce que peut être un débat sur les médias sociaux (par exemple sur la vaccination).</p> <p>Poser la question des critères pour la fiabilité d'une source à partir des méthodes du travail journalistique.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

|                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Citoyenneté active (vue en 3 <sup>e</sup> ) | <p>concurrence avec les discours individuels, lesquels sont amplifiés par les technologies de la communication.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Sauf mesure judiciaire particulière, tous les citoyens de la République sont éligibles à des fonctions représentatives (maire, (PF) représentant à l'assemblée de la Polynésie française, député, sénateur à partir de 24 ans, etc.) et ils ont donc accès à l'exercice de responsabilités sociales et politiques variées. Si le personnel politique est ainsi à la fois ouvert et renouvelable, c'est que tout citoyen a, en vertu de la loi, le statut de gouvernant potentiel. Les citoyens français sont également éligibles au Parlement européen.</li> </ul> | <p>Examiner les voies d'accès aux responsabilités politiques : associations, partis ; rôle des campagnes électorales. Prendre un exemple de professionnalisation politique d'une personnalité et poser la question de la nature de l'expertise en politique. Présenter les différentes possibilités d'engagement des jeunes (institutions, associations, partis politiques, syndicats, etc.). Réfléchir au rapport entre l'idée de démocratie et la réalité du renouvellement des responsables politiques (parité entre les femmes et les hommes, représentation des différentes catégories socio-professionnelles, place des minorités).</p> |
|---------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**La délibération dans les institutions ((PF) polynésiennes), nationales, européennes, internationales) (9 heures en voies générale et technologique, 7 heures en voie professionnelle)**

| Notions abordées                    | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Légitimité<br>Consensus ou majorité | <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans les institutions, les représentants qui délibèrent trouvent leur légitimité dans l'élection ;</li> <li>dans le cadre institutionnel, toute délibération a vocation à se traduire par une décision (par consensus ou à la majorité). Le rôle du débat est en ce sens de fonder la légitimité de la décision prise ;</li> </ul> | <p>À partir d'une campagne électorale, réfléchir à ce qui contribue à la légitimité des élus (taux de participation) et à la façon dont se constitue une majorité au sein des institutions délibérantes (modes de scrutin, négociations).</p> <p>Étudier un ou plusieurs exemples afin de rendre compte des difficultés à parvenir à un consensus : les politiques migratoires française et européenne ; la protection de l'environnement et les normes sanitaires, etc.</p> <p>Étudier des procédures de résolution de blocage et leurs conséquences sur la vie démocratique : vote bloqué, engagement de la responsabilité du gouvernement (art. 49-3 de la Constitution de la V<sup>e</sup> République) ; majorité qualifiée au Conseil de l'Union européenne.</p> |
| Droit européen                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>l'élaboration de la loi suit un parcours comprenant plusieurs étapes (projet ou proposition de loi, vote à l'Assemblée nationale et au Sénat, navette parlementaire, promulgation) ; la loi votée est soumise à un contrôle constitutionnel. Les lois peuvent aussi résulter de directives européennes ;</li> </ul>                | <p>Analyser un débat et sa traduction en matière de décisions et de politiques publiques à l'échelle (PF) polynésienne, nationale, européenne ou éventuellement internationale, par exemple sur les questions de bioéthique, de fiscalité, de laïcité, de migration de populations, ou celles liées à l'égalité entre les hommes et les femmes.</p> <p>Examiner la mise en œuvre d'une politique environnementale de l'Union européenne en soulignant les différents niveaux auxquels débattent différentes instances ; le principe de subsidiarité. (PF) Montrer comment l'Union européenne coopère avec la Polynésie française dans ce domaine.</p> <p>Cette démarche peut prendre la forme d'une simulation de débat.</p>                                          |
| Droit international                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>avec l'ONU, le projet d'une délibération mondiale trouve quelques points de consensus (notamment dans le domaine du développement durable et de la protection de l'environnement), mais se heurte à des situations de blocage.</li> </ul>                                                                                          | <p>[EDD] Aborder la fabrique des objectifs de développement durable (ODD) dans le cadre de l'ONU et de l'UNESCO ; étudier les succès et échecs de la délibération internationale en prenant l'exemple des conférences sur le climat (COP).</p> <p>À partir de l'étude des projets de réforme du fonctionnement de l'ONU, montrer que l'institution est traversée par une tension entre principe démocratique (assemblée générale) et inégalité de puissances (conseil de sécurité).</p> <p>Le rôle et le fonctionnement de l'ONU peuvent être étudiés à travers le dispositif MNU (modélisation des Nations unies).</p>                                                                                                                                               |

### Classes préparant au certificat d'aptitude professionnelle

Le programme recouvre l'intégralité de la formation, quel que soit le nombre d'années qu'elle suppose. Le professeur peut choisir l'ordre de traitement des thèmes.

### Droits, libertés et responsabilité

#### Attendus et objectifs

Au cours de la formation menant au CAP, les acquis de la scolarité obligatoire sont mobilisés pour engager une réflexion renouvelée sur l'État de droit, sur son origine et son évolution. Il s'agit de souligner que l'État de droit garantit nos libertés, en même temps qu'un authentique pluralisme démocratique. Ainsi se poursuit la réflexion sur la laïcité, d'une part, et, d'autre part, sur le potentiel de création de nouveaux droits au sein d'une société démocratique. Car l'exercice des libertés appelle à la responsabilité, autant pour les sauvegarder ou les étendre que pour répondre aux considérables défis de la société contemporaine : la montée d'une information pléthorique et inégale, les risques environnementaux ou la transition écologique. Cet enjeu essentiel est l'occasion d'aborder le fonctionnement de la démocratie délibérative à différentes échelles. Il permet de souligner un fondement des démocraties, garantissant la légitimité et l'efficacité des décisions.

## L'État de droit est garant des libertés et des droits fondamentaux

| Notions abordées                                   | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|----------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| État de droit (vu en 4 <sup>e</sup> )              | <ul style="list-style-type: none"> <li>L'État de droit est le fruit d'une triple évolution : la séparation des espaces politique et religieux, l'affirmation des droits fondamentaux de la personne humaine et la soumission de l'appareil étatique lui-même à la loi ;</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | À partir des textes européens (CEDH, Charte européenne des droits fondamentaux), rappeler et approfondir la définition de l'État de droit qui a été donnée en classe de quatrième. Étudier une décision de justice administrative.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Laïcité (vue en 6 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> ) | <ul style="list-style-type: none"> <li>en France, la séparation du politique et du religieux est adossée au principe de laïcité, qui consacre la séparation des Églises et de l'État et impose la neutralité à ses agents dans l'exercice de leurs fonctions. Ainsi, l'État ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte. La laïcité garantit de manière ferme la liberté de conscience et le pluralisme des croyances ;</li> <li>L'État de droit constitue à la fois une garantie des libertés fondamentales et la possibilité d'une évolution et/ou d'un approfondissement de la loi. Il crée de nouveaux droits et de nouvelles libertés. Membre de l'Union européenne, la France doit conformer son droit au droit européen ;</li> <li>(PF) en Polynésie française, la loi de 1905 ne s'applique pas. La collectivité est soumise aux décrets-lois Mandel de 1939 ;</li> <li>L'État de droit n'est cependant pas exclusif de la restriction des libertés (par exemple pour le maintien de l'ordre public) ni de la privation de liberté (par exemple pour les individus condamnés par la justice).</li> </ul> | <p>Étudier la loi de séparation des Églises et de l'État du 9 décembre 1905 (art. 1, 2, 31, 44) : définir et expliciter le principe de séparation qui consolide les droits et les libertés publiques, rappeler le primat du droit positif sur les règles religieuses. Étudier plus particulièrement les implications du principe de laïcité à l'École (primat des connaissances sur les croyances, espace de neutralité propre à développer l'esprit critique) et dans le monde du travail, en distinguant service public et entreprises privées, agents publics et usagers.</p> <p>Dans une approche interdisciplinaire, on pourra étudier les évolutions contemporaines du droit européen du travail, notamment concernant les mineurs, en s'appuyant sur la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (2000), son article 32 (interdiction du travail des enfants et protection des jeunes au travail) et les dispositions prévues par le Code du travail français (travaux interdits et réglementés, dérogation pour les jeunes en formation professionnelle).</p> <p>(PF) Expliquer comment s'applique la laïcité en Polynésie française. La religion a une place importante dans les pratiques sociales polynésiennes. Toutefois, malgré ce régime particulier, la neutralité religieuse de l'État reste appliquée, notamment à l'école.</p> <p>À partir d'une étude de cas, aborder la question pénitentiaire, celle du maintien des droits et des devoirs civiques des détenus ou encore celle du sens de la peine dans un régime démocratique. (PF) En Polynésie française, on prendra exemple sur le centre pénitentiaire de Nuutania et de centre de détention de Tatutu.</p> |

## Liberté et responsabilité : l'exemple de l'information (vecteurs, nécessité et enjeux)

| Notions abordées                                                                                                 | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Liberté de la presse (vue en 4 <sup>e</sup> )<br>Liberté de l'information (vue en 4 <sup>e</sup> )<br>Pluralisme | <ul style="list-style-type: none"> <li>La liberté de la presse et la liberté de s'informer constituent deux piliers fondamentaux de la démocratie. Remises en cause dans tous les régimes autoritaires, elles sont consubstantielles aux libertés d'opinion et d'expression et elles permettent le pluralisme en matière d'information ;</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                              | [EMI] Le travail des journalistes : ses méthodes, sa déontologie, sa rigueur, ses difficultés propres (pressions, censure ou autocensure, atteintes à la liberté de la presse). S'appuyer sur les rapports établis par Reporters sans Frontières. Mettre à profit la rencontre avec des journalistes dans le cadre de la semaine de la presse et des médias dans l'École. Sur le pluralisme, évoquer la réglementation et les obligations des médias audiovisuels (ARCOM) concernant le pluralisme politique.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Liberté d'expression (vue en 4 <sup>e</sup> )                                                                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>encadrée par la loi, la liberté de la presse doit relever le défi du numérique, qui développe les possibilités d'information mais altère la fiabilité des sources et fragilise les circuits de diffusion réglée de l'information. Par un phénomène de boucle, de nouvelles possibilités d'information donnent lieu à de nouvelles possibilités de désinformation ;</li> <li>les médias sociaux sont un lieu de liberté d'expression, mais ils sont aussi un vecteur de désinformation et amplifient les « discours de haine ».</li> </ul> | <p>[EMI] La nouvelle donne que constituent Internet et les réseaux sociaux. Engager une réflexion sur l'évaluation des sources d'information et sur les critères de leur fiabilité ; les problèmes soulevés par l'intelligence artificielle (IA) ; les désordres informationnels (désinformation, « réinformation », « chambres d'écho »).</p> <p>Aborder la question de la régulation des médias sociaux au niveau national, européen (lois françaises, directives européennes) et mondial. Quelles réponses législatives ? Quelle est la responsabilité des utilisateurs ? Quelle est celle des fournisseurs d'accès ? (règlement européen sur les services numériques - Digital Services Act, Code européen des bonnes pratiques contre la désinformation (2018), Pharos). Ces démarches participent au développement des compétences numériques (CRCN).</p> |

**Droits et responsabilité : l'exemple de la protection de l'environnement et sauvegarde de la biodiversité**

| Notions abordées                                                                                                     | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Droits environnementaux<br>Développement durable<br>Transition écologique<br>Responsabilité (vue en 6 <sup>e</sup> ) | <ul style="list-style-type: none"> <li>La Charte de l'environnement de 2004 a été intégrée au bloc de constitutionnalité en 2005 ;</li> <li>elle consacre le droit à un environnement sain et engage la responsabilité individuelle et collective face au respect et à la protection du vivant et de la biodiversité ;</li> <li>(PF) intégré au code de l'environnement de la Polynésie française en 2017, le rāhui, pratique ancestrale d'interdit temporaire d'exploiter des ressources d'un espace terrestre et/ou marin, engage la responsabilité individuelle et collective.</li> </ul> | <p>[EDD] Étudier la Charte de l'environnement en considérant son appartenance au bloc de constitutionnalité. En lien avec ses articles 2 et 3, étudier des exemples de mise en œuvre de la démarche « responsabilité sociétale des entreprises » à partir d'un ou plusieurs exemples de grands groupes (portée et limites).</p> <p>Se saisir d'une des nombreuses questions d'actualité sur le sujet, à différentes échelles, des conférences internationales aux enjeux de consommation. On peut inciter les élèves à agir à leur échelle (écodélégués, CVL, etc.).</p> <p>(PF) À partir d'exemples précis de rāhui, faire comprendre le principe de gestion collective et traditionnelle de l'environnement et des ressources en Polynésie française.</p> |

**La délibération dans les institutions ((PF) polynésiennes |, nationales, européennes, internationales) : l'exemple des questions environnementales**

| Notions abordées                                                 | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Démocratie représentative (vue en 6 <sup>e</sup> )<br>Légitimité | <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans une démocratie représentative, la délibération a vocation à fonder la légitimité de la décision prise ;</li> <li>cette délibération pour prendre des décisions se retrouve aux échelles européenne et internationale ;</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                              | Étudier la portée et les limites des conférences internationales sur le climat (COP).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Démocratie participative                                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>de nouveaux espaces de délibération ont diversifié les modalités de consultation des citoyennes et des citoyens, ainsi que leur association à la prise de décision, afin d'élargir leur participation à la démocratie ;</li> <li>dans les lycées, la démocratie scolaire permet aux élèves de participer au processus de décision ;</li> <li>avec le numérique et les réseaux sociaux, les discours individuels et privés concurrencent fortement ceux des experts ou des scientifiques.</li> </ul> | <p>Recenser les différents espaces délibératifs et participatifs à l'échelle locale (conseils de quartier, budgets participatifs). Éventuellement y contribuer dans le cadre d'un projet de classe ou d'établissement sur le modèle de la convention pour le climat.</p> <p>Rendre compte de ce que peut être un débat sur les médias sociaux. Poser la question des critères pour la fiabilité d'une source à partir des méthodes du travail journalistique.</p> |

**Cohésion et diversité dans une société démocratique****Attendus et objectifs**

La formation menant au CAP aborde la question de la cohésion des sociétés démocratiques, dans lesquelles la diversité des individus, leurs conceptions du monde et leurs cultures peuvent s'exprimer librement. La réflexion conduite met en regard les valeurs et les principes de la République française et, plus largement, l'idéal démocratique, avec les différences et la complexité de la réalité sociale. La question de l'engagement politique des individus pour servir la communauté est également soulevée. Comment ces valeurs et ces principes peuvent-ils être source de cohésion sociale ? Sous quelle forme de cohésion se traduisent-ils concrètement ? Comment forme-t-on une nation démocratique et comment la France se définit-elle comme une communauté nationale ? Par-delà la prise en compte des diversités, ces questions interrogent la nature et la dynamique du lien social en tant que tel.

**Les valeurs et les principes de la République à l'épreuve de la cohésion sociale**

| Notions abordées                                   | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Solidarité et fraternité (vues en 5 <sup>e</sup> ) | <ul style="list-style-type: none"> <li>En mettant en avant les principes de liberté, d'égalité et de fraternité, la devise de la République française indique que la Nation est porteuse d'un projet social. Celui-ci implique à la fois de lutter contre toutes les formes d'inégalité et de tisser des liens étroits de solidarité entre les citoyens ;</li> </ul> | <p>Étudier la notion de solidarité appliquée à différentes échelles, en abordant à la fois ses conditions formelles (rôle de l'impôt, logique d'assurance autant que d'assistance, contributions obligatoires ou dons volontaires) et ses modalités concrètes de mise en œuvre (redistribution, secours). Le financement de l'École publique par l'État et les collectivités territoriales ainsi que celui des fonds sociaux à destination des élèves pourront servir d'exemples concrets à l'étude.</p> <p>(PF) Aborder la notion de solidarité en Polynésie française à partir du dispositif PPN (produits de première nécessité) et PGC (produits de grande consommation) mis en place par la loi du pays n°2022-44 du 19 décembre 2022  .</p> <p>Après avoir dressé un état des lieux de la pauvreté en France (PF) et en Polynésie française  , s'appuyer sur une ou deux actions clefs de l'État français (PF) et de la collectivité   (notamment menées par l'Agence nationale de cohésion des</p> |

|                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Égalité femmes-hommes (vue en 5 <sup>e</sup> )                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>l'égalité entre les femmes et les hommes illustre la manière dont un principe, objet de mobilisations et de politiques volontaristes, transforme progressivement la société, tout en se heurtant à diverses formes de résistance ;</li> </ul> | territoires) pour lutter contre les inégalités territoriales et favoriser la mixité sociale.<br><br>Mettre en regard l'évolution législative, les textes (PF) <b>polynésiens</b> ], nationaux et internationaux et les données relatives à la place des femmes dans la vie quotidienne, l'univers professionnel, la vie politique, pour ouvrir un champ à la réflexion des élèves. Étudier particulièrement la question de la représentation genrée des formations et des professions et les actions mises en œuvre pour la dépasser. |
| Discriminations et société inclusive (vues en 5 <sup>e</sup> )       | <ul style="list-style-type: none"> <li>la lutte contre les discriminations se nourrit du principe d'égalité et de celui de fraternité. La conception d'une société inclusive tournée vers les personnes en situation de handicap y ajoute un impératif de solidarité ;</li> </ul>    | Examiner la question des moyens mis en œuvre par l'État pour lutter contre les discriminations, notamment celles liées au handicap en milieu scolaire et dans le monde du travail (rôle du Défenseur des droits) ; étudier l'action d'une association luttant contre les discriminations (un exemple).                                                                                                                                                                                                                                |
| Racisme, antisémitisme, antisiganisme, xénophobie et haine anti-LGBT | <ul style="list-style-type: none"> <li>le racisme, l'antisémitisme, l'antisiganisme, la xénophobie et la haine anti-LGBT sont punis par la loi.</li> </ul>                                                                                                                           | S'appuyer sur les travaux de la Commission nationale consultative des droits de l'homme pour dresser un état des lieux de la question en France. Montrer l'action de la puissance publique, notamment au travers des lois (loi Gayssot, 1990). Ces démarches peuvent s'appuyer sur des temps forts (journée internationale des femmes, journée internationale des personnes handicapées), ou la participation à des concours (prix Ilan Halimi, Nous autres).                                                                         |

#### La République et la Nation

| Notions abordées                                    | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Indivisibilité de la République<br>Décentralisation | <ul style="list-style-type: none"> <li>Disposant que la République est « indivisible » et que « son organisation est décentralisée », la Constitution de la V<sup>e</sup> République assure un équilibre entre l'unité de la Nation et la diversité de ses territoires ;</li> <li>(PF) le statut d'autonomie interne de la Polynésie française, inscrit dans la Constitution, renforcé par la loi organique de 2004, confie une compétence de droit commun à la Polynésie française, l'État conservant une compétence d'attribution] ;</li> </ul> | Étudier le statut et l'organisation des collectivités territoriales ; la décentralisation et le transfert de certaines compétences préalablement étatiques ; le statut des territoires ultramarins. On pourra notamment prendre des exemples en lien avec l'éducation, la santé et le travail.<br><br>(PF) À partir d'exemples, étudier le statut de la Polynésie française, qui en fait une collectivité territoriale particulière disposant d'une grande autonomie au sein de la République].                                                                                                                                                                 |
| Nationalité et citoyenneté (vues en CM2)            | <ul style="list-style-type: none"> <li>la communauté nationale est une communauté ouverte marquée par la possibilité d'acquérir la nationalité française comme par l'existence d'une citoyenneté européenne ;</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Examiner les diverses procédures par lesquelles s'acquiert la nationalité française ; mettre en lumière des personnalités d'origine étrangère ayant joué un rôle significatif dans l'histoire nationale (s'appuyer sur le recueil <i>Portraits de France</i> ) ; présentation des droits afférents à la citoyenneté européenne.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Défense et sécurité (vues en 4 <sup>e</sup> )       | <ul style="list-style-type: none"> <li>la communauté nationale se matérialise aussi par l'existence d'une défense nationale. Celle-ci est confrontée aux enjeux d'un monde à la fois de plus en plus interdépendant et soumis à des tensions économiques, politiques et culturelles constantes. Différents dispositifs permettent à la jeunesse de s'engager au service de la défense et de la sécurité nationales.</li> </ul>                                                                                                                    | Comprendre ce que recouvre la notion de « sécurité nationale » introduite par le <i>Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale</i> (2008), tout en présentant les perspectives d'une défense européenne.<br><br>Outre le service national universel, dont un des objectifs est de renforcer l'engagement des jeunes et la cohésion nationale, on évoquera les dispositifs en lien avec la formation professionnelle : service militaire volontaire, cadets la République, classes de défense et de sécurité globale, classes et lycées engagés (éducation à la défense) (PF) et en Polynésie française le Régiment du Service militaire adapté (RSMA). |

#### L'engagement politique des citoyennes et citoyens au service de la société

| Notions abordées                            | Contenus d'enseignement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Démarches et situations d'apprentissage possibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|---------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Citoyenneté active (vue en 3 <sup>e</sup> ) | <ul style="list-style-type: none"> <li>Sauf mesure judiciaire particulière, tous les citoyens et citoyennes de la République sont éligibles à des fonctions représentatives (par exemple maire, (PF) représentant à l'assemblée de la Polynésie française], député, sénateur) et ils ont donc accès à l'exercice de responsabilités sociales et politiques variées. Si le personnel politique est ainsi à la fois ouvert et renouvelable, c'est que tout citoyen a, en vertu de la loi, le statut de gouvernant potentiel.</li> </ul> | Examiner les voies d'accès aux responsabilités politiques : associations, partis. Le rôle des campagnes électorales. Prendre un exemple de « professionnalisation » politique d'une personnalité. Présenter les différentes possibilités d'engagement des jeunes (institutions, associations, partis politiques, syndicats, etc.). Confronter l'idéal de démocratie et la réalité du renouvellement des responsables politiques (parité femmes-hommes, représentation des différentes catégories socio-professionnelles, place des minorités). |



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 9/27, Page 1/6

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

#### **Arrêté n° 1829 CM du 26 septembre 2025 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tike Tike, pour financer l'organisation de l'événement intitulé Makeva Festival, au titre de l'année 2025**

NOR : SCP25202438AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes (erratum publié au JOPF n° 89 NC du 7 novembre 2017 à la page 16424) ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement en date du 27 juin 2025 formulée par le président de l'association Tike Tike, pour l'exercice 2025 ;

Vu la lettre n° 6008 PR du 29 août 2025 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 1er septembre 2025 ;

Vu l'avis n° 399-2025 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 8 septembre 2025 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 septembre 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 3 500 000 F CFP (trois-millions-cinq-cent-mille francs CFP) en faveur de l'association Tike Tike, pour financer l'organisation de l'événement intitulé Makeva Festival, au titre de l'année 2025.

#### **Art. 2**

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96801, article 6574, centre de travail 7502-F.

### **Art. 3**

La subvention sera versée sur le compte de l'association Tike Tike selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 50 %, soit 1 750 000 F CFP (un-million-sept-cent-cinquante-mille francs CFP), à compter de la notification du présent arrêté ;
- le solde de 50 %, soit 1 750 000 F CFP (un-million-sept-cent-cinquante-mille francs CFP) sur présentation des pièces justificatives attestant de l'utilisation du premier versement et d'un état récapitulatif des dépenses correspondantes.

### **Art. 4**

L'association Tike Tike s'engage à produire auprès de la direction de la culture et du patrimoine les pièces justificatives du premier versement et du solde de la subvention ainsi qu'un état récapitulatif des dépenses correspondantes attestant de son utilisation dans le cadre du projet présenté, au plus tard le 31 mars 2026.

### **Art. 5**

À défaut de présentation de justificatifs dans les délais impartis ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non conforme à l'objet de la subvention, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

### **Art. 6**

Conformément à l'article LP. 15 de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 susvisée, une convention définit les obligations de l'association Tike Tike et les objectifs à atteindre au moyen du financement obtenu.

### **Art. 7**

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Tike Tike et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2025.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,*  
Warren DEXTER

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*  
Ronny TERIIPAIA

**Annexe****CONVENTION N° / MEE du**  
(SCP25202438AC-3)

définissant les obligations de l'association Tike Tike et les objectifs à atteindre au moyen de la subvention accordée par la Polynésie française pour l'organisation de l'évènement intitulé "Makeva Festival", au titre de l'année 2025

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
- Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes (erratum publié au JOPF n° 89 NC du 7 novembre 2017 à la page 16424) ;
- Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;
- Vu la demande de subvention de fonctionnement en date du 27 juin 2025, formulée par l'association Tike Tike pour l'exercice 2025 ;
- Vu l'arrêté n° /CM du approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tike Tike, pour financer l'organisation de l'évènement intitulé "Makeva Festival", au titre de l'année 2025,

**ENTRE :**

La Polynésie française, pour le compte de la Direction de la culture et du patrimoine - Te Papa Hiro'a 'e Faufa'a tumu, représentée par le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture Monsieur Ronny TERIIPAIA, ci-après désignée, la Polynésie française,

**d'une part,****ET :**

L'association Tike Tike, déclarée le 25 mai 2025, n° TAHITI G34367, représentée par son président, Monsieur Michel TOROMONA, ci-après désignée, l'association,

**d'autre part,**

## **IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT**

### **Article 1er. - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les obligations de l'association Tike Tike et les objectifs à atteindre au moyen de la subvention de fonctionnement accordée par la Polynésie française, pour financer l'organisation de l'évènement intitulé "Makeva Festival", au titre de l'année 2025.

Dans la limite des crédits disponibles et dans les conditions définies par la présente convention, la Polynésie française consent à l'association Tike Tike, qui l'accepte sans réserve ni restriction, l'octroi d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 3 500 000 F CFP (trois-millions-cinq-cent-mille francs CFP).

### **Article 2. - Obligations du bénéficiaire de la subvention**

L'association Tike Tike est tenue d'affecter la subvention octroyée à la couverture intégrale ou partielle des frais de son et lumière liés à l'organisation de l'évènement intitulé "Makeva Festival", au titre de l'année 2025, telle que définie dans sa lettre de demande de subvention en date du 27 juin 2025.

L'association Tike Tike s'engage à fournir à la direction de la culture et du patrimoine au plus tard le 31 mars 2026 :

- un bilan financier de l'année 2025 ;
- un bilan financier de l'action réalisée ;
- un bilan qualitatif de celle-ci.

### **Article 3. - Objectifs à atteindre**

L'association Tike Tike s'engage à œuvrer dans le respect de ses obligations statutaires pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés, dans le cadre de l'organisation de l'évènement intitulé "Makeva Festival", au titre de l'année 2025.

### **Article 4. - Mention de reconnaissance**

La Polynésie française contribuant financièrement à l'organisation de l'évènement intitulé "Makeva Festival", au titre de l'année 2025, l'association Tike Tike s'engage à mentionner au public et aux médias la contribution du ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture.

### **Article 5. - Modalités de paiement**

Le paiement est effectué sur le compte bancaire de l'association.

Le paiement a lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

### **Article 6. - Imputation budgétaire**

La dépense est imputable au budget de fonctionnement :

- Budget de la Polynésie française : 100
- Exercice : 2025

- Programme : 96801

- Article: 6574

#### **Article 7. - Modalités de versement de la subvention**

Le versement de la subvention s'effectuera sur le compte de l'association Tike Tike selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 50 %, soit 1 750 000 F CFP (un-million-sept-cent-cinquante-mille francs CFP), à compter de la notification de l'arrêté d'octroi ;

- le solde de 50 %, soit 1 750 000 F CFP (un-million-sept-cent-cinquante-mille francs CFP), sur présentation des pièces justificatives attestant de l'utilisation du premier versement et d'un état récapitulatif des dépenses correspondantes.

L'association Tike Tike s'engage à produire auprès de la Direction de la culture et du patrimoine les pièces justificatives du premier versement et du solde de la subvention ainsi qu'un état récapitulatif des dépenses correspondantes attestant de son utilisation dans le cadre du projet présenté, au plus tard le 31 mars 2026.

#### **Article 8. - Clause pénale**

À défaut de présentation des justificatifs dans les délais impartis ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non-conforme à l'objet de la subvention, il sera établi à l'encontre de l'association Tike Tike, un ordre de recette pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

#### **Article 9. - Litiges**

En cas de litige portant sur l'interprétation de l'application de la présente convention et après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc.), les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Papeete.

**Article 10. - Nombre d'exemplaires et enregistrement**

La présente convention est établie en trois (3) exemplaires originaux et est exempte de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Fait à Papeete, le

Fait à , le

Fait à , le

Le président de l'association  
Tike Tike <sup>1</sup>

Pour la Polynésie française  
le ministre de l'éducation,  
de l'enseignement supérieur et de la culture,

**Michel TOROMONA**

**Ronny TERIIPAIA**

<sup>1</sup> Mention manuscrite « lu et approuvé » avant la signature



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 10/27, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

#### **Arrêté n° 1833 CM du 26 septembre 2025 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du collège de Taravao pour financer le remplacement du lave-vaisselle du restaurant scolaire**

*NOR : DEE25202011AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention d'investissement du collège de Taravao pour l'exercice 2025 en date du 27 février 2025 ;

Vu la lettre n° 5806 PR du 21 août 2025 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 22 août 2025 ;

Vu l'avis n° 382-2025 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 1er septembre 2025 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 septembre 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement de 4 432 821 F CFP (quatre-millions-quatre-cent-trente-deux-mille-huit-cent-vingt-et-un francs CFP) en faveur du collège de Taravao pour financer le remplacement du lave-vaisselle du restaurant scolaire.

## **Art. 2**

Le montant de la subvention s'élèvera à 100 % du coût de l'opération estimé à 4 432 821 F CFP (quatre-millions-quatre-cent-trente-deux-mille-huit-cent-vingt-et-un francs CFP) toutes taxes comprises mais ne pourra pas excéder le montant plafond de 4 432 821 F CFP (quatre-millions-quatre-cent-trente-deux-mille-huit-cent-vingt-et-un francs CFP) toutes taxes comprises.

## **Art. 3**

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 909, AP 130.2025, AE 8.2025, centre de travail 813, article 204.

## **Art. 4**

Le versement de la subvention d'investissement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit 2 216 410 F CFP (deux-millions-deux-cent-seize-mille-quatre-cent-dix francs CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- une 2e fraction de 40 %, soit 1 773 128 F CFP (un-million-sept-cent-soixante-treize-mille-cent-vingt-huit francs CFP), sur présentation du certificat de constatation du commencement de l'exécution de l'opération ;
- le solde, soit 443 283 F CFP (quatre-cent-quarante-trois-mille-deux-cent-quatre-vingt-trois francs CFP), sera versé sur production, dans un délai de 12 mois à compter du dernier versement de la subvention, des pièces justificatives des dépenses de la totalité de l'opération.

## **Art. 5**

À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

## **Art. 6**

Si, à l'expiration du délai d'un an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, l'autorité qui a attribué la subvention constate la caducité de sa décision.

## **Art. 7**

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Taravao et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2025.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,*

Warren DEXTER

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*

Ronny TERIIPAIA



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 11/27, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

**Arrêté n° 1834 CM du 26 septembre 2025 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA en faveur de la SARL Stories & Co Productions pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *Rahui, la promesse Polynésienne***

NOR : ADN25201919AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1016 CM du 11 juin 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la demande d'aide financière présentée par la SARL Stories & Co Productions en date du 28 février 2025 ;

Vu le compte rendu de la commission consultative du SCCA en date du 28 mars 2025 ;

Vu la lettre n° 5138 PR du 25 juillet 2025 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 25 juillet 2025 ;

Vu l'avis n° 360-2025 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 4 août 2025 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 septembre 2025,

Arrête :

#### Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 5 000 000 F CFP (cinq-millions francs CFP) en faveur de la SARL Stories & Co Productions pour financer la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *Rahui, la promesse Polynésienne*.

**Art. 2**

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

**Art. 3**

L'aide financière sera versée sur le compte de la SARL Stories & Co Productions selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 2 500 000 F CFP (deux-millions-cinq-cent-mille francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de 2 500 000 F CFP (deux-millions-cinq-cent-mille francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise de l'œuvre audiovisuelle sous la forme d'une copie numérique du master de l'œuvre, d'une attestation de remise du PAD au primo-diffuseur, du budget et du plan de financement définitifs, un état récapitulatif des dépenses et la justification de l'intégralité des dépenses locales, validée par un expert-comptable. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 31 juillet 2026, auprès de la Direction générale de l'économie numérique - DGEN.

**Art. 4**

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention : « *Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française* » dans tous ses supports de communication et de promotion, et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre.

**Art. 5**

Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre, à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales.

**Art. 6**

Le bénéficiaire de l'aide doit sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage de l'œuvre pour que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales.

**Art. 7**

À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

**Art. 8**

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Stories & Co Productions et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2025.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,*

Warren DEXTER



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 12/27, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

**Arrêté n° 1835 CM du 26 septembre 2025 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA en faveur de la SARL Stories & Co Productions pour la production audiovisuelle d'un documentaire en série, intitulé *Racines, les grandes familles Polynésienne***

NOR : ADN25201922AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1016 CM du 11 juin 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la demande d'aide financière présentée par la SARL Stories & Co Productions en date du 28 février 2025 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du SCCA en date du 28 mars 2025 ;

Vu la lettre n° 5138 PR du 25 juillet 2025 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 25 juillet 2025 ;

Vu l'avis n° 360-2025 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 4 août 2025 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 septembre 2025,

Arrête :

#### Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 6 000 000 F CFP (six-millions de francs CFP) en faveur de la SARL Stories & Co Productions pour financer la production audiovisuelle d'un documentaire en série, intitulé *Racines, les grandes familles Polynésienne*.

**Art. 2**

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

**Art. 3**

L'aide financière sera versée sur le compte de la SARL Stories & Co Productions selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 3 000 000 F CFP (trois-millions de francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de 3 000 000 F CFP (trois-millions de francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise de l'œuvre audiovisuelle sous la forme d'une copie numérique du master de l'œuvre, d'une attestation de remise du PAD au primo-diffuseur, du budget et du plan de financement définitifs, un état récapitulatif des dépenses et la justification de l'intégralité des dépenses locales, validée par un expert-comptable. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 31 juillet 2026, auprès de la Direction générale de l'économie numérique - DGEN.

**Art. 4**

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention : « *Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française* » dans tous ses supports de communication et de promotion, et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre.

**Art. 5**

Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales.

**Art. 6**

Le bénéficiaire de l'aide doit sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage de l'œuvre pour que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales.

**Art. 7**

À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

**Art. 8**

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Stories & Co Productions et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2025.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,*

Warren DEXTER



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 13/27, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

#### **Arrêté n° 1836 CM du 26 septembre 2025 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA en faveur de la SARL Bleu Lagon Productions pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *les 25 ans de TNTV***

NOR : ADN25201931AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1016 CM du 11 juin 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la demande d'aide financière présentée par la SARL Bleu Lagon Productions en date du 28 février 2025 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du SCCA en date du 28 mars 2025 ;

Vu la lettre n° 5138 PR du 25 juillet 2025 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 25 juillet 2025 ;

Vu l'avis n° 360-2025 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 4 août 2025 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 septembre 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 4 000 000 F CFP (quatre-millions de francs CFP) en faveur de la SARL Bleu Lagon Productions pour financer la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *les 25 ans de TNTV*.

#### **Art. 2**

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

### Art. 3

L'aide financière sera versée sur le compte de la SARL Bleu Lagon Productions selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 2 000 000 F CFP (deux-millions de francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de 2 000 000 F CFP (deux-millions de francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise de l'œuvre audiovisuelle sous la forme d'une copie numérique du master de l'œuvre, d'une attestation de remise du PAD au primo-diffuseur, du budget et du plan de financement définitifs, un état récapitulatif des dépenses et la justification de l'intégralité des dépenses locales, validée par un expert-comptable. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 30 juillet 2026, auprès de la Direction générale de l'économie numérique - DGEN.

### Art. 4

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention : « *Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française* » dans tous ses supports de communication et de promotion, et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre.

### Art. 5

Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales.

### Art. 6

Le bénéficiaire de l'aide doit sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage de l'œuvre pour que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales.

### Art. 7

À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

### Art. 8

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Bleu Lagon Productions et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2025.  
Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,*  
Warren DEXTER



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 14/27, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

#### **Arrêté n° 1837 CM du 26 septembre 2025 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA en faveur de la KMH Media Production pour la production audiovisuelle magazine en série, intitulé *Waaaaves 2025***

NOR : ADN25201933AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1016 CM du 11 juin 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la demande d'aide financière présentée par la KMH Media Production en date du 28 février 2025 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du SCCA en date du 28 mars 2025 ;

Vu la lettre n° 5138 PR du 25 juillet 2025 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 25 juillet 2025 ;

Vu l'avis n° 360-2025 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 4 août 2025 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 septembre 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 2 500 000 F CFP (deux-millions-cinq-cent-mille francs CFP) en faveur de la KMH Media Production pour financer la production audiovisuelle magazine en série, intitulé *Waaaaves 2025*.

#### **Art. 2**

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

### Art. 3

L'aide financière sera versée sur le compte de la KMH Media Production selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 1 250 000 F CFP (un-million-deux-cent-cinquante-mille francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de 1 250 000 F CFP (un-million-deux-cent-cinquante-mille francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise de l'œuvre audiovisuelle sous la forme d'une copie numérique du master de l'œuvre, d'une attestation de remise du PAD au primo-diffuseur, du budget et du plan de financement définitifs, un état récapitulatif des dépenses et la justification de l'intégralité des dépenses locales, validée par un expert-comptable. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 30 juillet 2026, auprès de la Direction générale de l'économie numérique - DGEN.

### Art. 4

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention : « *Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française* » dans tous ses supports de communication et de promotion, et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre.

### Art. 5

Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales.

### Art. 6

Le bénéficiaire de l'aide doit sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage de l'œuvre pour que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales.

### Art. 7

À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

### Art. 8

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la KMH Media Production et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2025.  
Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,*  
Warren DEXTER



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 15/27, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

**Arrêté n° 1838 CM du 26 septembre 2025 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA en faveur de la Pacific TV Productions pour la production audiovisuelle d'un documentaire en série, intitulé *Les soigneurs du bleu du monde***

NOR : ADN25201935AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1016 CM du 11 juin 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la demande d'aide financière présentée par la Pacific TV Productions en date du 28 février 2025 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du SCCA en date du 28 mars 2025 ;

Vu la lettre n° 5138 PR du 25 juillet 2025 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 25 juillet 2025 ;

Vu l'avis n° 360-2025 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 4 août 2025 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 septembre 2025,

Arrête :

#### Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide financière de six-millions de francs CFP (6 000 000 F CFP) en faveur de la Pacific TV Productions pour financer la production audiovisuelle d'un documentaire en série, intitulé *Les soigneurs du bleu du monde*.

#### Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

### Art. 3

L'aide financière sera versée sur le compte de la Pacific TV Productions selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 3 000 000 F CFP (trois-millions de francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de 3 000 000 F CFP (trois-millions de francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise de l'œuvre audiovisuelle sous la forme d'une copie numérique du master de l'œuvre, d'une attestation de remise du PAD au primo-diffuseur, du budget et du plan de financement définitifs, un état récapitulatif des dépenses et la justification de l'intégralité des dépenses locales, validée par un expert-comptable. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 30 juillet 2026, auprès de la Direction générale de l'économie numérique - DGEN.

### Art. 4

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention : « *Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française* » dans tous ses supports de communication et de promotion, et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre.

### Art. 5

Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre, à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales.

### Art. 6

Le bénéficiaire de l'aide doit sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage de l'œuvre pour que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales.

### Art. 7

À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

### Art. 8

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Pacific TV Productions et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2025.  
Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,*  
Warren DEXTER



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 16/27, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

#### **Arrêté n° 1839 CM du 26 septembre 2025 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA en faveur de la SARL Archipel Productions pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *La France Monde***

NOR : ADN25201940AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1016 CM du 11 juin 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la demande d'aide financière présentée par la SARL Archipel Productions en date du 28 février 2025 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du SCCA en date du 28 mars 2025 ;

Vu la lettre n° 5138 PR du 25 juillet 2025 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 25 juillet 2025 ;

Vu l'avis n° 360-2025 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 4 août 2025 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 septembre 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 2 000 000 F CFP (deux-millions de francs CFP) en faveur de la SARL Archipel Productions pour financer la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *La France Monde*.

#### **Art. 2**

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

### Art. 3

L'aide financière sera versée sur le compte de la SARL Archipel Productions selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 1 000 000 F CFP (un-million de francs CFP ), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de 1 000 000 F CFP (un-million de francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise de l'œuvre audiovisuelle sous la forme d'une copie numérique du master de l'œuvre, d'une attestation de remise du PAD au primo-diffuseur, du budget et du plan de financement définitifs, un état récapitulatif des dépenses et la justification de l'intégralité des dépenses locales, validée par un expert-comptable. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 30 juillet 2026, auprès de la Direction générale de l'économie numérique - DGEN.

### Art. 4

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention : « *Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française* » dans tous ses supports de communication et de promotion, et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre.

### Art. 5

Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales.

### Art. 6

Le bénéficiaire de l'aide doit sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage de l'œuvre pour que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales.

### Art. 7

À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

### Art. 8

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Archipel Productions et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2025.  
Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,*  
Warren DEXTER



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 17/27, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

#### **Arrêté n° 1840 CM du 26 septembre 2025 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'association Amazones Pacifique dans le cadre du dispositif d'Aide à la création numérique (ACN)**

NOR : ADN25202476AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2022-32 du 23 août 2022 portant création d'un dispositif d'Aide à la création numérique (ACN) ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1886 CM du 9 septembre 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-32 du 23 août 2022 portant création d'un dispositif d'Aide à la création numérique (ACN), en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide de l'association Amazones Pacifique, réceptionnée le 22 janvier 2025 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 septembre 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 350 000 F CFP (trois-cent-cinquante-mille francs CFP) en faveur de l'association Amazones Pacifique, pour concevoir son site internet.

#### **Art. 2**

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 974, programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

#### **Art. 3**

Le montant de l'aide financière sera versé sur le compte de l'association Amazones Pacifique selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 175 000 F CFP (cent-soixante-quinze-mille francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;

- le solde de 175 000 F CFP (cent-soixante-quinze-mille francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise des documents justifiant de la dépense.

#### **Art. 4**

L'association Amazones Pacifique s'engage à produire dans un délai, doit, dans les douze (12) mois qui suivent la date de parution de l'arrêté d'octroi au *Journal officiel* de la Polynésie française, produire un état récapitulatif des dépenses effectuées, les justificatifs comptables couvrant l'intégralité des dépenses locales telles que présentées dans le cadre du projet et les justificatifs techniques de l'existence du site internet et/ou de l'application, auprès du service instructeur, dans le cadre du projet présenté.

#### **Art. 5**

À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

#### **Art. 6**

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Amazones Pacifique et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2025.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,*  
Warren DEXTER



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 18/27, Page 1/3

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

**Arrêté n° 1841 CM du 26 septembre 2025 approuvant l'attribution de quotas de gazole détaxé en faveur du GIE Maire Ouest dans le cadre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Raiatea pour les bimestres mai/juin 2025 et juillet/août 2025 pour l'année scolaire 2024/2025**

NOR : DTT25202729AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports terrestres et maritimes et de la décentralisation,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial « fonds de régulation des prix des hydrocarbures » ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 104 CM du 1er février 2021 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions du 2° du I de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 564 CM du 25 avril 2025, n° 731 CM du 28 mai 2025, n° 882 CM du 25 juin 2025 et n° 1319 CM du 24 juillet 2025 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 1449 MEE du 7 mars 2016 relative au transport par voie terrestre des élèves domiciliés dans les communes de Uturoa, Taputapuataea (Est), Tumaraa (Ouest) et scolarisés dans les établissements scolaires des premier et second degré de Raiatea ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé du GIE Maire Ouest en date du 30 septembre 2024 réceptionnée à la même date par la direction générale de l'éducation et des enseignements ;

Vu le plan de transport scolaire, notifié au bénéficiaire par lettre n° 45242 MEE/DGEE/DV3E/BTSSA du 7 octobre 2024 réceptionnée le 15 octobre 2024 par la direction des transports terrestres ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 septembre 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'attribution de quotas de gazole détaxé en faveur du GIE Maire Ouest au titre des bimestres mai/juin 2025 et juillet/août 2025 pour l'année scolaire 2024/2025, pour le transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Raiatea. Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de 4 047 litres (quatre-mille-quarante-sept litres) et représente un montant total de détaxe de 182 115 F CFP (cent-quatre-vingt-deux mille-cent-quinze francs CFP).

Année scolaire 2024/2025

| Bimestres                                   | Nombre de km parcourus | Quota en litres (arrondi) | Montant total de la détaxe (en F CFP) |
|---------------------------------------------|------------------------|---------------------------|---------------------------------------|
| Mai/juin 2025                               | 24 106                 | 3 617                     | 162 765                               |
| Juillet/août 2025 (fin de l'année scolaire) | 2 868                  | 430                       | 19 350                                |
| Total                                       | 26 974                 | 4 047                     | 182 115                               |

Avec :

|                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| $Km = KmV1 + KmV2 + \text{etc.}$ | Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de deux (2) mois.                                                                                                                                                                                                           |
| KmV1                             | Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de deux (2) mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler. |
| $Q = QV1 + QV2 + \text{etc.}$    | Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de deux (2) mois.                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| $QV1 = KmV1 \times n$            | Quota en litres de gazole détaxé par le véhicule sur la période de deux (2) mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.                                                                                                                                                                                                  |
| $n = 15/100$                     | Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluée à partir d'enquêtes embarquées.                                                                                                                                                                                                                                           |
| $MD = MDV1 + MDV2 + \text{etc.}$ | Montant bimestriel de la détaxe.                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| $MDV1 = QV1 \times x$            | Montant bimestriel de la détaxe par véhicule.                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| $x = 45 \text{ F CFP}$           | Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de deux (2) mois.                                                                                                                                                                                                                                                                 |

Art. 2

Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixée à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3

Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4

À défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi à l'encontre du GIE Maire Ouest pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports terrestres et maritimes et de la décentralisation, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au GIE Maire Ouest et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2025.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Pour le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports terrestres et maritimes et de la décentralisation, absent, la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,*

Vannina CROLAS



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 19/27, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

**Arrêté n° 1846 CM du 26 septembre 2025 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA en faveur de la SARL Dance in Paradise pour la production audiovisuelle des programmes courts de fiction en série, intitulés *Tao et Tiaporo saison 5***

NOR : ADN25201908AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1016 CM du 11 juin 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la demande d'aide financière présentée par la SARL Dance in Paradise en date du 28 février 2025 ;

Vu le compte rendu de la commission consultative du SCCA en date du 28 mars 2025 ;

Vu la lettre n° 5138 PR du 25 juillet 2025 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 25 juillet 2025 ;

Vu l'avis n° 360-2025 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 4 août 2025 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 septembre 2025,

Arrête :

#### Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 5 000 000 F CFP (cinq-millions de francs CFP) en faveur de la SARL Dance in Paradise pour financer la production audiovisuelle des programmes courts de fiction en série, intitulé *Tao et Tiaporo saison 5*.

**Art. 2**

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

**Art. 3**

L'aide financière sera versée sur le compte de la SARL Dance in Paradise selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 2 500 000 F CFP (deux-millions-cinq-cent-mille francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de 2 500 000 F CFP (deux-millions-cinq-cent-mille francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise de l'œuvre audiovisuelle sous la forme d'une copie numérique du master de l'œuvre, d'une attestation de remise du PAD au primo-diffuseur, du budget et du plan de financement définitifs, un état récapitulatif des dépenses et la justification de l'intégralité des dépenses locales, validée par un expert-comptable. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 30 juillet 2026, auprès de la Direction générale de l'économie numérique - DGEN.

**Art. 4**

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention : « *Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française* » dans tous ses supports de communication et de promotion, et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre.

**Art. 5**

Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après la première diffusion de l'œuvre, à utiliser une bande-annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales.

**Art. 6**

Le bénéficiaire de l'aide doit sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage de l'œuvre pour que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales.

**Art. 7**

À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

**Art. 8**

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Dance in Paradise et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2025.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,*

Warren DEXTER



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 20/27, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

**Arrêté n° 1848 CM du 26 septembre 2025 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA en faveur de l'EURL Les Films du Pacifique Tahiti pour la production audiovisuelle d'un documentaire en série, intitulé *Bleu Océan Saison 6 (épisodes 29 à 43)***

NOR : ADN25201847AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1016 CM du 11 juin 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la demande d'aide financière présentée par l'EURL Les Films du Pacifique Tahiti en date du 28 février 2025 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du SCCA en date du 28 mars 2025 ;

Vu la lettre n° 5138 PR du 25 juillet 2025 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 25 juillet 2025 ;

Vu l'avis n° 360-2025 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 4 août 2025 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 septembre 2025,

Arrête :

#### Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 4 500 000 F CFP (quatre-millions-cinq-cent-mille francs CFP) en faveur de l'EURL Les Films du Pacifique Tahiti pour financer la production audiovisuelle d'un documentaire en série, intitulé *Bleu Océan Saison 6 (épisodes 29 à 43)*.

**Art. 2**

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

**Art. 3**

L'aide financière sera versée sur le compte de l'EURL Les Films du Pacifique Tahiti selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 2 250 000 F CFP (deux-millions-deux-cent-cinquante-mille francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de 2 250 000 F CFP (deux-millions-deux-cent-cinquante-mille francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise de l'œuvre audiovisuelle sous la forme d'une copie numérique du master de l'œuvre, d'une attestation de remise du PAD au primo-diffuseur, du budget et du plan de financement définitifs, un état récapitulatif des dépenses et la justification de l'intégralité des dépenses locales, validée par un expert-comptable. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 31 juillet 2026, auprès de la direction générale de l'économie numérique - DGEN.

**Art. 4**

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention : « *Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française* » dans tous ses supports de communication et de promotion, et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre.

**Art. 5**

Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales.

**Art. 6**

Le bénéficiaire de l'aide doit sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage de l'œuvre pour que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales.

**Art. 7**

À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

**Art. 8**

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'EURL Les Films du Pacifique Tahiti et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2025.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,*

Warren DEXTER



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 21/27, Page 1/14

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Présidence

**Arrêté n° 2008 PR du 25 septembre 2025 portant création des Comités techniques paritaires (CTP) des services, établissements publics administratifs et autorités administratives indépendantes de la Polynésie française et organisation des élections des représentants du personnel en leur sein**

NOR : DRH25506941AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 818 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-216 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant organisation et fonctionnement des organismes consultatifs dans la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1658 PR du 5 août 2025 portant application de la délibération n° 95-216 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant organisation et fonctionnement des organismes consultatifs dans la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

##### Article 1er

En application de l'article 60 de la délibération n° 95-216 AT du 14 décembre 1995 modifiée susvisée, un comité technique paritaire dit « autonome » est créé dans chaque service, établissement public administratif et autorité administrative indépendante, employant au moins 25 agents. Ce comité est placé auprès de chaque chef de service, directeur d'établissement public administratif ou président de l'autorité administrative indépendante concerné.

Les comités techniques paritaires autonomes sont présidés par le chef de service, directeur d'établissement public administratif ou président de l'autorité administrative indépendante auprès de qui ils sont placés.

##### Art. 2

En application de l'article 61 de la délibération n° 95-216 AT du 14 décembre 1995 modifiée susvisée, un comité technique paritaire dit « central » est créé auprès du ministère d'emploi pour l'ensemble des services, établissements publics administratifs et autorités administratives indépendantes, employant moins de 25 agents.

Les comités techniques paritaires centraux sont présidés, sur proposition du ministère concerné, par un représentant de l'administration désigné par arrêté du Président de la Polynésie française.

##### Art. 3

Le nombre de représentants du personnel titulaires et suppléants à élire, déterminé en application des articles 63 et 64 de la délibération n° 95-216 AT du 14 décembre 1995 modifiée susvisée et sur la base des effectifs recensés au 2 juin 2025, et la liste des comités techniques paritaires figurent à l'annexe 1 du présent arrêté.

#### **Art. 4**

En application de l'article 70 de la délibération n° 95-216 AT du 14 décembre 1995 modifiée susvisée, le jour ainsi que l'heure d'ouverture et de fermeture du scrutin sont fixés au mardi 2 décembre 2025 de 8 h à 15 h.

#### **Art. 5**

Les chefs de service, les directeurs d'établissement public administratif et les présidents de l'autorité administrative indépendante sont chargés de mettre en œuvre les modalités d'organisation et de déroulement des opérations électorales dans les délais fixés à l'annexe 2 du présent arrêté.

#### **Art. 6**

Le présent arrêté et ses annexes font l'objet d'un affichage dans les locaux de chaque entité administrative au plus tard quarante (40) jours avant la date du scrutin, soit le 23 octobre 2025.

#### **Art. 7**

L'arrêté n° 724 PR du 27 septembre 2021 modifié portant création des comités techniques paritaires des services et établissements publics administratifs de la Polynésie française et organisation des élections des représentants du personnel en leur sein est abrogé.

#### **Art. 8**

La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 septembre 2025.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,*

Vannina CROLAS

Annexe 1 - Liste des comités techniques paritaires

| - ANNEXE 1 –<br>LISTE DES COMITES TECHNIQUES PARITAIRES                                      |     |          |                                                                                    |       |            |                       |                                                                                            |                                                                          |                                   |  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-----|----------|------------------------------------------------------------------------------------|-------|------------|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|--|
| ELECTIONS AUX COMITES TECHNIQUES PARITAIRES<br>MANDAT 2026-2030 – Scrutin du 2 décembre 2025 |     |          |                                                                                    |       |            |                       |                                                                                            |                                                                          |                                   |  |
| Ministère<br>de tutelle                                                                      | CTP |          | SA, EPA ou AAI                                                                     |       | Effectifs  |                       | Nombre de sièges                                                                           |                                                                          | Président<br>du bureau<br>de vote |  |
|                                                                                              | N°  | Nature   | Intitulé                                                                           | Sigle | Par entité | Par CTP<br>si central | Représentants du<br>personnel et de<br>l'administration<br><i>titulaires et suppléants</i> | Représentants du<br>personnel à élire<br><i>titulaires et suppléants</i> |                                   |  |
| PR                                                                                           | 1   | Autonome | Service des moyens généraux                                                        | SMG   | 214        | -                     | 20                                                                                         | 10                                                                       | SMG                               |  |
|                                                                                              | 2   | Autonome | Service des parcs et jardins et<br>de la propreté                                  | SPJP  | 60         | -                     | 16                                                                                         | 8                                                                        | SPJP                              |  |
|                                                                                              | 3   | Autonome | Direction du système<br>d'information                                              | DSI   | 91         | -                     | 16                                                                                         | 8                                                                        | DSI                               |  |
|                                                                                              | 4   | Autonome | Secrétariat général du<br>gouvernement                                             | SGG   | 50         | -                     | 12                                                                                         | 6                                                                        | SGG                               |  |
|                                                                                              | 5   | Autonome | Service d'accueil et de<br>sécurité                                                | SAS   | 146        | -                     | 20                                                                                         | 10                                                                       | SAS                               |  |
|                                                                                              | 6   | Autonome | Service du tourisme                                                                | SDT   | 32         | -                     | 12                                                                                         | 6                                                                        | SDT                               |  |
|                                                                                              | 7   | Central  | Délégation polynésienne pour<br>le suivi des conséquences des<br>essais nucléaires | DSCEN | 4          | 73                    | 16                                                                                         | 8                                                                        | SIO                               |  |

|     |    |          |                                                                                |                             |       |    |    |    |          |  |
|-----|----|----------|--------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-------|----|----|----|----------|--|
|     |    |          |                                                                                | Service de la communication | COM   | 9  |    |    |          |  |
|     |    |          |                                                                                |                             | DAIEP | 15 |    |    |          |  |
|     |    |          |                                                                                |                             | DPF   | 13 |    |    |          |  |
|     |    |          |                                                                                |                             | SIO   | 17 |    |    |          |  |
|     |    |          |                                                                                |                             | DGEN  | 5  |    |    |          |  |
|     |    |          |                                                                                |                             | DDC   | 10 |    |    |          |  |
| VP  | 8  | Autonome | Direction des solidarités, de la famille et de l'égalité                       | DSFE                        | 236   | -  | 20 | 10 | DSFE     |  |
|     | 9  | Autonome | Institut d'insertion médico-éducatif                                           | IIME                        | 78    | -  | 16 | 8  | IIME     |  |
|     | 10 | Central  | Secrétariat général du Conseil économique, social, environnemental et culturel | SG-CESEC                    | 16    | 16 | 12 | 6  | SG-CESEC |  |
| MFT | 11 | Autonome | Direction du travail                                                           | TRAV                        | 30    | -  | 12 | 6  | TRAV     |  |
|     | 12 | Autonome | Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles        | SEFI                        | 94    | -  | 16 | 8  | SEFI     |  |

|     |    |          |                                                     |      |     |    |    |    |      |
|-----|----|----------|-----------------------------------------------------|------|-----|----|----|----|------|
|     | 13 | Autonome | Direction des talents et de l'innovation            | DTI  | 115 | -  | 20 | 10 | DTI  |
|     | 14 | Autonome | Centre de formation professionnelle des adultes     | CFPA | 99  | -  | 16 | 8  | CFPA |
|     | 15 | Central  | Circonscription des îles Marquises                  | CMQ  | 19  | 55 | 16 | 8  | CMQ  |
|     |    |          | Circonscription des îles sous-le-vent               | CISL | 16  |    |    |    |      |
|     |    |          | Circonscription des îles Australes                  | CAU  | 10  |    |    |    |      |
| MGT |    |          | Circonscription des îles Tuamotu et Gambier         | CTG  | 10  |    |    |    |      |
|     | 16 | Autonome | Direction de l'équipement                           | DEQ  | 767 | -  | 24 | 12 | DEQ  |
|     | 17 | Autonome | Direction polynésienne des affaires maritimes       | DPAM | 38  | -  | 12 | 6  | DPAM |
|     | 18 | Autonome | Direction des transports terrestres                 | DTT  | 75  | -  | 16 | 8  | DTT  |
|     | 19 | Autonome | Direction de l'aviation civile                      | DAC  | 246 | -  | 20 | 10 | DAC  |
| MEF | 20 | Autonome | Direction du budget et des finances                 | DBF  | 66  | -  | 16 | 8  | DBF  |
|     | 21 | Autonome | Contrôle des dépenses engagées                      | CDE  | 31  | -  | 12 | 6  | CDE  |
|     | 22 | Autonome | Direction des impôts et des contributions publiques | DICP | 109 | -  | 20 | 10 | DICP |

|     |    |          |                                                              |       |     |    |    |    |       |
|-----|----|----------|--------------------------------------------------------------|-------|-----|----|----|----|-------|
|     | 23 | Autonome | Direction générale des affaires économiques                  | DGAE  | 62  | -  | 16 | 8  | DGAE  |
|     | 24 | Autonome | Institut de la statistique de la Polynésie française         | ISPF  | 120 | -  | 20 | 10 | ISPF  |
|     | 25 | Central  | Agence de développement économique de la Polynésie française | ADE   | 9   | 41 | 12 | 6  | DPE   |
|     |    |          | Autorité Polynésienne de la concurrence                      | APC   | 11  |    |    |    |       |
|     |    |          | Direction de la commande publique                            | DCO   | 7   |    |    |    |       |
|     |    |          | Direction polynésienne de l'énergie                          | DPE   | 14  |    |    |    |       |
| MFL | 26 | Autonome | Direction de la construction et de l'aménagement             | DCA   | 78  | -  | 16 | 8  | DCA   |
|     | 27 | Autonome | Direction des affaires foncières                             | DAF   | 160 | -  | 20 | 10 | DAF   |
|     | 28 | Central  | Délégation à l'habitat et à la ville                         | DHV   | 12  | 10 | 12 | 6  | DHV   |
| MPR | 29 | Autonome | Direction de l'agriculture                                   | DAG   | 246 | -  | 20 | 10 | DAG   |
|     | 30 | Autonome | Direction des ressources marines                             | DRM   | 91  | -  | 16 | 8  | DRM   |
|     | 31 | Autonome | Direction de la biosécurité                                  | DBS   | 79  | -  | 16 | 8  | DBS   |
|     | 32 | Autonome | Direction de l'environnement                                 | DIREN | 30  | -  | 12 | 6  | DIREN |

|     |    |          |                                                                           |       |      |    |    |    |       |
|-----|----|----------|---------------------------------------------------------------------------|-------|------|----|----|----|-------|
|     | 33 | Central  | Centre des métiers de la mer de Polynésie française                       | CMMPF | 21   | 25 | 12 | 6  | CMMPF |
|     |    |          | Délégation à la recherche                                                 | REC   | 4    |    |    |    |       |
| MEE | 34 | Autonome | Direction générale de l'éducation et des enseignements                    | DGEE  | 823  | -  | 24 | 12 | DGEE  |
|     | 35 | Autonome | Direction de la culture et du patrimoine - Te Papa Hiro'a 'e Faufa'a tumu | DCP   | 42   | -  | 12 | 6  | DCP   |
|     | 36 | Autonome | Service du patrimoine archivistique et audiovisuel                        | SPAA  | 25   | -  | 12 | 6  | SPAA  |
|     | 37 | Autonome | Conservatoire artistique de la Polynésie française                        | CAPF  | 51   | -  | 16 | 8  | CAPF  |
|     | 38 | Autonome | Te Fare Tauhiti nui - Maison de la culture                                | TFTN  | 94   | -  | 16 | 8  | TFTN  |
|     | 39 | Central  | Service de la traduction et de l'interprétariat                           | STI   | 6    | 41 | 12 | 6  | MTI   |
|     |    |          | Centre des métiers d'art de la Polynésie française                        | CMA   | 13   |    |    |    |       |
| MSP | 40 | Autonome | Te Fare iamanaha - Musée de Tahiti et des îles                            | MTI   | 22   | -  | 24 | 12 | DSP   |
|     |    |          | Direction de la santé                                                     | DSP   | 1168 |    |    |    |       |

|     |    |          |                                                                     |       |      |    |    |    |       |
|-----|----|----------|---------------------------------------------------------------------|-------|------|----|----|----|-------|
|     | 41 | Autonome | Agence de régulation de l'action sanitaire et sociale               | ARASS | 31   | -  | 12 | 6  | ARASS |
|     | 42 | Autonome | Fare Tama hau (Maison de l'enfant et de l'adolescent en difficulté) | FTH   | 58   | -  | 16 | 8  | FTH   |
|     | 43 | Autonome | Centre hospitalier de la Polynésie française                        | CHPF  | 2227 | -  | 24 | 12 | CHPF  |
| MJP | 44 | Autonome | Direction de la jeunesse et des sports                              | DJS   | 59   | -  | 16 | 8  | DJS   |
|     | 45 | Autonome | Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française     | IJSPF | 101  | -  | 20 | 10 | IJSPF |
|     | 46 | Central  | Service de l'artisanat traditionnel de la Polynésie française       | ART   | 16   | 27 | 12 | 6  | ART   |
|     |    |          | Délégation pour la prévention de la délinquance de la jeunesse      | DPDJ  | 11   |    |    |    |       |

Annexe 2 - Échéancier prévisionnel des opérations électorales 2025

| ANNEXE 2                                                |                                                                                 |                                                                                                                                                               |                       |               |
|---------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|---------------|
| ECHEANCIER PREVISIONNEL DES OPERATIONS ELECTORALES 2025 |                                                                                 |                                                                                                                                                               |                       |               |
| ELECTIONS AUX COMITES TECHNIQUES PARITAIRES             |                                                                                 |                                                                                                                                                               |                       |               |
| MANDAT 2026-2030 – Scrutin du 2 décembre 2025           |                                                                                 |                                                                                                                                                               |                       |               |
| ETAPES                                                  | OPERATIONS                                                                      | ACTEURS                                                                                                                                                       | ECHEANCES             |               |
| TRAVAUX PREPARATOIRES                                   |                                                                                 |                                                                                                                                                               |                       |               |
| 1                                                       | Détermination du nombre et de la nature des comités techniques paritaires (CTP) | 1/ Recensement des effectifs par le chef de l'entité administrative sur la base des données transmises par la direction des talents et de l'innovation (DTI). | DTI<br>SA + EPA + AAI | Mai-Août 2025 |
|                                                         |                                                                                 | 2/ Etablissement de la liste des CTP suivant les effectifs recensés.                                                                                          | DTI                   |               |
|                                                         |                                                                                 | 3/ Désignation de l'entité administrative dont le responsable sera chargé d'assurer la présidence du bureau de vote du CTP.                                   | DTI                   |               |
| 2                                                       | Détermination du nombre de membres siégeant aux CTP                             | 1/ Détermination du nombre de sièges pour chaque CTP identifié.                                                                                               | DTI                   | Mai-Août 2025 |
|                                                         |                                                                                 | 2/ Détermination du nombre de membres du personnel à élire (titulaires et suppléants).                                                                        | DTI                   |               |

|                     |                                                              |                                                                                                                                                                                            |                             |                                                                |
|---------------------|--------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------------------------------------|
| 3                   | Fixation de la date du scrutin                               | 1/ Rédaction et publication au JOPF de l'arrêté du Président de la Polynésie française portant création des CTP et organisation des élections des représentants du personnel en leur sein. | DTI + PR                    |                                                                |
|                     |                                                              | 2/ Rédaction et publication au JOPF de la circulaire portant organisation des opérations pré électorales.                                                                                  |                             |                                                                |
| 4                   | Affichage de l'arrêté du Président de la Polynésie française | Affichage de l'arrêté du Président de la Polynésie française par le chef d'entité administrative au moins 40 jours avant la date du scrutin.                                               | SA + EPA + AAI              | Avant le 23 octobre 2025                                       |
| LISTE DES ELECTEURS |                                                              |                                                                                                                                                                                            |                             |                                                                |
| 5                   | Etablissement de la liste électorale                         | Etablissement de la liste électorale selon le modèle transmis par la DTI et au regard de la réglementation applicable.                                                                     | DTI<br>SA + EPA + AAI       |                                                                |
| 6                   | Publicité de la liste électorale                             | Affichage de la liste électorale par les chefs d'entité administrative, au moins 30 jours avant la date du scrutin.                                                                        | SA + EPA + AAI              | Avant le 31 octobre 2025                                       |
| 7                   | Consultation de la liste électorale                          | 1/ Vérification de la liste électorale par les électeurs.                                                                                                                                  | Electeurs<br>SA + EPA + AAI | Dans les 15 jours suivants la publicité de la liste électorale |
|                     |                                                              | 2/ Présentation auprès du chef d'entité d'éventuelles réclamations contre les inscriptions ou les omissions de la liste électorale.                                                        |                             |                                                                |

|   |                                                               |                                                                                                                          |                           |
|---|---------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|
|   |                                                               | 3/ Réponse du chef d'entité aux éventuelles réclamations et transmission pour information à la DTI.                      |                           |
|   |                                                               | 1/ Identification des agents admis à voter par correspondance et établissement de la liste par le chef d'entité.         |                           |
| 8 | Affichage de la liste des électeurs votant par correspondance | 2/ Affichage de la liste des agents admis à voter par correspondance, <b>au moins 15 jours avant la date du scrutin.</b> | SA + EPA + AAI            |
|   |                                                               | 3/ Information aux agents concernés par le chef d'entité, dans le même délai.                                            |                           |
|   |                                                               |                                                                                                                          | Avant le 17 novembre 2025 |

LISTE DES CANDIDATS

|    |                                      |                                                                                                                                                                                    |                               |                          |
|----|--------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|--------------------------|
| 9  | Dépôt des listes de candidats        | 1/ Dépôt des listes de candidats par les organisations syndicales auprès du chef d'entité <b>au moins 30 jours avant la date du scrutin.</b>                                       | Syndicats<br>+ SA + EPA + AAI | Avant le 31 octobre 2025 |
|    |                                      | 2/ Accusé de réception du dépôt d'une liste de candidats par le chef d'entité en précisant la date et l'heure.                                                                     |                               |                          |
| 10 | Vérification des listes de candidats | Vérification par le chef d'entité, dans un <b>délai recommandé de 8 jours à compter de l'accusé de réception</b> , de l'éligibilité des candidats inscrits sur la liste présentée. | SA + EPA + AAI                |                          |

| PREPARATION DU SCRUTIN - MATERIEL DE VOTE |                                                           |                                                                                                                                                           |                |                                     |
|-------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-------------------------------------|
| 11                                        | Mise en place du matériel de vote                         | Mise en place et fourniture du matériel de vote par le chef d'entité suivant les modèles fixés par arrêté du Président de la Polynésie française.         | SA + EPA + AAI |                                     |
| 12                                        | Mise à disposition du matériel de vote par correspondance | Envoi du matériel de vote aux électeurs admis à voter par correspondance par le chef de l'entité au plus tard le 15ème jour précédant la date du scrutin. | SA + EPA + AAI | Au plus tard<br>le 17 novembre 2025 |
| JOUR DU SCRUTIN : 2 DECEMBRE 2025         |                                                           |                                                                                                                                                           |                |                                     |
| 13                                        | Opération de vote                                         | Mise en place du bureau de vote et réception des suffrages exprimés (en personne ou par correspondance) avant l'heure de clôture des opérations de vote.  |                |                                     |
| 14                                        | Opérations électorales                                    | 1/ Recensement des suffrages exprimés selon la réglementation applicable.                                                                                 |                |                                     |
|                                           |                                                           | 2/ Constatation et dépouillement des suffrages exprimés.                                                                                                  |                |                                     |

|                                |                                                                   |                                                                                                                                                                                                       |                           |                                 |
|--------------------------------|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|---------------------------------|
| 15                             | Proclamation des résultats                                        | 1/ Etablissement du procès verbal des opérations électorales.                                                                                                                                         | SA + EPA + AAI + Syndicat | 2 decembre 2025                 |
|                                |                                                                   | 2/ Proclamation des résultats par le bureau de vote <b>immédiatement</b> après avoir établi le procès-verbal des opérations électorales.                                                              |                           |                                 |
| 16                             | Publicité des résultats                                           | 1/ Affichage des résultats dans les locaux des entités administratives <b>dès la proclamation des résultats</b> .                                                                                     |                           |                                 |
|                                |                                                                   | 2/ Transmission des résultats à la DTI, <b>dans le même délai</b> .                                                                                                                                   |                           |                                 |
| 17                             | Délai de contestation sur la validité des opérations électorales  | 1/ Enregistrement d'éventuelles contestations des opérations électorales par le président du bureau de vote, <b>dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la proclamation des résultats</b> . | SA + EPA + AAI + Syndicat | Au plus tard le 7 décembre 2025 |
|                                |                                                                   | 2/ Recours éventuel devant le juge administratif, <b>dans un délai de 2 mois</b> .                                                                                                                    |                           |                                 |
| NOMINATION DES MEMBRES DES CTP |                                                                   |                                                                                                                                                                                                       |                           |                                 |
| 18                             | Désignation des représentants de l'administration au sein des CTP | Proposition à adresser à la DTI pour la désignation des représentants de l'administration (titulaires et suppléants) par le président du CTP.                                                         | DTI<br>SA + EPA + AAI     | Avant le 9 décembre 2025        |

|    |                                |                                                                                                                                                            |          |                           |
|----|--------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|---------------------------|
| 19 | Nomination des membres aux CTP | 1/ Nomination des membres, représentants de l'administration et du personnel, aux CTP par arrêtés du Président de la Polynésie française, publiés au JOPF. | DTI + PR | Avant le 31 décembre 2025 |
|    |                                | 2/ Transmission aux entités administratives, des arrêtés portant nomination des membres aux CTP.                                                           | BC PR    |                           |



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE  
TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 22/27, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE  
ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES  
Présidence

Arrêté n° 2028 PR du 25 septembre 2025 portant octroi d'une aide financière à M. Maxime MAONI

NOR : SDR25508681AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Maxime MAONI réceptionnée le 25 mars 2024 et réputée complète le 4 septembre 2025 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 10 mars 2025,

Arrête :

Article 1er

Une aide à la réalisation d'aménagements fonciers d'un montant de 14 464 000 F CFP (quatorze-millions-quatre-cent-soixante-quatre-mille francs CFP) est attribuée à M. Maxime MAONI (aide type 4 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Maxime MAONI est exploitant agricole à Hitia'a, Tahiti, carte professionnelle CAPL n° 2023-CP-0659.

Le taux d'aide attribué correspond à 50 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

| Dépense éligible (en F CFP) | Aide (en F CFP) |
|-----------------------------|-----------------|
| 28 928 000                  | 14 464 000      |

Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, centre de travail 740, mission 905, AP 73.2025, AE 110.2025, article 204.

Art. 3

L'aide est versée sur le compte ouvert par JBD Terrassement, le prestataire, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le prestataire et la Polynésie française.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut être versée auprès du prestataire à la commande, après présentation d'un justificatif attestant le versement de la quote-part du bénéficiaire.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant à la prestation subventionnée.

Les tranches restantes ou totalité de l'aide sont versées au prestataire sur présentation des factures justifiant la réalisation de la prestation.

#### **Art. 4**

Le prestataire dispose d'un délai de 3 mois, après réalisation de la prestation et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

#### **Art. 5**

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

#### **Art. 6**

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

#### **Art. 7**

M. Maxime MAONI s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet, objet de la demande d'aide.

#### **Art. 8**

Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

#### **Art. 9**

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Maxime MAONI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 septembre 2025.

Moetai BROTHERRSON



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 23/27, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 9787 MPR/DBS du 25 septembre 2025 portant délivrance d'un agrément à l'Association Canine Territoriale de Polynésie française (ACTPF) pour la garde temporaire de chiens dans le cadre d'une exposition canine**

*NOR : DBS25513276AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2001-16 APF du 1er février 2001 relative à la protection des animaux domestiques et des animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité ;

Vu l'arrêté n° 1469 CM du 3 septembre 2009 modifié relatif aux conditions de détention des carnivores domestiques et des animaux de compagnie ;

Vu l'arrêté n° 169 CM du 17 février 2017 modifié portant création et organisation de la direction de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 modifié portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu le rapport n° 1180 MPR/DBS/ZOO du 23 septembre 2025 ;

Vu la demande d'agrément n° 1047 DBS/AR du 31 juillet 2025 ;

Considérant la conformité des installations avec les dispositions de l'arrêté n° 1469 CM du 3 septembre 2009 modifié relatif aux conditions de détention des carnivores domestiques et des animaux de compagnie,

Arrête :

#### **Article 1er**

Sans préjudice des autres réglementations applicables, l'Association Canine Territoriale de Polynésie française (ACTPF), sise BP 140438, 98701 Arue, Tahiti, est agréée pour la garde temporaire de chiens dans le cadre d'une exposition canine, sous le numéro HPF2025-02.

#### **Art. 2**

Le présent agrément peut être suspendu ou retiré en cas de manquement aux dispositions de l'arrêté n° 1469 CM du 3 septembre 2009 modifié susvisé constaté par un vétérinaire officiel.

**Art. 3**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

a) D'un recours administratif (gracieux ou hiérarchique); dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le tribunal administratif d'un recours contentieux dans le délai de deux mois :

- soit à compter de la réception de la lettre exprimant le rejet du recours administratif ;
- soit à compter de l'expiration du délai de deux mois suivant la réception du recours administratif. En effet, le silence gardé par l'administration pendant deux mois équivaut à un rejet implicite de la demande.

b) D'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Polynésie française :

- par courrier à l'adresse suivante : avenue Pouvana'a-a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, Tahiti ;
- de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible depuis le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai de deux mois mentionné ci-dessus est porté à trois mois pour les personnes ne résidant pas en Polynésie française et présentant la demande devant le tribunal administratif de Polynésie française et à quatre mois pour les personnes demeurant à l'étranger.

**Art. 4**

Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 septembre 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 24/27, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de la santé

#### **Arrêté n° 9836 MSP du 26 septembre 2025 portant nomination de Mme Julie COTON dans la fonction de chef du service de la psychiatrie hospitalière du Centre hospitalier de la Polynésie française**

NOR : CHP25512609AM

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 823 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée ;

Vu la délibération n° 83-181 du 4 novembre 1983 modifiée relative à la création d'un établissement public dénommé Centre hospitalier territorial de la Polynésie française (hôpital de Mamao) (r.e. par arrêté n° 4354 AA du 12 décembre 1983) ;

Vu l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables du Centre hospitalier territorial de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-136 APF du 21 novembre 1996 portant statut particulier du cadre d'emplois des praticiens hospitaliers territoriaux de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission médicale d'établissement du Centre hospitalier de la Polynésie française du 13 août 2025 ;

Vu l'avis de la directrice du Centre hospitalier de la Polynésie française du 13 août 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

Mme Julie COTON est nommée en qualité de chef du service de la psychiatrie hospitalière du Centre hospitalier de la Polynésie française à compter du 13 août 2025 jusqu'au 12 août 2030 inclus.

#### **Art. 2**

Toute nomination antérieure et relative à la chefferie du service de la psychiatrie hospitalière est abrogée.

#### **Art. 3**

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2025.

*Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,*  
Cédric MERCADAL



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 25/27, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de la santé

**Arrêté n° 9837 MSP du 26 septembre 2025 portant nomination de M. Guillaume GARCIA dans la fonction de chef du service des secteurs communs d'activité médico-psychologique du Centre hospitalier de la Polynésie française**

NOR : CHP25512575AM

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 823 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée ;

Vu la délibération n° 83-181 du 4 novembre 1983 modifiée relative à la création d'un établissement public dénommé Centre hospitalier territorial de la Polynésie française (hôpital de Mamao) (r.e. par Arrêté n° 4354 AA du 12 décembre 1983) ;

Vu l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables du Centre hospitalier territorial de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-136 APF du 21 novembre 1996 portant statut particulier du cadre d'emplois des praticiens hospitaliers territoriaux de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la Commission médicale d'établissement du Centre hospitalier de la Polynésie française du 13 août 2025 ;

Vu l'avis de la directrice du Centre hospitalier de la Polynésie française du 13 août 2025,

Arrête :

#### Article 1er

M. Guillaume GARCIA est nommé en qualité de chef du service des secteurs communs d'activité médico-psychologique du Centre hospitalier de la Polynésie française à compter du 13 août 2025 jusqu'au 12 août 2030 inclus.

#### Art. 2

Toute nomination antérieure et relative à la chefferie du service des secteurs communs d'activité médico-psychologique est abrogée.

#### Art. 3

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2025.

*Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,*  
Cédric MERCADAL



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 26/27, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de la santé

#### **Arrêté n° 9838 MSP du 26 septembre 2025 portant nomination de Mme Morgane EVEN dans la fonction de chef du service de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent du Centre hospitalier de la Polynésie française**

*NOR : CHP25512532AM*

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 823 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée ;

Vu la délibération n° 83-181 du 4 novembre 1983 modifiée relative à la création d'un établissement public dénommé Centre hospitalier territorial de la Polynésie française (hôpital de Mamao) (r.e. par arrêté n° 4354 AA du 12 décembre 1983) ;

Vu l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables du Centre hospitalier territorial de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-136 APF du 21 novembre 1996 portant statut particulier du cadre d'emplois des praticiens hospitaliers territoriaux de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission médicale d'établissement du Centre hospitalier de la Polynésie française du 13 août 2025 ;

Vu l'avis de la directrice du Centre hospitalier de la Polynésie française du 13 août 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

Mme Morgane EVEN est nommée en qualité de chef du service de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent du Centre hospitalier de la Polynésie française à compter du 13 août 2025 jusqu'au 12 août 2030 inclus.

#### **Art. 2**

Toute nomination antérieure et relative à la chefferie du service de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent est abrogée.

#### **Art. 3**

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2025.

*Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,*  
Cédric MERCADAL



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 27/27, Page 1/6

### ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

### ACTES DES AUTORITÉS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### Avis officiels

#### Direction de la construction et de l'aménagement - État récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des Australes pour le mois de juin 2025

| Commune de Rimatara |                                                 |                                                                                             |                                                                                             |
|---------------------|-------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|
| Numéro              | Noms                                            | Situation                                                                                   | Nature des travaux                                                                          |
| MFL/DCA/<br>AUST    | Travaux autorisés le 10 juin 2025               |                                                                                             |                                                                                             |
| 2021-097-4          | Mme Tetahipua HATITIO                           | Sur la parcelle cadastrée n° 83, section IB, terre Raautahi 3, partie lot 2 sise à Mutuaura | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation anti-cyclone (OPH F4) 2e proro   |
| 2022-091-3          | Mme Tetura, Rhycenda TAHAI et M. Pierrot HURUPA | Sur la parcelle cadastrée n° 4, section AA, terre Teparani 4 sise à Amaru                   | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation anti-cyclone (OPH F4) 1re proro  |
| MFL/DCA/<br>AUST    | Travaux autorisés le 18 juin 2025               |                                                                                             |                                                                                             |
| 2023-135-4          | M. Tehaametua, Ludovic TEMATAHOTOA              | Sur la parcelle cadastrée n° 40, section KD, terre Tene 2 sise à Mutuaura                   | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation anti-cyclone (OPH F3) Annulation |
| MFL/DCA/<br>AUST    | Travaux autorisés le 26 juin 2025               |                                                                                             |                                                                                             |
| 2025-063-2          | M. Tehaametua, Ludovic TEMATAHOTOA              | Sur la parcelle cadastrée n° 6, section AD, terre Turumauri 2 sise à Mutuaura               | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation anti-cyclone (OPH F3)            |

| Commune de Rurutu |                                      |                                                                                        |                                                                                                                                                                                  |
|-------------------|--------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Numéro            | Noms                                 | Situation                                                                              | Nature des travaux                                                                                                                                                               |
| MFL/DCA/<br>AUST  | Travaux autorisés le 2 juin 2025     |                                                                                        |                                                                                                                                                                                  |
| 2025-029-2        | Mme Laïsa,<br>Teupoo<br>FATUPUA-AVAE | Sur la parcelle cadastrée n°<br>45, section MC, terre Manaa<br>parcelle B sise à Avera | Pour des travaux de construction d'une pension de famille<br>« Are Mani'ini Temoetuarau » comprenant 4 bungalows<br>dont un privé, une cuisine commune avec terrasse<br>couverte |
| MFL/DCA/<br>AUST  | Travaux autorisés le 10 juin 2025    |                                                                                        |                                                                                                                                                                                  |
| 2021-117-4        | Mme Clarita,<br>Moeata TAAE          | Sur la parcelle cadastrée n°<br>27, section AD, terre Tipopoti<br>1 sise à Moerai      | Pour des travaux de construction d'une maison<br>d'habitation anti-cyclone (OPH F3) 2e proro                                                                                     |
| 2021-130-4        | M. Temaru,<br>James POU              | Sur la parcelle cadastrée n°<br>9, section KC, terre Taoraiti<br>sise à Avera          | Pour des travaux de construction d'une maison<br>d'habitation anti-cyclone (OPH F3) 2e proro                                                                                     |
| 2022-075-3        | Mme Clotilde,<br>Maire TEAKA         | Sur la parcelle cadastrée n°<br>2, section MC, terre Aunui 5<br>sise à Avera           | Pour des travaux de construction d'une maison<br>d'habitation anti-cyclone (OPH F3) 1re proro                                                                                    |

| Commune de Rurutu |                                                                                |                                                                                                  |                                                                                                                                |
|-------------------|--------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Numéro            | Noms                                                                           | Situation                                                                                        | Nature des travaux                                                                                                             |
| MFL/DCA/<br>AUST  | Travaux autorisés le 2 juin 2025                                               |                                                                                                  |                                                                                                                                |
| 2022-055-4        | Mme Herenui, Jessica TEPUAI                                                    | Sur la parcelle cadastrée n° 90, section CB, terre Tamarutaraire 13 sise à Hauti                 | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation anti-cyclone (OPH F3) 1re proro                                     |
| 2022-108-3        | Mme Piera MATEAU                                                               | Sur la parcelle cadastrée n° 69, section AE, terre Tevaio 2 parcelles sise à Moerai              | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation anti-cyclone (OPH F3) 1re proro                                     |
| 2022-073-3        | M. Ariirai, Yann TAPUTU                                                        | Sur la parcelle cadastrée n° 20, section LB, terre Tapuaioire 1 et Poreopi 2 lot 17 sise à Hauti | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation anti-cyclone (OPH F4) 1re proro                                     |
| 2025-044-3        | Mme Alice, Tuuparii PARAU épouse GANGNERY et M. Michel, Jean, Gabriel GANGNERY | Sur la parcelle cadastrée n° 11, section IA, terre Vaitou 19 partie sise à Avera                 | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation anti-cyclone (OPH F3)                                               |
| MFL/DCA/<br>AUST  | Travaux autorisés le 16 juin 2025                                              |                                                                                                  |                                                                                                                                |
| 2025-023-3        | Mme Teniu OPUU épouse GUEHO                                                    | Sur la parcelle cadastrée n° 70, section IC, terre Tumuhau 3 sise à Avera                        | Pour des travaux d'extension d'une maison par la réalisation d'une chambre, d'une salle de bains, d'un salon et d'une terrasse |
| 2023-111-3        | Mme Miranda CHUNG KAI épouse ALFONSI                                           | Sur la parcelle cadastrée n° 132, section IA, terre Tooua 1 lot 4 sise à Avera                   | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation de type F2                                                          |
| MFL/DCA/<br>AUST  | Travaux autorisés le 18 juin 2025                                              |                                                                                                  |                                                                                                                                |
| 2025-001-3        | M. Teva RIVETA                                                                 | Sur la parcelle cadastrée n° 20, section CE, terre Teruamoora 7 lot 1 sise à Hauti               | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation anti-cyclone (OPH F3)                                               |
| 2025-034-2        | Mme Maeva, Marielle MONNIER                                                    | Sur la parcelle cadastrée n° 40, section MA, terre Tapau 2 bis sise à Avera                      | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation de type F3                                                          |
| MFL/DCA/<br>AUST  | Travaux autorisés le 24 juin 2025                                              |                                                                                                  |                                                                                                                                |
| 2022-051-4        | M. Charles ARIIOTIMA                                                           | Sur la parcelle cadastrée n° 193, section AC, terre Paatu 8 sise à Moerai                        | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation anti-cyclone (OPH F3)                                               |
| MFL/DCA/<br>AUST  | Travaux autorisés le 26 juin 2025                                              |                                                                                                  |                                                                                                                                |
| 2021-131-5        | M. Simeï ATAPO                                                                 | Sur la parcelle cadastrée n° 86, section IB, terre Rereamanu 2 lot 1,1 sise à Avera              | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation anti-cyclone (OPH F3) 2e proro                                      |
| 2025-057-22       | Mme Tauhere LUI MU YOE                                                         | Sur la parcelle cadastrée n° 57, section BE, terre Tauraamoora 13 sise à Moerai                  | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation anti-cyclone (OPH F3)                                               |
| MFL/DCA/<br>AUST  | Travaux autorisés le 30 juin 2025                                              |                                                                                                  |                                                                                                                                |

|                   |                                              |                                                                                             |                                                                                                                                            |
|-------------------|----------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2024-113-3        | Mme Heiarii, Hortense<br>TIHONI épouse OPUU  | Sur la parcelle cadastrée n° 43,<br>section IB, terre Auaurouru 2<br>parcelle sise à Avera  | Pour des travaux de rénovation et<br>modification d'une maison d'habitation<br>de type F4                                                  |
| 2025-059-2        | M. Michel MII                                | Sur la parcelle cadastrée n° 196,<br>section AC, terre Paatu 18 <i>bis</i><br>sise à Moerai | Pour des travaux de construction d'une<br>maison d'habitation anti-cyclone (OPH F5)                                                        |
| 2025-060-2        | Mme Onoï ATAPO épouse<br>BRUNEAU             | Sur la parcelle cadastrée n° 38,<br>section CE, terre Mamanu 1 sise<br>à Hauti              | Pour des travaux de construction d'une<br>maison d'habitation anti-cyclone (OPH F4)                                                        |
| DPT<br>2025-002-2 | Onati SAS représenté par M.<br>Tehina THURET | Sur la parcelle cadastrée n° 23,<br>section IA, terre Tearamea 7 lot 1<br>sise à Avera      | Pour des travaux d'installation d'antenne<br>sur pylône d'une hauteur maximum de<br>30 mètres et d'une zone technique<br>grillagée en pied |
| 2025-006-3        | M. Marcel, Petero TAVITA                     | Sur la parcelle cadastrée n° 45,<br>section EA, terre Hamoa 2 sise à<br>Moerai              | Pour des travaux de construction d'une<br>maison d'habitation anti-cyclone (OPH F3)                                                        |

| Commune de Tubuai |                                                                       |                                                                                                |                                                                                                                           |
|-------------------|-----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Numéro            | Noms                                                                  | Situation                                                                                      | Nature des travaux                                                                                                        |
| MFL/DCA/<br>AUST  | Travaux autorisés le 10 juin 2025                                     |                                                                                                |                                                                                                                           |
| 2021-125-4        | M. Tukua KAITAI                                                       | Sur la parcelle cadastrée n° 26, section BE, terre Tehei sise à Taahuaia                       | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation anti-cyclone (OPH F3) 2e proro                                 |
| 2022-056-3        | Mme Christina, Tahianui HARUA                                         | Sur la parcelle cadastrée n° 21, section CB, terre Paritahi sise à Mataura                     | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation anti-cyclone (OPH F3) 1re proro                                |
| 2021-127-4        | M. Teuira, Taroa TAHIATA et Mme Lyle, Otorau, Kudger TAURUA           | Sur la parcelle cadastrée n° 77, section HE, terre Puha lot 2 sise à Taahuaia                  | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation anti-cyclone (OPH F4) 2e proro                                 |
| 2021-110-5        | M. Marc TEHOIRI                                                       | Sur la parcelle cadastrée n° 33, section AA, terre Avarua sise à Mataura                       | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation de type OPH F3 pour Personne à mobilité réduite (PMR) 2e proro |
| 2017-174-4        | M. Joël AUMERAN représentant du CAMICA                                | Sur la parcelle cadastrée n° 72, section BC, terre Otava 2 parcelle A partie sise à Taahuaia   | Pour des travaux de construction d'un bloc sanitaire                                                                      |
| 2022-046-4        | Mme Loanna TEUA épouse MAUAHITI                                       | Sur la parcelle cadastrée n° 4, section NE, terre Potu sise à Mahu                             | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation anti-cyclone (OPH F3) 1re proro                                |
| MFL/DCA/<br>AUST  | Travaux autorisés le 13 juin 2025                                     |                                                                                                |                                                                                                                           |
| 2022-062-4        | Mme Vaimiti HAAMARU                                                   | Sur la parcelle cadastrée n° 49, section HR, terre Vaimiohio lot 1 parcelle B1 sise à Taahuaia | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation de type F4                                                     |
| MFL/DCA/<br>AUST  | Travaux autorisés le 18 juin 2025                                     |                                                                                                |                                                                                                                           |
| 2022-083-3        | Mme Augustine GERMAIN épouse HAUATA                                   | Sur la parcelle cadastrée n° 41, section CX, terre Haapahono 1 moitié sise à Mataura           | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation anti-cyclone (OPH F3) 1re proro                                |
| MFL/DCA/<br>AUST  | Travaux autorisés le 23 juin 2025                                     |                                                                                                |                                                                                                                           |
| 2025-062-2        | M. Thibault AUTHIAT                                                   | Sur la parcelle cadastrée n° 8, section HE, terre Haataha parcelle B du lot 2 sise à Taahuaia  | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation de type F3                                                     |
| MFL/DCA/<br>AUST  | Travaux autorisés le 24 juin 2025                                     |                                                                                                |                                                                                                                           |
| 2022-081-3        | M. Arnold, Aurelin TUPEA                                              | Sur la parcelle cadastrée n° 4, section AB, terre Tearatetuipo 2 sise à Mataura                | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation anti-cyclone (OPH F3) 1re proro                                |
| 2022-084-3        | M. Stéphane, Haatu HAUPUNI et Mme Mateata, Odile MOEAU épouse HAUPUNI | Sur la parcelle cadastrée n° 8, section NP, terre Teanaana sise à Mahu                         | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation anti-cyclone (OPH F3) 1re proro                                |
| 2022-085-3        | M. Henury TUAANA                                                      | Sur la parcelle cadastrée n° 39, section CX terre Tapea sise à Mataura                         | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation anti-cyclone (OPH F3) 1re proro                                |

|                  |                                           |                                                                                                                                        |                                                                                           |
|------------------|-------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|
| MFL/DCA/<br>AUST | Travaux autorisés le 27 juin 2025         |                                                                                                                                        |                                                                                           |
| 2025-050-3       | M. Antoine CARRIER                        | Sur la parcelle cadastrée n° 21, section NA, terre Tetiare Vaihiohioata lot 2 sise à Mahu                                              | Pour des travaux de construction d'un hangar à usage de garage et de stockage de matériel |
| MFL/DCA/<br>AUST | Travaux autorisés le 30 juin 2025         |                                                                                                                                        |                                                                                           |
| 2025-064-2       | M. Joël AUMERAN<br>représentant du CAMICA | Sur les parcelles cadastrées n° 72 et 73, section BC terre Otava 2 parcelle A partie et Tanitoa 7 et 4 parcelle partie sise à Taahuaia | Pour des travaux de réalisation d'une clôture                                             |

| Commune de Raivavae |                                                      |                                                                                                      |                                                                                                            |
|---------------------|------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Numéro              | Noms                                                 | Situation                                                                                            | Nature des travaux                                                                                         |
| MFL/DCA/<br>AUST    | Travaux autorisés le 10 juin 2025                    |                                                                                                      |                                                                                                            |
| 2022-027-6          | M. Tehaamaru, Milcent NONOHA et Mme Karmen TEIPOARII | Sur la parcelle cadastrée n° 31, section CP, terre Vaitu partie sise à Vaiuru                        | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F3) 1re proro                              |
| 2023-184-4          | M. Jean-Marie, Poroï, Tahai HAATANANI                | Sur la parcelle cadastrée n° 54, section AA, terre Paora 2 sise à Rairua-Mahanatoa                   | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F3)                                        |
| 2021-140-4          | Mme Marcella, Repeta TUMARAE                         | Sur la parcelle cadastrée n° 34, section AL, terre Vairua partie Tevaiopurua sise à Rairua-Mahanatoa | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH F4) 2e proro                               |
| MFL/DCA/<br>AUST    | Travaux autorisés le 16 juin 2025                    |                                                                                                      |                                                                                                            |
| 2024-059-3          | Mme Wendy, Vainui TEAPEHU                            | Sur la parcelle cadastrée n° 44, section CO, terre Hareura partie sise à Vaiuru                      | Pour des travaux de extension d'une maison par la réalisation d'une local de stockage et de vente d'alcool |

| Commune de Rapa  |                                                            |                                                |                                                                                   |
|------------------|------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| Numéro           | Noms                                                       | Situation                                      | Nature des travaux                                                                |
| MFL/DCA/<br>AUST | Travaux autorisés le 2 juin 2025                           |                                                |                                                                                   |
| 2020-202-5       | M. Narii TUANAINAI, maire de la commune de Rapa            | Sur la parcelle de terre Pararaki sise à Tukou | Pour des travaux de construction d'un hangar de stockage de déchets recyclables   |
| 2024-126-3       | Mme Tetiare HITI et M. Tetuanui TINOMOE                    | Sur la parcelle de terre Taupee sise à Tukou   | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation anti-cyclone (OPH F3)  |
| 2024-127-3       | Mme Melanie OITOKAIA épouse TEMAHUKI et M. Mareko TEMAHUKI | Sur la parcelle de terre Tikipoo sise à Tukou  | P our des travaux de construction d'une maison d'habitation anti-cyclone (OPH F4) |
| MFL/DCA/<br>AUST | Travaux autorisés le 26 juin 2025                          |                                                |                                                                                   |
| 2024-131-3       | Mme Annick ANGIA épouse IOTUA et M. Hervé IOTUA            | Sur la parcelle de terre Parenga sise à Tukou  | Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation anti-cyclone (OPH F3)  |



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

### • Journal authentifié

Le Journal officiel de la Polynésie française (JOPF) est publié sous forme d'un PDF officiellement authentifié. Le fichier PDF de l'édition complète est doté d'une empreinte SHA256, c'est-à-dire d'une chaîne de 64 caractères pouvant être utilisée pour s'assurer de l'authenticité de la version.

Pour connaître précisément l'empreinte numérique du document, puis la vérifier avec tout outil permettant de calculer un sha256, vous pouvez aller sur le site Lexpol et cliquer sur l'icône "i" située à côté du lien « Télécharger le fichier PDF authentifié ». Une fenêtre vous donnera l'empreinte numérique du document.

Enfin, vous pouvez retrouver les empreintes numériques des cinq derniers journaux officiels numériques JOPF ci-dessous :

- Empreinte numérique du JOPF n° 224 du 26 septembre 2025 :  
6d82b3a5d4960407ba940e3120a7682564362fb3b0f0a59c51152e679baed586
- Empreinte numérique du JOPF n° 223 du 25 septembre 2025 :  
55922b70aaf6922d39b4519bcd13652edd07334bb690f95a85489e1c52626a76
- Empreinte numérique du JOPF n° 222 du 24 septembre 2025 :  
d2ebec9969aef62e7bbd7b3f10fe9e0fa60ef0c97d94ba9578a73726f3b40250
- Empreinte numérique du JOPF n° 221 du 23 septembre 2025 :  
685f1cb26e95023db2536076c5e7012c625387999e31531aabedc80ce2d9a697
- Empreinte numérique du JOPF n° 220 du 22 septembre 2025 :  
1e9e8e41b9116f374d389124a25e7736021f279c460df8e9db163a0ef73ca6e9

Le directeur de publication, Philippe MACHENAUD-JACQUIER